AVRIL / MAI 2008 • 5.00 $

À bâbord ! 24

Revue sociale et politique

Mobilisation à l'UQAM
Éric Duhaime, Lyne Nantel

Au secours de l'eau
Gaétan Breton

Virus et compagnies
Philippe de Grosbois

Défaite de Chávez
Ricardo Peñafiel

AVRIL / MAI 2008

24

COLLECTIF DE RÉDACTION

ABDIRAHMAN AHMED, NORMAND BAILLARGEON, ELSA BEAULIEU, LUCIANO BENVENUTO, NESRINE BESSAÏH (COORD.), GAÉTAN BRETON, CHRISTIAN BROUILLARD, MARIE-HÉLÈNE CÔTÉ, PIERRE-LOUIS FORTIN-LEGRIS, ÈVE GAUTHIER, PHILIPPE DE GROSBOIS, JILL HANLEY, MARTIN JALBERT, JEAN-YVES JOANNETTE, LUCIE MERCIER, MONIQUE MOISAN, RICARDO PEÑAFIEL, KARINE PESCHARD, JEAN-MARC PIOTTE, MABROUK RABAHI, BENOIT RENAUD, CLAUDE RIOUX, RACHEL SARRASIN, NICOLE DE SÈVE, ALEXANDRE SAINT-GERMAIN, SOPHIE TOUPIN, CLAUDE VAILLANCOURT, SOPHIE VAILLANCOURT.

COLLABORATIONS SPÉCIALES

ALAIN BADIOU, DANIEL BENSAÏD, ÉMILIE BRETON, LAURA CASTELLANOS, ANDRÉ CORTEN, DONALD CUCCIOLETTA, VÉRONIQUE DASSAS, ÉRIC DUHAIME, RAYMOND FAVREAU, MOULOUD IDIR, PIERRE KHALFA, GRÉGORY LAMBRETTE, DAVID MANDEL, CATHERINE MAVRIKAKIS, MRITIUNJOY MOHANTY, ANAHI MORALES, LYNE NANTEL, JACQUES PELLETIER, PIERRE STAMBUL, FRÉDÉRIC VIALE, RAMON VITESSE.

ILLUSTRATIONS

SONIO BENVENUTO, DENIS RÉMILLARD, LOUIS RÉMILLARD, SHRÜ, MARCO SILVESTRO, GUILLAUME VEILLEUX.

COMITÉ D'ÉDITION

LUCIANO BENVENUTO, GAÉTAN BRETON, MARTIN JALBERT, MONIQUE MOISAN, CLAUDE RIOUX.

INFOGRAPHIE

LUCIANO BENVENUTO, MONIQUE MOISAN.

Distribution : Messageries Gladu

La revue *À bâbord !*
est imprimée à 4500 exemplaires par
les travailleurs-euses de Héon & Nadeau ltée

DÉPÔT LÉGAL
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC
ISSN 1710-2091

À bâbord !

info@ababord.org
www.ababord.org

Un espace ouvert pour le débat
politique et l'intervention sociale

ACTUALITÉ

Psychologie et travail 6
Grégory Lambrette

L'Homo Slappiens 7
Jean-Yves Joannette

Mobilisation étudiante pour sauver la mission de l'UQAM 8
Éric Duhaime et Lyne Nantel

Bienvenue à l'hôpital de l'école 10
Normand Baillargeon

Égalité des sexes au Québec ? 12
Elsa Beaulieu

Castonguay le Lucide 13
Gaétan Breton

La vigilance abitibienne 14
Jean-Marc Piotte

INTERNATIONAL

Israël reloge ses Bédouins 39
Pierre Stambul

Europe : un traité dangereux 40
Pierre Khalfa et Frédéric Viale

Tibet. Les lamas sont lassés 11
Luciano Benvenuto

Femmes au Chiapas 42
Anahi Morales et Émilie Breton

Défaite de Chávez 44
Ricardo Peñafiel

OBSERVATOIRE DES LUTTES

Au secours de l'eau 46
Gaétan Breton

DÉBATS POLITIQUES

Politique pour les dépossédés 48
Jacques Pelletier

Présentation 15
C. Brouillard, M. Jalbert et C. Rioux

Affaire non classée 16
Daniel Bensaïd

Mai 68 à la puissance quatre 19
Alain Badiou

« *Sisterhood is powerful* » 22
Véronique Dassas

Le 2 octobre ne s'oublie pas 24
Laura Castellanos

Québec. Terre en transe 26
Christian Brouillard

Les chars soviétiques contre le socialisme 28
David Mandel

Chronologie politique 30
Claude Rioux

Du mai rampant à l'automne chaud 32
Claude Rioux

Images d'une révolution à venir 34
Christian Brouillard

Les verrous de 1968 36
Martin Jalbert

CULTURE

La force tranquille d'Oscar Peterson 50
Claude Vaillancourt

Virus et compagnies 51
Philippe de Grosbois

Livres, Cinéma 52

Bédé, Musique 55

UNE REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

La revue *À bâbord !* est une publication indépendante, sans but lucratif, paraissant tous les deux mois. Elle est éditée au Québec par des militantes, des journalistes indépendantes, des professeures, des étudiantes, des rebelles de toutes sortes et de toutes origines, proposant une révolution dans l'organisation de notre société, dans les rapports entre hommes et femmes et dans nos liens avec la Nature.

La revue a pour but d'informer, de formuler des analyses et des critiques sociales et d'offrir un espace ouvert pour débattre et favoriser le renforcement des mouvements sociaux d'origine populaire. À *bâbord !* veut appuyer les efforts de ceux et celles qui traquent la bêtise, dénoncent les injustices et organisent la rébellion.

Les articles de la revue *À bâbord !* peuvent être reproduits à condition d'en citer la source.

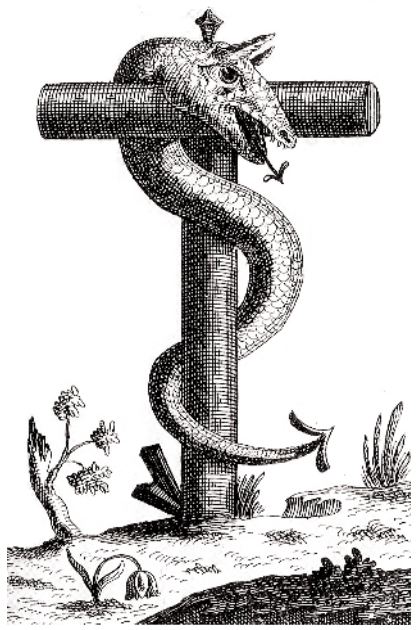
Éditorial

Rapport Castonguay

Le néolibéralisme triomphe

Les médias ont beaucoup parlé des « réserves » exprimées par le ministre de la Santé Philippe Couillard à l'égard de certaines recommandations formulées par le groupe de travail présidé par Claude Castonguay. Mais ils ont peu parlé du désaveu ayant immédiatement suivi et qui n'annonce rien de bon…

Le mandat confié à Claude Castonguay en mai 2007 portait sur le financement du réseau public de santé. Dans le rapport de 2008, quelques propositions concernent le financement : assurance privée duplicative, imposition d'une franchise (ticket modérateur) sur le revenu des ménages, contribution annuelle à une clinique de santé pour chaque adulte, scénarios de révision des frais administratifs et de la tarification, augmentation de la taxe de vente du Québec, sans oublier d'autres bonnes idées que n'a pas cru bon chiffrer le groupe de travail. Au total, plus de trois milliards de dollars en nouvelles taxes régressives aux usagers, alors que le gouvernement Charest s'efforce de diminuer les impôts des QuébécoiSES. Pas un sou noir ne serait exigé des entreprises. Une semaine après le dépôt du rapport et après avoir accueilli favorablement la hausse de la TVQ, le Parti québécois a même demandé l'abolition immédiate de la taxe sur le capital. Ce qu'annonçait la ministre des Finances deux semaines plus tard dans son budget.



Le serment d'Hippocrate menacé par le serpent d'Hypocrite

La grande majorité des recommandations (31 sur 37) porte sur la réorganisation des services de santé. Le rapport du Groupe Castonguay convie le Québec à accepter un nouveau « contrat social » basé sur des valeurs néolibérales comme la liberté et l'efficacité, remplaçant celles de la Loi canadienne sur la santé qui fonde l'existence du système public de santé, comme l'accessibilité ou l'intégralité.

En outre, le rapport propose de revoir la « gouvernance » du système de santé en redéfinissant le rôle d'organismes existants comme le ministère de la Santé et des Services sociaux, la Régie de l'assurance maladie du Québec et les agences régionales. Par exemple, suivant les propositions, le ministère de la Santé pourrait se retirer de la production de soins afin de laisser les agences régionales octroyer les contrats de cette production au plus offrant, favorisant ainsi la concurrence entre le privé, le public et le secteur communautaire. Cette régionalisation du financement est connue en Ontario depuis l'époque Harris. Le rapport propose également la création d'un nouvel organisme, le joliment nommé Institut national d'excellence en santé (INES), issu de la fusion d'organismes existants et dont la tâche consisterait notamment à revoir d'une manière perpétuelle le panier des services assurés par le régime public. Tel un berger au service des loups, le gouvernement, sans même devoir lever le petit doigt, se chargerait de fournir de nouveaux traitements aux compagnies d'assurance. Ils tomberaient comme par miracle dans le terreau fertile de l'assurance privée complémentaire. Quelle astuce magnifique ! Inutile de souligner que Claude Castonguay a été fort bien accueilli par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain dont les membres étaient réunis pour l'entendre lors d'un dîner-causerie pendant que des citoyennES manifestaient leur désapprobation à l'extérieur. Si le rapport Castonguay se retrouve tabletté, à n'en pas douter, ce sera sur une tablette dorée. Et ce sera éphémère, car le ministre Couillard a déjà annoncé cinq chantiers de mise en œuvre, dont le plus important, la mise sur pied de l'INES, sera présidé par nul autre que Claude Castonguay lui-même.

Dans le tourbillon médiatique qui a entouré les premières heures de la sortie de cet odieux rapport, l'augmentation de 1 % de la taxe de vente du Québec a retenu toute l'attention des journalistes. Cette proposition, qui était une commande des ministres Jérôme-Forget et Couillard qui se sont empressés de la désavouer, devait donc servir d'écran de fumée pour cacher l'essence véritable du rapport signé par Claude Castonguay, lui qui continue d'être présenté comme ex-ministre de la Santé, mais jamais comme représentant des compagnies d'assurance, qu'il a servi pendant une bonne trentaine d'années. Jamais non plus n'a-t-on insisté sur le rôle joué par Joanne Marcotte, nommée par l'ADQ et réalisatrice du brûlot néolibéral L'illusion tranquille. Quant à Michel Venne, nommé par le Parti québécois, il n'aura finalement inscrit qu'une vaine dissidence puisque le parti ne rejette plus les mêmes éléments que ceux contre lesquels il s'était inscrit en faux. Les Lucides, dominant l'ADQ, sont désormais bien implantés partout.

Après le rapport Kirby au fédéral, et Arpin, Clair et Ménard au provincial, le rapport Castonguay s'inscrit dans la foulée de cette patiente stratégie qui devrait mener à terme à la privatisation des services de santé. Cette stratégie a débuté dès 1977, lorsque le gouvernement Trudeau a transformé le mode de financement et commencé à fermer le robinet financier aux provinces. Le paroxysme fut atteint en 1995, avec l'introduction du chétif financement en bloc équivalant à 18 % des dépenses publiques de santé. La Commission Séguin évaluait à 44,9 milliards de dollars l'impact des coupures cumulatives pour le Québec pour la période 1982-1983 à 2001-2002, soit le désengagement du gouvernement fédéral par rapport à 1977. C'était avant que la frénésie des diminutions d'impôt n'atteigne les gouvernements, tant fédéral que provincial. D'ailleurs, l'apogée du « défaut de ressources », stratégie dictée par la Banque mondiale pour inciter les États à se retirer de l'offre de services publics, est contemporaine de la signature de l'ALÉNA.

Il apparaît insolite de lire, dans la préface du rapport Castonguay, d'une part, que la société subit de profondes transformations sous la pression de la libéralisation des échanges et de la mondialisation et, d'autre part, qu'il faudrait donc *« adapter les politiques sociales issues de la Révolution tranquille au nouveau contexte économique et à la mondialisation »*. D'où le groupe de travail tient-il ce mandat ? Ce sujet n'est d'ailleurs pas traité explicitement dans le texte qui se limite à l'aborder par le biais de thèmes comme la « gouvernance », le financement des établissements ou l'achat de services. Comme Claude Castonguay l'a affirmé, la portion du financement n'est pas la partie la plus importante, c'est l'autre partie qui est fondamentale. Le rapport place donc les pions pour une seconde étape de la réingénierie de la santé entreprise par le gouvernement Charest en 2003.

Non, le néolibéralisme n'a pas été désavoué.

LE COLLECTIF DE LA REVUE *À BÂBORD !*

Tourisme médical en vue au bassin Peel

Au début du mois de février 2008, un promoteur immobilier présentait un nouveau projet pour le bassin Peel. Il s'agit de la construction de deux tours de 60 étages, comprenant notamment un hôpital privé de 24 étages de style américain avec héliport, une gare intermodale, un hôtel d'au moins 500 chambres cinq étoiles. Au total, un projet de 2,5 milliards de dollars. Le commentaire du ministre de la Santé et des Services sociaux, Philippe Couillard, a été de mettre en garde l'établissement : celui-ci devra se conformer aux règles des cliniques médicales spécialisées (CMS). En effet, par un projet de règlement que le gouvernement du Québec s'apprête à publier, les CMS de médecins non participants à la RAMQ pourront détenir un permis d'hébergement de 24 heures et plus, ce qui en fera, en langage clair, des hôpitaux entièrement privés. Depuis 2003, le Québec est passé des *« réseaux locaux de services »* du projet de loi 25, aux *« délais déraisonnables »* de l'arrêt Chaoulli, à la *« garantie d'accès »* du ministre Couillard, puis à des hôpitaux entièrement privés. Un véritable tour de force politique. À quand le tourisme médical au bassin Peel ?

MARINA BORDELEAU

Transport en commun

Les hausses de tarifs dans le transport en commun, c'est avancer vers l'arrière : parce que c'est un service public qui devrait être accessible à toutes et tous, parce qu'il y a 29 % de la population montréalaise qui vit sous le seuil de faible revenu (dont la majorité sont des femmes), parce que plutôt que de les augmenter, la Société de transport de Montréal devrait réduire les tarifs.

La TROVEP de Montréal réclame une tarification sociale pour les personnes à faible revenu. Venez avec nous interpeller l'administration municipale :

Rassemblement le 26 mai à 18h
devant l'Hôtel de ville de Montréal,
275, rue Notre-Dame Est,
(métro Champ de Mars)

JEAN-YVES JOANNETTE

Erratum

Dans notre précédent numéro, une erreur s'est glissée dans le nom d'un de nos collaborateurs : toutes nos excuses à Perry Bisson, auteur de « Briser le monopole de l'UPA ».

Marois de Moulinsart

Charest reçoit un « complément de salaire » du Parti libéral. Dumont reçoit une somme importante d'une ADQ au bord de la faillite. Marois ne reçoit rien (dit-elle) du PQ. Pauvre, pauvre Pauline : encore une victime de la discrimination salariale !

LE CALEMBOURGEOIS VERBEUX

Les cadeaux de M. J.-F.

Monique Jérôme-Forget veut récompenser les investisseurs. Quelle belle contradiction : un système basé sur le privé dans lequel l'État utilise les impôts des travailleurs pour récompenser les investisseurs. Bravo Monique, fallait y penser !

LCV

Super profs

Les profs ne travaillent pas assez à l'UQAM ! Le rapport de Price Waterhouse dit que les profs sont moins bien payés qu'ailleurs, qu'il y a plus d'étudiantEs par professeur, que la bibliothèque est un désert et que les ordinateurs datent de Mathusalem. Avec tout ça, l'UQAM offre une performance comparable aux autres universités. C'est une médaille qu'il faudrait leur donner !

LCV

Turbulences...

De même que la vérité sort de la bouche des enfants, la vérité économique sort souvent de la bouche des... affairistes. Considérons les propos de René Vézina, rédacteur en chef du journal *Les Affaires,* à l'émission Bazzo.tv du 28 janvier dernier.

À propos du plan de relance économique du président Bush :

« Ce n'est pas tant que tout le monde a besoin d'argent; il faut donner l'impression que quelqu'un est en train d'amener une chaloupe quelque part (...), parce que c'est essentiellement une crise de confiance. »

À propos de l'économie financière virtuelle :

« Le milieu de la finance, c'est le seul milieu qui ne fabrique rien. (...) Ils fabriquent des produits financiers. Donc, ils manufacturent de l'argent à partir de l'argent. (...) Il y a vraiment un décalage qui n'a jamais été aussi évident, entre ces économies financières virtuelles et la vraie vie. »

À propos du retour éventuel de telles crises :

« C'est bâti dans le système. Quand votre économie augmente et la croissance est d'à peu près 3 % par année, vous ne pouvez pas augmenter vos profits continuellement à 15 ou 20 % ! Vous le faites en projetant toujours par en avant, et c'est ce que le système a fait. »

Une économie en château de cartes, un milieu financier parasitaire et autiste... Carole Poliquin en a fait tout un documentaire, *Turbulences*, il y a... dix ans. Mais elle, ce n'est pas pareil, c'est une dangereuse gauchiste, elle dit n'importe quoi.

Ils étaient discrets, les coquins. Mais maintenant, on le sait : l'Institut économique de Montréal est un repaire de romantiques. Quelques jours avant la St-Valentin, les voici qui publient un communiqué qui devait sentir la rose et le chocolat au lait dans le courrier des journaux : *« Existe-t-il un marché des relations amoureuses ? »* Devinez la réponse !

« Les sites de rencontre sont des "marchés des relations amoureuses" dans la mesure où ils facilitent la rencontre d'offreurs et de demandeurs », explique Mathieu Roberge, économiste-Cyrano. *« Il s'agit d'un marché potentiel considérable »*, ajoute-t-il, la larme à l'œil. On y apprend aussi que la rareté des femmes de moins de 55 ans augmente leur « valeur » sur les sites de rencontre, et que les gens plus scolarisés fréquentent davantage ces sites, car leur temps vaut plus cher, ce qui les incite à plus d'efficacité. Touchant, n'est-ce pas ? Courez lire cette note néofasciste, je veux dire économique, au lieu clandestin où se retrouvent tous les cœurs sensibles du Québec : www.iedm.org.

PHILIPPE DE GROSBOIS

Babord24_p01_14.qxd 25/03/08 07:36 Page 5

Le nombrilisme nationaliste

Le Bloc québécois et son chef, Gilles Duceppe, défendent le Québec et les Québécois contre le reste du Canada. Qui sont ces QuébécoiSES : les pauvres ou les riches, les travailleurs ou leurs dirigeants, les discriminés ou les autres, les féministes ou les machistes ? Le Bloc masque les implications de ce choix nationaliste, en affirmant que les QuébécoiSES se distinguent du reste du Canada par une culture davantage progressiste. Qu'en est-il de cette affirmation nombriliste ? Duceppe, qui s'est promené dans l'ensemble du Canada, devrait reconnaître que cette valorisation de soi au détriment des forces progressistes du reste du Canada n'a aucun fondement dans la réalité.

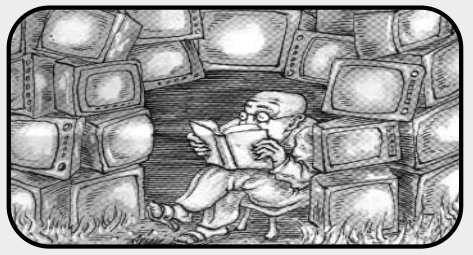
Depuis 1986, le *Toronto & York Region Labour Council of the Ontario Federation of Labour* organise en mai un festival où les travailleurs sont invités à participer à des activités culturelles qui les questionnent et les enchantent. Ce festival, qui regroupe une large coalition de syndicats, de groupes communautaires et de groupes d'artistes, est financé généreusement par des syndicats qui donnent selon leurs moyens (de moins de 200 $ à plus de 2 500 $), pour une somme totale d'environ 35 000 $ (pour plus d'informations : www.mayworks.ca).

Cette initiative a été reprise dans sept autres villes canadiennes, dont Montréal. Ici, depuis quatre ans, c'est le *Immigrant Workers Center* (Centre des travailleurs et des travailleuses immigrants) qui met sur pied ce festival avec des moyens de bord minimes et avec l'aide de quelques syndicats locaux, de groupes communautaires et de groupes artistiques.

Au lieu de s'accrocher au rêve indépendantiste, sans plus y croire vraiment, les dirigeants syndicaux devraient regarder à l'ouest d'Ottawa et ailleurs, et s'inspirer de ce qui s'y fait de meilleur. Ils pourraient ainsi revigorer un syndicalisme qui piétine.

JEAN-MARC PIOTTE

Illustration : Guillaume Veilleux



PAS VU À LA TÉLÉ

Les chorales militantes

La recette est simple. Vous réunissez quelques personnes autour d'une chanson connue. Vous détournez ensemble les paroles de leur sens original pour en faire une chanson qui dénonce la guerre, le racisme, la destruction de l'environnement, la dictature du capital ou toute autre cause qui vous indigne. Vous répétez comme il faut.

Et puis, c'est là que ça se complique, vous vous donnez en spectacle ! Cela peut se faire dans le cadre d'un évènement militant (manifestation, soirée bénéfice, lancement de journal ou zine) ou au coin d'une rue passante. Si le premier lieu de représentation vous permettra de vous défouler tout en amusant les troupes, le deuxième lieu peut s'avérer éprouvant pour votre estime de vous-même. Quiconque a passé des tracts à la sortie d'un métro sait les efforts que cela demande de confronter les regards parfois indifférents parfois méprisants des honnêtes travailleurs. Le fait de chanter ne vous mettra pas à l'abri de ces mêmes regards. Ils pourraient même s'accompagner de huées et de moqueries en fonction de la qualité de votre interprétation. Mais vous devriez tirer une satisfaction immense des quelques personnes qui vous approuveront et des plus rares qui s'arrêteront pour poser des questions ou discuter du sens de vos paroles.

À Montréal et au Québec, plusieurs chorales de ce type existent : les *Mémés Déchaînées* et les *Raging Grannies* recrutent particulièrement leurs membres chez l'âge d'or qui a choisi de ne pas s'endormir. Citons aussi les *Amères Noëlles* et les *Voix féministes de la Maison Parent-Roback* dont les paroles de chansons subverties sont disponibles sur le net.

Allez savoir pourquoi ce sont surtout, pour ne pas dire uniquement, des femmes qui s'impliquent dans ce type d'action. Alors tousSES ensemble, une chanson des Voix Féministes de la Maison Parent-Roback (sur l'air de *I will survive*) :

Quand ma grand-mère est née, on pouvait pas voter
Entre le mari pis le curé et pis les 52 bébés
Mais Idola est arrivée pis elle leur a parlé dans l'nez
Depuis nos brassières ont brûlé, ça les gars ont pas protesté !
J'ai survécu ! J'ai survécu !
Aux gros machos aux p'tits fachos, aux cons, aux vieux mon'oncs cochons
Super woman, professionnelle, maman, amante exceptionnelle
Mais le chemin est encore long Pensez juste à Mario Dumont
Mais je survivrai - à Jean Charest !
Aux gynécos sado-maso, aux cervelles des petits oiseaux
Aux ex violents, aux contrôlants, au gros Armand qu'y est ben collant
Mais y'a une chose qui nous fait mal
C'est le virage néolibéral oh oh oh
Maison Parent-Roback on est toutes des Jeannes d'Arc
Y'en a qui jouent à la môman d'autr' qui chassent des éléphants blancs
Être féministe, de nos jours, des fois j'aimerais mieux être vautour
On dit qu't'es frustrée sexuelle, que t'es même pas une vraie femelle
Mais je me battrai, et je ripost'rai
À toutes ces camaros, aux insultes et à la porno
À la charia, à la police, à l'ablation du clitoris
Car je suis féministe… Je suis féministe… féministe, féministe…
Je survivrai !

NESRINE BESSAÏH

Vu sur www.la-mpr.qc.ca

Psychologie et réinsertion sociale

La vérité est dans le travail ?

Depuis plus de deux décennies, la psychologie s'est vue attribuer la tâche d'accompagner les personnes en situation d'exclusion ou de précarisation dans le but de les insérer ou de les réinsérer *professionnellement et socialement*. Ces deux adverbes ne sont pas couramment réunis pour rien : ils participent d'une lecture suggérant que le palliatif par excellence à l'exclusion est le travail. C'est là, nous semble-t-il, une confusion de niveau logique non négligeable qui mérite d'être examinée.

Si l'on fait jouer un rôle important à la psychologie au sein d'une entreprise, c'est qu'on la suppose capable d'améliorer directement ou indirectement la productivité. Elle est ainsi soumise à une stricte visée d'efficacité et d'efficience. Or, beaucoup d'approches aujourd'hui appliquées au monde du travail ont été dévoyées de leur application originelle, souvent thérapeutique. Ce n'est plus le bien du patient ou du « client » qui prime alors, mais celui du commanditaire, en l'occurrence l'entreprise. Cette instrumentalisation de la psychologie ne pose-t-elle pas l'important problème éthique, toujours d'actualité en psychologie et plus encore en psychothérapie, de la différence entre la manipulation et l'influence ?

L'immixtion de la psychologie et surtout son omniprésence dans la sphère du travail vont de pair avec ce que le sociologue Robert Castel appelle *« l'effritement de la société salariale »*. Elles découlent d'une dépolitisation des positions et des discours sociaux qui conduit l'individu, seul face à lui-même, à devenir la caisse de résonance de ce qui se passe à l'extérieur de lui. Si le stress a été « la maladie » du XX^e^ siècle, il est déjà annoncé que le XXI^e^ siècle sera celui de la dépression (telles sont à tout le moins les prévisions de l'Organisation mondiale de la santé). Mais tout n'est pas imputable au seul contexte professionnel. La psychologisation dédouane la responsabilité du collectif et plus encore du politique en transportant les malheurs de l'un et de l'autre sur les individus. Ainsi le retour à l'individu amène-t-il à « blâmer la victime » qu'on tient pour seule responsable de son malheur. Notre société méritocratique aurait ainsi tendance à penser que « qui veut, peut ». La volonté paraissant plus importante que les déterminants sociaux, chacun est ainsi appelé à devenir l'entrepreneur de soi-même (à travers l'émergence du projet, du projet de vie…). La psychologie est alors convoquée non seulement pour expliquer les écueils et plus encore les manières de n'y plus tomber, mais surtout pour accompagner et encadrer de plus en plus souvent le « non-emploi ».

En matière d'insertion et de réinsertion, force est de constater aujourd'hui la prégnance d'une terminologie qui n'est pas étrangère à cette conception des choses. Ainsi, la notion d'*employabilité* est au cœur des préoccupations sociopolitiques et, bon an mal an, on peut la voir appliquée dans la plupart des États sans que la notion soit vraiment questionnée. À la lecture des textes développés souvent dans le cadre du Fonds social européen, nous pourrions croire que l'inemployabilité résulterait strictement de problèmes psychosociaux. L'inemployabilité semble l'équivalent *mutatis mutandis* d'une sorte d'anormalité liée au monde de l'entreprise. L'employabilité renverrait-elle à une sorte d'adhésion à la productivité contractualisée, indice de l'intégration sociale et de l'adhésion à l'ordre dominant, pour reprendre une expression de Pierre Bourdieu (*Homo academicus*, 1984) ? Cette norme est à ce point intégrée que rares sont ceux qui paraissent ne pas souscrire à la règle. La pratique psychologique est supposément pensée comme devant accompagner, en ce contexte, les situations d'exclusion, sinon de les solutionner. Or, c'est là précisément un problème logique : on ne combat pas l'exclusion et à plus forte raison les éléments qui la génèrent – notamment à travers le travail – en apportant des réponses strictement individuelles, fussent-elles articulées autour de l'emploi. Il est ainsi illusoire de penser que l'on peut aborder de front à la fois l'exclusion sociale et la personne exclue (conformément à la norme d'employabilité) sans confondre les niveaux logiques comme les interventions que celles-ci appellent. Gardons-nous de fournir une réponse individuelle à un phénomène social, c'est-à-dire d'expliquer, par un quelconque trouble individuel ou intra-individuel, l'apparition d'une exclusion dont les déterminants se situent souvent en amont. Les populations en *mal de travail* sont diverses. Elles n'appellent pas nécessairement une explication ni même une intervention d'ordre psychologique pour les aider ou comprendre leur situation. En le faisant, on renvoie toutefois les facteurs macrosociologiques à une portion congrue et l'individu à une responsabilité à la mesure du retrait de l'État. ⊂

« L'omniprésence de la psychologie dans la sphère du travail découle d'une dépolitisation des positions et des discours sociaux qui conduit l'individu, seul face à lui-même, à devenir la caisse de résonance de ce qui se passe à l'extérieur de lui ».

Grégory Lambrette

Psychologue détaché au Luxembourg au sein d'un projet en (ré)insertion professionnelle

« SLAPP » Faut que ça cesse de faire mal

SLAPP, une abréviation en forme de bruit sec. SLAPP, l'onomatopée d'un coup de fouet. SLAPP, un son qui évoque un bris, une cassure, une douleur. SLAPP, ça fait mal.

Lorsqu'on l'étire, S.L.A.P.P. signifie *Strategic Lawsuit Against Public Participation* ou pour le dire en français : *Action stratégique contre la participation aux affaires publiques* (ASPAP). La Ligue des droits et libertés traduit ce bruit sec par « poursuite-bâillon ». Ça vous en bouche un coin.

Définissons un peu la chose. Les SLAPP, *« sont des actions judiciaires intentées par des compagnies ou des institutions contre des individus ou des groupes de pression, en vue de les neutraliser ou de les censurer quand ils dénoncent publiquement leurs activités*[1]*. »* Pour la compagnie ou l'institution dénoncée ou questionnée par un groupe de citoyenNES, la stratégie des SLAPP ne vise pas à répondre sur le fond aux critiques formulées contre elle. Au contraire, pour se défendre, la compagnie ou l'institution visée se sert de l'appareil juridique afin de poursuivre ses accusateurs. Elle déploiera une image de victime, victime de calomnies et de médisances, elle se déclarera attaquée dans son intégrité, dans son droit de faire des profits. Pauvre martyre ! Les citoyenNES se retrouvent donc accusés de nuire indûment à la compagnie et devront faire face à diverses procédures. Le but poursuivi par la compagnie n'est pas nécessairement de gagner, mais bien d'intimider. Un SLAPP, c'est donc l'utilisation « d'intimidation judiciaire » pour fermer la trappe aux contestataires.

Des SLAPP bien de chez nous

Ce phénomène a pris naissance aux États-Unis et, mondialisation oblige, il s'est rapidement exporté. Dans son mémoire, la Ligue des droits donne plusieurs exemples de poursuites délirantes qui se sont produites en Europe, en Australie et même au Canada. Pour le Québec, on en compte déjà une dizaine. Nous n'en citerons que deux. Les plus connus.

Au Québec, on a vu l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA) s'opposer aux projets de l'American Iron and Metal. Réponse de la compagnie : une poursuite de cinq millions en diffamation contre l'AQLPA, ainsi que contre le comité de restauration de la Rivière Etchemin et un certain nombre de citoyenNES[2]. On a vu également le Port de Québec poursuivre l'Association des gens de l'Île d'Orléans contre le port méthanier ainsi que d'autre groupes ou citoyenNES s'opposant au terminal Rabaska (un cas d'une rare transparence).

Une petite commission parmi d'autres commissions

L'actuel gouvernement québécois ne peut, puisque minoritaire, passer de grosses commandes. Il fait donc des commissions. Des petites et des grosses. Ainsi entre l'agriculture, les accommodements raisonnables, les aînéEs et la santé, une petite commission a eu lieu sur les SLAPP (si vous êtes au courant, c'est que vous lisez le *Devoir* ou le *Tour d'y Voir*[3]).

Après l'homme de Cromagnon et l'Homo Sapiens, voici l'Homo Slappiens, ou l'homme de Grobaton.

Pour la préparer, un comité fut mis sur pied. La commission McDonald, du nom de son président, après avoir examiné les législations de divers pays « civilisés », a soumis à la discussion deux hypothèses de travail. L'une propose d'adopter une loi « anti-slapp », l'autre de modifier certaines règles de procédure afin d'en limiter l'usage.

Lors de la tenue de la commission, différents points de vue furent entendus. Il y avait les tenants d'une loi anti-slapp. Réunie autour de la Ligue des droits et libertés, une large coalition d'organisations syndicales, féministes, communautaires et écologistes a réclamé une loi anti-slapp qui aurait comme effet de *prévenir toutes les formes d'intimidation juridique*. D'autres préféraient limiter la portée d'une loi anti-slapp aux enjeux environnementaux ou écologiques.

Curieusement, le Conseil du patronat du Québec et l'Institut économique de Montréal n'ont pas présenté de mémoire. Peut-être se sentaient-ils déjà représentés par le Barreau du Québec qui considère inutile, compte tenu du peu de cas recensés jusqu'ici au Québec, de changer quoi que ce soit et que s'il y a des règles à resserrer, c'est plutôt dans les recours collectifs qu'il faudrait bien sévir. Ce serait presque de l'humour si l'on ne sentait pas, si fort sous la toge, l'intérêt de classe ou une certaine classe d'intérêt.

Le règne des *« homo slappiens »*

Des droits (oui des droits) fondamentaux sont en jeu, la liberté d'expression et le droit de participer aux affaires publiques, la liberté d'association et l'accès à la justice. On est en droit (oui en droit) de se demander ce qu'il adviendra de ce débat ou encore des recommandations de cette commission à la veille ou l'avant-veille d'élections générales. Fort possiblement que le règne des *homo slappiens* se poursuivra. Dommage pour eux qu'il y ait encore des gens qui ne souffrent pas d'immobilisme. ⊂

JEAN-YVES JOANNETTE

1. Ligue des droits et libertés, Mémoire soumis à la commission, p. 2.
2. Voir le site Internet www.taisez-vous.org.
3. Quotidien électronique communautaire.

Étudiant

Mobilisation étudiante à l'UQAM

Détournement majeur

Au-delà des chiffres exorbitants ayant retenu l'attention médiatique sur l'actuelle crise financière qui secoue l'Université du Québec à Montréal, l'enjeu sous-jacent de cette crise est celui d'une transformation de l'orientation de la vocation de l'enseignement au Québec. Dans la foulée des mesures d'austérité envisagées pour résorber cette crise financière, l'exercice gestionnaire auquel se prête la direction de l'UQAM, au moyen d'un plan de redressement imposé par la ministre de l'Éducation, vient compromettre la mission d'enseignement de cette institution.

La mission première de l'université

Depuis son avènement, au sein des sociétés corporatistes du Moyen-Âge, l'université jouit d'une relative indépendance et constitue un espace de réflexion libre qui permet le questionnement des pratiques sociales et l'enrichissement des débats sociaux. Sa mission originelle visait le développement de connaissances à vocation civilisationnelle et universaliste, incarnées en premier lieu par la philosophie et ensuite par les humanités. Elle assurait ainsi la formation d'intellectuels dotés de connaissances générales et d'aptitudes critiques qui leur permettaient de prendre part aux débats concernant les finalités des pratiques humaines.

Au Québec, la mission de l'université s'est notamment incarnée dans un système public dont le réseau des Universités du Québec constitue l'un des principaux artisans. Ce réseau vise à rendre l'éducation supérieure le plus accessible possible et encourage la démocratisation des savoirs par un rapprochement avec les collectivités. Ainsi, la vocation universaliste de l'université en ce qui a trait aux connaissances développées s'est doublée au Québec d'une volonté de rendre ces savoirs universellement accessibles. Du moins, telle était la mission originelle des universités publiques au Québec lors de leur fondation.

La contamination gestionnaire

Pour qu'elles puissent remplir une telle mission, il faut toutefois octroyer aux universités les moyens indispensables à la réalisation de leur finalité. Or, les universités québécoises souffrent d'un sous-financement chronique évalué par la CREPUQ à près de 400 millions $ par année pour l'ensemble du réseau universitaire québécois. Ce sous-financement compromet la capacité qu'ont les universités à réaliser leur mission originelle. Plutôt que de remédier à cette situation par un réinvestissement massif en éducation, les différents gouvernements qui se sont succédés au cours des dernières années ont plutôt contraint les universités à rechercher l'équilibre budgétaire malgré cette situation de sous-financement : d'abord par l'entremise des contrats à la performance du gouvernement péquiste, et ensuite par les subventions conditionnelles du gouvernement Charest. Ce faisant, plutôt que de disposer des moyens nécessaires à la réalisation de leur mission, les universités ont été forcées de « normaliser » leur situation de sous-financement. Elles se sont ainsi lancées dans une série d'exercices visant à diversifier leurs sources de financement et à « assainir » leurs finances afin d'atteindre l'équilibre budgétaire.

Cette logique comptable a pour effet pervers de mettre l'accent sur la dimension organisationnelle des universités au détriment de leur mission première. Mais de façon plus générale, une telle logique s'inscrit dans la conception gestionnaire de l'université qui tend à prendre le pas sur sa vocation institutionnelle. Cette conception particulière de l'université s'oppose terme à terme à ce qui la caractérisait lors de son émergence. D'abord, plutôt que de préserver un lieu de réflexion autonome, elle vise à arrimer les objectifs de l'université à des exigences externes comme celles définies par des organismes subventionnaires ou encore par des entreprises privées. Ensuite, elle délaisse les savoirs fondamentaux au profit du développement de compétences spécifiques. Finalement, elle adopte une visée clientéliste en développant un discours autour du capital humain en faisant voir l'éducation comme un « investissement » générateur de profits à venir. Puisque l'éducation est ainsi considérée comme un « investissement », ce discours abonde dans le sens d'une « responsabilisation » économique des étudiantEs en rapport aux services obtenus, ce qui se traduit par une augmentation des frais de scolarité compromettant l'accessibilité aux études supérieures.

La double crise financière de l'UQAM

Dans un contexte de sous-financement qui pousse les universités à diversifier leurs sources de financement, l'UQAM s'est engagée dans un processus de spéculation immobilière l'entraînant à assumer les risques d'une gestion en PPP de projets immobiliers publics afin de remédier au manque d'espace qu'elle connaît. En s'improvisant de la sorte comme un promoteur immobilier et avec la mauvaise gestion ayant entaché le processus, l'UQAM s'est plongée dans une crise financière sans précédent. L'actuelle crise immobilière s'ajoute ainsi à la crise de sous-financement structurel que connaît déjà l'UQAM. À cet égard, le gouvernement se sert aujourd'hui du fiasco financier lié au projet immobilier comme couverture afin d'imposer à l'UQAM un plan de redressement qui viserait en fait à normaliser sa situation de sous-financement structurel, se déresponsabilisant ainsi de la nécessité d'un réinvestissement massif en éducation.

Plutôt que de défendre l'urgence d'un réinvestissement public à l'UQAM, son recteur, Claude Corbo, s'est engagé dans un processus comptable visant à « assainir » les finances de l'université. La direction a ainsi pris à son propre compte le mandat de rétablir l'équilibre budgétaire de l'université dans un contexte de sous-financement en faisant payer les frais à l'ensemble de la communauté uqamienne. Ce faisant, Claude Corbo s'est rallié à la position gestionnaire du gouvernement en minant de l'intérieur les capacités de l'UQAM à remplir sa mission première. En effet, le plan de redressement que s'apprête à déposer la direction comporte une pléthore de mesures visant à soumettre une déjà famélique UQAM à un régime minceur.

La mission mise en péril par le plan de redressement

D'abord, une des mesures austères déjà en vigueur établit un moratoire sur l'embauche de nouveaux professeurs. Considérant que l'UQAM comporte déjà le plus haut ratio d'étudiants par professeur en dans l'ensemble du réseau universitaire québécois (soit 27,8 par rapport à la moyenne de 21,5 pour l'année 2004-2005), cette mesure aura obligatoirement une incidence directe sur la qualité de l'enseignement dispensé.

La grève étudiante

Devant l'étroite vision de la direction de l'UQAM qui est sur le point de s'aliéner des moyens indispensables à l'accomplissement des finalités de l'institution qu'elle représente, des milliers d'étudiantEs, principalement en sciences humaines, se mobilisent contre les mesures du plan de redressement et exigent en contrepartie un réinvestissement massif à l'UQAM et plus largement en éducation. En effet, alors que leur université leur offre encore un lieu de réflexion pour questionner les enjeux de leur société, alors qu'ils ont encore accès à des savoirs fondamentaux, comment pourraient-ils assister impassiblement à la dérive gestionnaire qui menace leur institution et ses finalités. C'est pourquoi, l'automne dernier, diverses associations étudiantes de l'UQAM ont opté pour la grève afin de manifester leur mécontentement. Devant l'entêtement de la direction de l'UQAM et du gouvernement, elles reviennent à la charge cette session-ci et réitèrent l'exigence d'un réinvestissement massif en éducation. De cette manière, elles s'engagent politiquement à prendre la défense de la mission institutionnelle de l'UQAM dont s'est déchargée la direction elle-même.

Ensuite, le plan de redressement comprend une évaluation comptable des différents programmes visant à maximiser le rendement des cours offerts. À cet égard, une « liste orange » établie par la direction fait état de 72 programmes comportant des « problèmes de viabilité » jugés « sévères », « modérés » ou « faibles » qui devront être révisés. En fait, cette évaluation vise l'abolition des programmes qui comptent moins de 45 nouveaux inscrits afin de favoriser l'atteinte de la moyenne cible établie à 41 étudiants par cours au baccalauréat. Notons que cette évaluation est exclusivement comptable et ne tient nullement compte de la pertinence, de l'importance ou de la créativité des programmes ainsi menacés, qui vont de la maîtrise en science des religions au baccalauréat en chimie en passant par le baccalauréat et la maîtrise en danse ou encore le certificat en langue et culture arabe. Cette révision des programmes sur la base de critères exclusivement comptables aura nécessairement une incidence sur la diversité des cours offerts et sur la qualité de l'enseignement, étant donné le nombre accru d'étudiantEs par cours.

Finalement, à ces restrictions s'ajoute une augmentation des frais afférents dont la conséquence directe est la précarisation de la condition étudiante. Ces frais ont déjà été augmentés de 60 $ par session depuis septembre dernier et la direction de l'UQAM a déjà confirmé que le plan de redressement comportera de nouvelles augmentations. Rappelons que cette augmentation vient se greffer au récent dégel des droits de scolarité décrété par la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, qui correspond à une hausse cumulative de 50 $ par session, soit 1 000 $ de plus par année à compter de 2012. Or, cette seule augmentation représente 10 % du salaire moyen d'un étudiant inscrit à temps plein. L'accessibilité aux études supérieures est donc directement compromise par ce type de mesures.

En se prêtant au jeu de l'équilibre budgétaire par l'entremise d'un plan de redressement imposé par le gouvernement, et dont non seulement les étudiants mais bien l'ensemble de la communauté universitaire subira les conséquences, la direction de l'UQAM compromet ainsi dangereusement la mission originelle de l'université. Par ailleurs, étant connu que d'autres institutions comme l'Université de Montréal et l'Université de Sherbrooke sont également aux prises avec un important déficit structurel, le plan de redressement exigé par la ministre de l'Éducation risque fortement de constituer un précédent qui définira les politiques à venir en matière d'éducation supérieure au Québec.

Loin de seconder le mouvement étudiant, la direction met tout en place pour l'étouffer en prétextant bassement et dans une vile perspective gestionnaire que ce genre de mouvement nuit au « bon rayonnement » de l'UQAM et à sa capacité éventuelle à séduire la « clientèle future ». Ainsi, la direction multiplie la présence de gardiens de sécurité au sein des murs de l'institution et rivalise d'originalité pour entraver le mouvement étudiant. Fait sans précédent, elle vient tout juste d'expulser pour 20 jours trois étudiants de l'UQAM, dont deux représentants de l'association étudiante de sciences humaines, sous prétexte qu'ils auraient « mis en danger la sécurité de l'établissement » alors qu'ils manifestaient à l'intérieur des murs de l'UQAM.

En somme, plutôt que de se porter à la défense de l'autonomie de son institution en exigeant un financement pérenne et adéquat, la direction se fait plutôt le gendarme d'un plan de redressement et, par une ironie sans égale, cherche à mettre au pas ceux qui se mobilisent pour défendre la mission de l'UQAM. ⊂

Éric Duhaime et Lyne Nantel

Étudiantes à la maîtrise en sociologie à l'UQAM

Bienvenue à l'hôpital de l'école

Si vous suivez l'actualité en éducation, ne serait-ce que du coin de l'œil, vous ne pouvez manquer de ressentir périodiquement une grande frustration devant l'incapacité des intervenants, et en particulier des experts, à parvenir à des consensus minimaux même sur des questions qui nous semblent fondamentales et élémentaires. Pour en rester à l'actualité la plus immédiate, considérez les questions suivantes, sur lequelles on a passionnément débattu.

Doit-on mettre des chiffres ou des lettres sur les bulletins ? Le concept de compétence transversale est-il clair et pertinent, ou au contraire vaseux et nuisible ?

Vaut-il mieux enseigner la lecture en commençant par les lettres, puis en enseignant leur assemblage en syllabes et en mots, ou plutôt en commençant par les mots entiers, qui sont reconnus par les élèves, qui les décomposeront ensuite pour reconnaître les lettres et les syllabes ? Les deux à la fois ? Dans quelles proportions ?

Faut-il diminuer la place de la littérature française au cégep afin de faire une plus grande place à la littérature québécoise ? Devrait-on ramener en force la dictée, la grammaire, l'analyse grammaticale ?

Quels effets a précisément la réforme en cours sur les résultats des élèves en mathématiques, en sciences, en lecture et en écriture ?

Faut-il, ou non, imposer un moratoire à cette réforme ? Que faut-il conclure des résultats des élèves québécois au dernier test international PISA ? Que devrait-on apprendre du modèle d'éducation finlandais ?

Sur chacune de ces questions – et on allongerait sans mal la liste – des avis divergent aussi totalement qu'irréductiblement. Mais la frustration qu'on ressent est d'autant plus grande que ce ne sont pas seulement des journalistes ou des parents qui sont en désaccord, mais bien des experts (réels ou reconnus) eux-mêmes. Pour que vous preniez bien la mesure de ce que ces désaccords signifient, permettez-moi d'avoir recours ici à une métaphore suggérée par une auteure comtemporaine, Diane Ravitch.

Imaginez qu'après un malaise qui vous a laissé inconscient, vous vous retrouviez à l'urgence d'un hôpital. Vous reprenez conscience entouré de plusieurs médecins, mais qui se disputent entre eux et vous constatez, avec terreur, que non seulement ils ne s'entendent pas sur le traitement à prescrire, mais qu'ils sont en total désaccord les uns avec les autres sur la nature du mal dont vous souffrez – certains allant jusqu'à assurer que vous n'êtes absolument pas malade. Bienvenue à l'hôpital de l'éducation !

Si on parvenait à comprendre pourquoi il se produit couramment en éducation ce qu'on n'accepterait jamais en médecine, on aurait des chances que nos discussions et nos prises de décision collectives concernant l'éducation soient meilleures. Tous les enfants en bénéficieraient grandement. C'est ce à quoi je voudrais modestement contribuer dans les paragraphes qui suivent.

***

Revenons d'abord à la liste de sujets que je proposais plus haut. Elle nous indique que si les problèmes que nous pose l'éducation sont immensément complexes, ils sont aussi de différentes natures. Il est crucial de le noter.

Pour aller à l'essentiel, certains problèmes sont conceptuels (par exemple : que signifient des concepts comme éducation, savoir, endoctrinement); d'autres peuvent être – et en certains cas ont été – étudiés, et même tranchés, par de la recherche empirique (c'est le cas notamment de la question de savoir comment on doit enseigner à lire); un grand nombre de questions relèvent des deux catégories à la fois, c'est-à-dire qu'elles sont conceptuelles et empiriques; finalement, tout ce qui touche l'éducation a une immense portée politique, dont il est impossible de ne pas tenir compte et qu'il faut prendre en considération en expliquant où on se situe et pourquoi.

Si on est pleinement conscient de tout cela, on doit conclure que la prise de décision concernant l'éducation devrait en priorité être le fait de personnes extraordinairement savantes, sages et modestes. Ces personnes devraient pour commencer être parfaitement au courant de ce que dit la recherche empirique. Elles devraient aussi savoir interpréter ces résultats et en mesurer la signification et la portée. Elles devraient pour cela posséder une vision claire de ce qu'est l'éducation et des concepts qui permettent de la définir et donc être très versées en philosophie et connaître ce que l'histoire et les sciences humaines nous enseignent sur l'éducation. Elles devraient enfin avoir une vision politique de l'éducation, de son rôle et de ses fonctions et articuler sur elles leurs décisions.

Nous sommes terriblement loin du compte et l'actualité montre à satiété que nos décideurs ignorent trop souvent les données scientifiques lorsqu'elles existent et sont pertinentes – c'est notamment le cas de la lecture; qu'ils multiplient le recours à des concepts largement fumeux (compétence transversale, par exemple) et témoignent d'une déplorable confusion conceptuelle; qu'ils ont perdu de vue le sens même de ce

que signifie l'éducation, la confondant avec la préparation à l'emploi ou la socialisation; et que sur le rôle et la signification politiques de l'éducation, il règne désormais une telle confusion que la réforme en cours chez nous a pu se donner comme progressiste et ses opposants décriés comme des réactionnaires. La confusion est à son comble et une chatte n'y retrouverait plus ses chatons.

Comment en est-on arrivé là ?

Il y a certainement bien des facteurs en cause, mais j'en connais un qui n'est à peu près jamais évoqué, et qui joue pourtant, à mon avis, un rôle crucial : la très grande pauvreté de la formation dispensée dans les facultés des sciences de l'Éducation. Je le dis donc sans ambages et comme je le pense, après une vingtaine d'années passées en ces facultés : elles sont dans une importante mesure des lieux d'inculture, aussi éloignés qu'il est possible du savoir et de la sagesse indispensables pour penser l'éducation. Mieux : par la formation qu'elles dispensent, elles empirent les problèmes et j'ai eu au fil des ans un nombre incalculable de preuves de ce que j'avance.

Ajoutez à cela qu'il est possible d'y mener, comme au ministère de l'Éducation et nonobstant une ignorance abyssale, une lucrative et prestigieuse carrière de chercheur, de penseur, de fonctionnaire, de conseiller et ainsi de suite, dans les innombrables fiefs que s'est construits tout ce beau monde. La situation qui prévaut alors peut être décrite comme une sorte de funeste alliance entre les fonctionnaires dispensant des fonds et du pouvoir et les chercheurs et intervenants les obtenant. Elle fournit à l'hôpital de l'éducation ces médecins évoqués plus haut. Les fonctionnaires justifient leurs décisions en insistant pour les dire fondées sur la plus récente recherche et réflexion universitaires; les savants universitaires assurent trouver la preuve de la valeur de leurs travaux dans le fait que l'État et ses fonctionnaires les utilisent.

Ajoutez enfin que cette funeste alliance est d'une redoutable puissance en terme de capital financier et symbolique, qu'elle contrôle presque tous les réseaux de prise de décision et d'implantation de ces décisions, qu'elle peut de la sorte réduire – et a de fait longtemps réduit dans le cas de la réforme – au silence toute opposition et vous avez la recette pour produire des gens qui, en plus de n'être ni très savants ni très sages, n'auront rien de la modestie et de la prudence dont ils devraient faire montre. Ils pourront par exemple implanter sur tous les enfants de la province une réforme de l'éducation délirante, ne tenant pas compte des résultats de la recherche scientifique, une réforme confuse et dangereuse qu'ils n'auront même pas pris le temps de tester au préalable. Il ne leur sera de toute façon jamais demandé de rendre des comptes pour tout cela, puisqu'ils occupent précisément les postes de ceux qui décident à qui on demandera des comptes.

Ce que je propose n'est qu'une partie de l'explication de la profondeur de l'abîme où s'enlise notre système d'éducation. Il nous faut des décideurs savants, sages et modestes. Nous avons des institutions qui, trop souvent, nous en forment qui sont ignares, sans sagesse et qui possèdent en outre cette arrogance que confère aux sots le fait de posséder du pouvoir. Rien ne changera tant que rien ne changera sur ces plans et la véritable réforme, celle qui s'impose, doit donc concerner l'université et le ministère de l'Éducation. ⊂

NORMAND BAILLARGEON

Chefferie bicéphale

Québec solidaire piégé par *Le Devoir*

L'égalité des femmes au Québec
C'est réglé ?

Première anecdote

Le mercredi 13 février 2008 à RDI, Simon Durivage s'apprête à discuter avec ses invitéEs du « Club des ex » du projet de loi 63, qui vise entre autres à ajouter un nouvel article (49.2) à la Charte québécoise des droits et libertés : *« Les droits et libertés énoncés dans la présente Charte sont garantis également aux femmes et aux hommes. »* En guise d'introduction, il lance, tout bonhomme, tout souriant : Ce n'est pas fini, ça ? C'est acquis, non ? Nous sommes tous d'accord, nous les Québécois, les hommes et les femmes sont égaux, et voilà !

Mais oui, où avais-je la tête ? C'est évident ! Je me demande bien pourquoi, alors, les femmes au Québec continuent de gagner seulement 71 % du salaire des hommes, d'occuper la majorité des emplois au salaire minimum, précaires ou à temps partiel ? Pourquoi ce sont les femmes qui effectuent sans rémunération et sans reconnaissance l'immense majorité du travail domestique et de soins aux personnes, alors qu'il est nécessaire à l'ensemble de la société ? Pourquoi la publicité mise-t-elle si fort sur les images et stéréotypes les plus sexistes pour stimuler la (sur)consommation ? Les industries de la mode, des cosmétiques, de la chirurgie plastique (sans même parler de la pornographie !) entretiennent savamment l'idée que si les femmes ne sont pas assez « belles », que si elles ne sont pas un *objet* sexuel, elles ne valent rien. Ça n'a pas l'air de déranger beaucoup tous ces Québécois qui aujourd'hui, soudainement, jurent leurs grands dieux que l'égalité entre les femmes et les hommes est au cœur des valeurs collectives. Pourquoi la violence conjugale et les agressions sexuelles signalées représentent-t-elles respectivement 22 % et 8 % des crimes contre la personne au Québec, et pourquoi ces violences augmentent-elles actuellement chez les jeunes[1] ? Évidemment, le projet de loi 63 n'apportera pas en soi de solutions à ces problèmes. Ce qu'il faut, c'est prendre des mesures concrètes pour lutter contre le sexisme dans les médias, contre la pauvreté et contre les violences envers les femmes.

Deuxième anecdote

Le 8 février 2007, Jean Charest annonce la création de la commission Bouchard-Taylor. Le 12 février, la Fédération des femmes du Québec (FFQ) déplore que cette commission ne compte pas de femme à sa présidence, ce qui aurait été logique, étant donné que les controverses autour des « accommodements raisonnables » avaient principalement tourné autour de conflits confrontant respect des droits des femmes et respect des libertés religieuses. Le 10 avril, la FFQ tient une soirée publique à l'UQAM *« dans le but d'apporter un point de vue féministe sur la question de l'égalité des droits des femmes et de la place de la religion dans l'espace public au Québec »*[2]. La salle est bondée. M. Bouchard s'y rend et assiste discrètement aux conférences, discussions et débats. Vers la toute fin de la soirée, il se lève et prend le micro pour expliquer pourquoi lui et M. Taylor ont refusé d'inclure une femme dans la commission : *« C'est un sujet qui divise les Québécois profondément, où il y a beaucoup d'irrationalité, beaucoup d'émotion [...]. Nous nous sommes vite aperçus que plus il y aurait de membres dans la commission, plus il faudrait consacrer de temps à négocier des consensus entre nous [...]. Et la décision que nous avons prise c'est de ne pas ajouter de membre féminin. De ne pas ajouter de membre point [...]. Nous sommes seulement deux, nous sommes deux hommes [...] et même entre [nous], qui nous entendons très bien, qui sommes parfaitement disposés [...], il y a des sources de division considérables, c'est extrêmement difficile ! »*

Belle pièce d'anthologie, n'est-ce pas ? Eh bien, M. Bouchard, ce soir-là vous ne nous avez rien appris. Imaginez-vous donc qu'on le savait déjà que les hommes blancs de l'élite trouvent ça bien moins compliqué de régler le sort de la société entre eux. S'entendre avec des femmes, avec des immigrantEs, sur des sujets émotifs et irrationnels (!), ça prend trop de temps et c'est trop difficile à gérer ! La justice et la démocratie, quelles complications ! Bien sûr que nous le savions déjà. Pourquoi croyez-vous donc que nous sommes féministes ?

Dans cette nouvelle chronique, nous nous appliquerons, sur tous les tons, à dénoncer les injustices, oppressions et discriminations, à déboulonner les mythes et les idées reçues sur le féminisme et sur la ou les conditions des femmes, à donner une tribune aux analyses féministes et à faire connaître les luttes et les mobilisations. Écrivez-moi.

ELSA BEAULIEU
elsabeaulieu@ababord.org

1. www.ffq.qc.ca/communiques/comm-12-02-2007.html

2. Ministère de la Sécurité publique, *Les agressions sexuelles au Québec, Statistiques 2005* et *Statistiques 2006 sur la criminalité commise en contexte conjugal*. Le rapport sur la violence conjugale mentionne que selon *L'enquête sociale générale sur la victimisation criminelle,* seulement 28 % des cas sont signalés à la police. Le rapport sur les agressions sexuelles ne fournit pas d'estimation du taux de signalement des crimes, mais il y a tout lieu de penser que celui-ci doit être aussi bas, sinon plus, que le taux de signalement des violences conjugales.

Sortir de la pauvreté : un choix de société !

Campagne pour l'autonomie économique des femmes 2007-2008
Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes

Plusieurs raisons expliquent qu'au Québec, les femmes sont plus pauvres que les hommes :

Elles effectuent deux fois plus de travail non rémunéré, pourtant essentiel à la société. Le temps qu'elles passent à effectuer du travail non rémunéré les désavantage lorsqu'elles travaillent (temps partiel), lorsqu'elles sont sans emploi (leur accès à l'assurance-emploi est moindre) et lorsqu'elles arrivent à la retraite (elles ont moins cotisé aux régimes de retraite).

Elles travaillent majoritairement dans des ghettos d'emploi « féminins » moins bien payés, subalternes et peu valorisés, précaires. Les premières places du palmarès ? Les postes de secrétaires, de vendeuses et de caissières dans le commerce de détail. Ensuite, viennent les secteurs de la santé, des services sociaux et de l'enseignement. Lorsqu'arrivent les coupures dans les services publics, elles sont les premières à voir leur emploi disparaître ou se précariser.

Elles occupent 70 % des emplois à temps partiel et environ 60 % des emplois au salaire minimum.

Ainsi, la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes priorise comme revendication l'augmentation du salaire minimum à 10,16 $/h, pour qu'une personne qui travaille 40 heures par semaine atteigne le seuil de faible revenu établi par Statistique Canada. En outre, elle considère urgent d'indexer les prestations d'aide sociale et de rendre gratuits les médicaments pour toutes les personnes dont les revenus sont inférieurs à 12 000 $ par année. Enfin, elle appelle à la solidarité pour que la totalité des pensions alimentaires versées aux enfants ne soit plus soustraite des prestations d'aide sociale et des prêts et bourses.

Pour faire valoir ces positions, la Coordination du Québec de la Marche mondiale des femmes lance un appel à **manifester le 31 mai 2008, dès midi, lors de la grande manifestation de la Marche mondiale des femmes à Québec, devant l'Assemblée nationale.** Venez revendiquer avec nous !

Pour obtenir l'argumentaire de la campagne, la liste complète des revendications, des outils d'animation ou toute autre information :
www.ffq.qc.ca *ou communiquez avec Barbara Legault à* **blegault@ffq.qc.ca**.

Castonguay le Lucide

Le *Rapport Castonguay* constitue un hymne à la privatisation jouant sur les mêmes harmoniques que le manifeste *Pour un Québec lucide*. L'objectif de départ était d'*« assurer la pérennité du système public de santé en augmentant sa productivité et en ajustant la croissance des dépenses publiques de santé au taux de croissance de la richesse »*. Serez-vous surpris d'apprendre que ces thèmes recouvrent l'essentiel des recommandations ? En fait, les commissaires ont été payés cher avec les sommes qui sont réputées manquer dans le système de santé pour faire une étude concluant exactement ce qu'ils pensaient au début. Une interview aurait fait l'affaire.

Augmenter la productivité

Voilà bien un thème cher aux Lucides et souvent martelé par Lucien Bouchard. Cependant, qui dit que notre système de santé n'est pas efficace, surtout si nous le comparons avec un système largement privatisé ? Aux États-Unis, il en coûte au citoyen plus que deux fois plus cher qu'au Québécois moyen pour des résultats moins bons que ceux du Québec. Ces résultats sont généralement mesurés par des indicateurs globaux comme l'espérance de vie, la mortalité infantile ainsi que le ratio médecins / habitants. Sur ces trois critères, nous performons mieux que les États-Uniens. Il est toujours permis de vouloir augmenter la productivité, mais il faut cesser de laisser planer l'idée que c'est notre paresse collective qui nous coûte cher, paresse qui serait entretenue par un système étatique bureaucratique et des syndicats au poids excessif. Alors il faudrait *« remettre en question les intérêts particuliers qui sont en jeu »*. Évidemment, Castonguay ne parle pas des intérêts de la compagnie d'assurances qu'il représente sur cette Commission en dépit de l'éthique la plus élémentaire, il parle des intérêts syndicaux, comme le faisaient les Lucides et avec les mêmes mots : *« accepter de remettre en question ses acquis et ses préjugés »*.

Notre système est coûteux

On nous dit que notre système coûte trop cher et coûtera encore plus cher dans l'avenir. D'abord, la question est posée à côté. On regarde ce qu'il en coûte à l'État et non pas au citoyen, lequel paie beaucoup plus chez nos voisins pour un système laissant près de 20 % des citoyenNEs sans aucun recours. Mais si nous discutons en termes de richesse collective, nous voyons que la portion du PIB dévolue à la santé est de moins de 10 % chez nous alors qu'elle atteint les 14 % aux États-Unis, dans un beau système privé. Mais il fait l'affaire de Castonguay de dire que notre système coûte trop cher, ajoutant ainsi à la terreur entretenue depuis plusieurs années par tous ceux qui sont intéressés à la privatisation.

La privatisation à la rescousse

Évidemment, le rapport prône la privatisation tous azimuts. En conséquence, il propose des mesures qui vont aider. Par exemple, le financement des institutions publiques se ferait à l'acte, pour diminuer la bureaucratie. Mais une fois le système instauré, il deviendra très simple de l'appliquer au privé. Il propose également que les hôpitaux puissent être gérés par des organisations privées qui soumissionneraient pour obtenir le contrat de gestion et que les installations publiques puissent servir à des fins privées, pour en augmenter le niveau d'utilisation (quand on sait que le délai pour les chirurgies tient, en bonne partie, à l'impossibilité d'obtenir des salles d'opération). Mais en dépit de la réalité, Castonguay affirme lucidement qu'il faut *« lever le véritable tabou que constitue le rôle du secteur privé »*. Le rôle du secteur privé est de faire des profits, ce qui est incompatible avec une diminution des coûts du système dans le respect de ceux qui y œuvrent.

La question du vieillissement

En deux mots, la prémisse de ces Lucides consiste à dire que si nous vivons plus longtemps, nous serons malades plus longtemps et donc plus longtemps dépendants du soutien de l'État. Or, les gens qui vivent plus vieux ne sont pas nécessairement malades plus longtemps et plusieurs, à cause des fonds de pension décriés par les mêmes personnes, ont des revenus suffisants pour se soutenir seuls. Il faut relativiser la terreur démographique.

Ce que vous n'y trouverez pas

Évidemment, dans le rapport, vous ne trouverez pas des comparaisons honnêtes – c'était prévu. Vous n'y trouverez rien sur le coût des médicaments et sur les revenus des médecins, deux éléments qui avaient été identifiés, par les études sérieuses qui avaient précédé, comme les principaux facteurs d'augmentation des coûts de santé. D'ailleurs, si le gouvernement était sérieux, Marie Pelchat, de la Coalition Solidarité-Santé, aurait été invitée à siéger à cette commission, et pas seulement elle.

Vous n'y trouverez rien sur la prévention. Dans le milieu de la santé publique, on prétend qu'un dollar investi dans la prévention diminue de sept dollars les dépenses au niveau curatif. Qu'attend-on pour s'orienter dans cette voie si on veut réduire les dépenses de santé ? Évidemment, il n'y a pas d'argent à faire pour le privé dans la prévention.

Tout ce rapport, un véritable scandale – ne serait-ce que par le choix du commissaire principal –, constitue un tour de vis supplémentaire dans la grande entreprise de conditionnement idéologique, dont le Manifeste des Lucides n'était qu'un jalon (auquel il faut ajouter le livre bourgogne de Cirano, le *Rapport Ménard, L'éloge de la richesse*, qui disent tous la même chose), qui vise à faire accepter la privatisation des services publics par des citoyenNEs complètement terroriséEs. ⊂

GAÉTAN BRETON

Abitibi-Témiscamingue

Toujours vigilante !

Des Réseaux de Vigilance, regroupant associations étudiantes, groupes communautaires, féministes ou écologiques et syndicats, se sont formés dans presque toutes les régions du Québec pour affronter le gouvernement Charest qui, nouvellement élu en 2003, attaque directement les acquis syndicaux et sociaux par un certain nombre de lois. Cette mobilisation passionnée des forces militantes du Québec, même si elle n'a pu bloquer l'adoption de ces lois, a exercé incontestablement une influence modératrice sur les visées belliqueuses du gouvernement libéral. Or, le réseau national devrait faire le *post mortem* des réseaux qui se sont peu à peu défaits au fil du temps, chacun retournant à ses préoccupations particulières. Pourtant, dans certaines régions, comme l'Abitibi-Témiscamingue, des militantes réussissent heureusement à maintenir vivant ce réseautage : comment et pourquoi ?

Les syndicats, malgré des cultures et des modes de fonctionnement différents, et en dépit des campagnes de maraudage et d'un certain corporatisme, ont appris partout à œuvrer avec d'autres syndicats au sein de leur organisation, contrairement aux groupes communautaires, souvent repliés sur les services qu'ils offrent, et davantage que les associations étudiantes dont le *membership* et le *leadership* sont renouvelés fréquemment : ils sont le cœur de tout regroupement de forces sociales.

Ainsi, en Abitibi-Témiscamingue, le Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue (CSQ), la section régionale du Syndicat des professionnels et professionnelles du gouvernement du Québec (SPGQ), la section régionale du Syndicat de la fonction publique (SFPQ), le Conseil central de la CSN et le Conseil régional de la FTQ représentent la principale force du Réseau de Vigilance par leur poids, leur *membership* et pour son financement sur une base annuelle, même si la représentativité et la puissance du réseau exigent la participation de tous les groupes qui le constituent. Le développement et le maintien de cette large coalition sociale, qui représente plus de 30 000 personnes, la première de ce genre dans l'histoire de l'Abitibi-Témiscamingue, a exigé de plus qu'une organisation prenne la responsabilité de son animation : c'est le rôle qu'exerce, au sein du Réseau de Vigilance, le Regroupement d'éducation populaire de la région, en lui consacrant des ressources et une journée de travail par semaine.

Le Réseau se réunit habituellement à toutes les six semaines. Les deux principaux points de chaque ordre du jour sont la présentation, par chaque organisation, de son état des lieux et le plan d'actions à venir du Réseau. Le compte rendu de ces rencontres, auxquelles participent environ la moitié de la vingtaine d'organisations du Réseau, est distribué à tous les membres.

Le Réseau encourage des échanges entre membres d'organisations qui ne partagent pas nécessairement les mêmes points de vue sur un problème (par exemple, la FTQ, la CSN et l'Action boréale sur la politique forestière), intervient dans les médias régionaux et suscite des actions pour défendre les droits économiques, sociaux, environnementaux et politiques des citoyennes. Ainsi, à la fin de janvier dernier, le Réseau a organisé, dans le cadre de la Journée mondiale d'actions appelée par le Forum social mondial, une manifestation à Amos pour la protection des services publics à laquelle ont participé une centaine de militantes.

En 1972, lors de la grève générale des secteurs publics et parapublics, les régions les plus actives et dynamiques sont celles qui, comme à Sept-Îles, avaient développé et sauvegardé les comités politiques intersyndicaux créés deux ans plus tôt. En Abitibi-Témiscamingue, les organisations militantes, ayant maintenu patiemment et opiniâtrement leur réseautage, pourront affronter gaillardement la prochaine crise régionale ou nationale. ⊂

Jean-Marc Piotte

P.S. Vous vivez des expériences locales d'un syndicalisme solidaire et combatif ? Écrivez-moi : piotte.jean-marc@uqam.ca

Photo : Benoît Lavergne

Manifestation à Amos le 26 janvier 2008 à l'appel du Forum social mondial.

AVRIL / MAI 2008

24

COLLECTIF DE RÉDACTION

ABDIRAHMAN AHMED, NORMAND BAILLARGEON, ELSA BEAULIEU, LUCIANO BENVENUTO, NESRINE BESSAÏH (COORD.), GAÉTAN BRETON, CHRISTIAN BROUILLARD, MARIE-HÉLÈNE CÔTÉ, PIERRE-LOUIS FORTIN-LEGRIS, ÈVE GAUTHIER, PHILIPPE DE GROSBOIS, JILL HANLEY, MARTIN JALBERT, JEAN-YVES JOANNETTE, LUCIE MERCIER, MONIQUE MOISAN, RICARDO PEÑAFIEL, KARINE PESCHARD, JEAN-MARC PIOTTE, MABROUK RABAHI, BENOIT RENAUD, CLAUDE RIOUX, RACHEL SARRASIN, NICOLE DE SÈVE, ALEXANDRE SAINT-GERMAIN, SOPHIE TOUPIN, CLAUDE VAILLANCOURT, SOPHIE VAILLANCOURT.

COLLABORATIONS SPÉCIALES

ALAIN BADIOU, DANIEL BENSAÏD, ÉMILIE BRETON, LAURA CASTELLANOS, ANDRÉ CORTEN, DONALD CUCCIOLETTA, VÉRONIQUE DASSAS, ÉRIC DUHAIME, RAYMOND FAVREAU, MOULOUD IDIR, PIERRE KHALFA, GRÉGORY LAMBRETTE, DAVID MANDEL, CATHERINE MAVRIKAKIS, MRITIUNJOY MOHANTY, ANAHI MORALES, LYNE NANTEL, JACQUES PELLETIER, PIERRE STAMBUL, FRÉDÉRIC VIALE, RAMON VITESSE.

ILLUSTRATIONS

SONIO BENVENUTO, DENIS RÉMILLARD, LOUIS RÉMILLARD, SHRÜ, MARCO SILVESTRO, GUILLAUME VEILLEUX.

COMITÉ D'ÉDITION

LUCIANO BENVENUTO, GAÉTAN BRETON, MARTIN JALBERT, MONIQUE MOISAN, CLAUDE RIOUX.

INFOGRAPHIE

LUCIANO BENVENUTO, MONIQUE MOISAN.

Distribution : Messageries Gladu

La revue *À bâbord !*
est imprimée à 4500 exemplaires par
les travailleurs-euses de Héon & Nadeau ltée

DÉPÔT LÉGAL
BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DU QUÉBEC
ISSN 1710-2091

À bâbord !

info@ababord.org
www.ababord.org

Un espace ouvert pour le débat
politique et l'intervention sociale

ACTUALITÉ

Psychologie et travail 6
Grégory Lambrette

L'Homo Slappiens 7
Jean-Yves Joannette

Mobilisation étudiante pour sauver la mission de l'UQAM 8
Éric Duhaime et Lyne Nantel

Bienvenue à l'hôpital de l'école 10
Normand Baillargeon

Égalité des sexes au Québec ? 12
Elsa Beaulieu

Castonguay le Lucide 13
Gaétan Breton

La vigilance abitibienne 14
Jean-Marc Piotte

INTERNATIONAL

Israël reloge ses Bédouins 39
Pierre Stambul

Europe : un traité dangereux 40
Pierre Khalfa et Frédéric Viale

Tibet. Les lamas sont lassés 41
Luciano Benvenuto

Femmes au Chiapas 42
Anahi Morales et Émilie Breton

Défaite de Chávez 44
Ricardo Peñafiel

OBSERVATOIRE DES LUTTES

Au secours de l'eau 46
Gaétan Breton

DÉBATS POLITIQUES

Politique pour les dépossédés 48
Jacques Pelletier

Présentation 15
C. Brouillard, M. Jalbert et C. Rioux

Affaire non classée 16
Daniel Bensaïd

Mai 68 à la puissance quatre 19
Alain Badiou

« *Sisterhood is powerful* » 22
Véronique Dassas

Le 2 octobre ne s'oublie pas 24
Laura Castellanos

Québec. Terre en transe 26
Christian Brouillard

Les chars soviétiques contre le socialisme 28
David Mandel

Chronologie politique 30
Claude Rioux

Du mai rampant à l'automne chaud 32
Claude Rioux

Images d'une révolution à venir 34
Christian Brouillard

Les verrous de 1968 36
Martin Jalbert

CULTURE

La force tranquille d'Oscar Peterson 50
Claude Vaillancourt

Virus et compagnies 51
Philippe de Grosbois

Livres, Cinéma 52

Bédé, Musique 55

UNE REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

La revue *À bâbord !* est une publication indépendante, sans but lucratif, paraissant tous les deux mois. Elle est éditée au Québec par des militantes, des journalistes indépendantes, des professeures, des étudiantes, des rebelles de toutes sortes et de toutes origines, proposant une révolution dans l'organisation de notre société, dans les rapports entre hommes et femmes et dans nos liens avec la Nature.

La revue a pour but d'informer, de formuler des analyses et des critiques sociales et d'offrir un espace ouvert pour débattre et favoriser le renforcement des mouvements sociaux d'origine populaire. À *bâbord !* veut appuyer les efforts de ceux et celles qui traquent la bêtise, dénoncent les injustices et organisent la rébellion.

Les articles de la revue *À bâbord !* peuvent être reproduits à condition d'en citer la source.

NOUS SOMMES HÉRITIERS DE 1968

L'expression « les héritiers de 1968 » était scandée il y a un an comme insulte suprême par Nicolas Sarkozy annonçant qu'il comptait bien « *liquider* » cet héritage « *une bonne fois pour toutes* ». Face à ces propos, nous ne pouvons que revendiquer pleinement l'insulte (oui, nous sommes tous des héritiers de 1968 !), relayant ainsi, dans un écho historique, un des plus beaux slogans de Mai 68 : « *Nous sommes tous des juifs allemands* ». En s'identifiant à la condition juive et, par-delà, à l'étranger, les manifestants de ce joli mois de mai portaient au plus loin la solidarité, cette solidarité qui constitue un aspect essentiel de cette période et dont notre dossier souhaiterait sauver le fragile souvenir, à rebours de la grande solde anti-utopique.

Nous ne prétendons pas restituer, contre le discours ambiant sur 1968 dans lequel nous ne reconnaissons pas nos convictions, une mémoire objective ou exhaustive des événements qui ont eu lieu à travers le monde. Les textes ici réunis sont partiaux, passionnés, politiques, « *c'est-à-dire faits à un point de vue exclusif, mais au point de vue qui ouvre le plus d'horizons* », pour reprendre les mots de Baudelaire.

Cette partialité ne contrevient pas à la logique de l'héritage qui, comme l'écrivait récemment Daniel Bensaïd, n'est pas « *un bien que l'on possède et que l'on garde, mais quelque chose que les héritiers se disputent et ce qu'ils en font* ». Il appert ainsi que le litige propre à la politique a aussi pour terrain d'activité le rapport au passé. Pour nous, 1968, c'est la plus grande mobilisation qu'aient connue les pays surdéveloppés depuis la II[e] Guerre mondiale; c'est la grève la plus générale de France; c'est la solidarité internationale envers le peuple vietnamien et la lutte contre l'impérialisme; c'est une forte contagion d'enthousiasme et d'émancipation; c'est la capacité qu'ont des gens dispersés, surtout des étudiants et des travailleurs, de se rencontrer et de se solidariser; c'est le renouvellement des thèmes de la lutte anticapitaliste – par les féministes notamment; c'est une critique de l'arbitraire autoritaire et des structures hiérarchiques fortement ancrées, y compris au sein des organisations politiques et syndicales; c'est « *Ne laissez pas les haut-parleurs parler à votre place !* »; ce sont ces Noirs qui disent « *Nous aussi nous sommes des hommes* »; c'est l'écho qui répond sur un autre continent : « *On s'en fout des frontières* ». Notre 1968, on l'aura compris, est d'abord et avant tout politique.

Notre pari de départ consistait à croire en la possibilité de revenir sur les luttes du passé d'une manière qui ne soit ni celle du retour sur les erreurs de jeunesse ni celle des leçons de l'histoire à adresser au « pauvre » présent. Il nous semblait aussi que ce voyage dans le temps nous impliquait tout entier, nous et notre attitude face à l'ordre actuel du monde. Voilà pourquoi nous faisons nôtres, en les adaptant, ces mots d'une grande justesse avec lesquels un ouvrier, Georges Maurivard, présentait, en janvier 1968, le film *Loin du Vietnam* à ses collègues de l'usine Rhodiacéta, à Besançon, qui venaient de connaître d'importants licenciements : De quoi va-t-il être question ici ?, disait en substance Maurivard. De ce qui s'est passé il y a longtemps ? D'événements auxquels nous ne pouvons rien et qui ne nous concernent plus ? Non ! Il va s'agir de nous. De notre attitude face à ces événements, de notre attitude face au monde dans lequel nous vivons notre vie quotidienne. Là se sont affrontés des puissances que nous connaissons bien aussi : les riches et les pauvres, la force et la justice, la loi de l'argent et l'espoir d'un monde nouveau.

Nous souhaitons que 1968 apparaisse ici comme un monde ouvert, inachevé et qui sera, comme tout héritage, ce que nous voudrons bien en faire.

Christian Brouillard, Martin Jalbert et Claude Rioux

Les Black Panthers devant Chicago.

MAI 68

AFFAIRE NON CLASSÉE[1]

PAR DANIEL BENSAÏD

« Quand on se réconcilie sur une affaire, dit-elle, c'est qu'on n'y entend plus rien. […]
Qui dit réconciliation en ce sens historien, dit-elle, dit pacification et momification. »
Charles Péguy, *Clio*

68, c'est fini ? En un certain sens, bien sûr, c'est fini. Et fini depuis longtemps. Depuis l'intervention radiophonique du général de Gaulle et la manifestation aux Champs-Élysées du 30 mai 1968, peut-être. Ou depuis la signature en juin 1972 du *Programme commun* de la gauche. Voire depuis la défaite de la même gauche aux élections législatives de 1978, venant après le coup d'arrêt de 1975 à la révolution portugaise, la transition monarchique de 1976 en Espagne, le compromis historique sur l'austérité en Italie. Ou bien, au plus tard, depuis la victoire de Mitterrand en 1981 et le virage libéral de 1983.

Cette fin annoncée n'est pas un scoop du 40e anniversaire. Elle n'est pas d'aujourd'hui, ni même d'hier. En un certain sens et jusqu'à un certain point, Mai 68, c'est donc bel et bien fini. Mais en un autre sens, et jusqu'à un autre point, non. Au sens et au point qu'il s'agit d'un litige, d'une de ces affaires qui divisent les eaux, de ces affaires non classées, sur lesquelles on ne se réconcilie pas. Car si l'on se réconciliait, si l'on faisait la paix, disait Péguy à la lumière d'une autre affaire fameuse, c'est qu'on n'y entendrait plus rien. C'est que la mémoire vive serait morte et pétrifiée en histoire monumentale et archiviste.

S'il fallait une preuve que l'affaire n'est pas classée, que son spectre bouge encore, la fureur thermidorienne et versaillaise du discours de Sarkozy à Bercy, le 29 avril 2007, suffirait : « *Dans cette élection, il s'agit de savoir si l'héritage de Mai 68 doit être perpétué ou s'il doit être liquidé, une bonne fois pour toutes. Je veux tourner la page de 68.* » Quarante ans après ! Curieux acharnement, étrange discours expiatoire. Les versaillais victorieux firent du Sacré-Cœur le monument expiatoire des crimes imputés à la Commune de Paris. L'État français de Vichy dressa un autel à la trinité Travail-Famille-Patrie pour racheter les péchés d'un Front populaire rendu responsable de la débâcle de 1940. Il s'agirait à présent d'expier les débauches soixante-huitardes, responsables de la décadence et du déclin français ?

Pour la nouvelle génération militante, celle des mouvements altermondialistes ou des mobilisations contre la guerre en Irak, celle des luttes contre le Contrat première embauche ou contre la réforme libérale des universités, 1968 c'est loin, très loin. Quarante ans, c'est plus vieux que ne l'était pour nous, en 1968 précisément, le Front populaire. Un événement presque refroidi ? Un sujet de colloque ? La matière première d'un savoir historique positif ? De l'affaire Dreyfus, Péguy faisait dire à Clio : « *Rassurons-nous, mes enfants […] et pleurons sur elle : elle est bien morte, elle ne nous divisera plus*. » Eh bien, si. Comme la Révolution française, comme l'Affaire, Mai 68 divise encore. Car on n'est pas encore parvenu à nous réconcilier sur cette affaire, à « *nous faire perdre prématurément et artificiellement le sens de cette affaire, l'intelligence, l'entendement intérieur, le secret, littéralement la mémoire de cette affaire* ». Bien que « *le jeu des politiciens ait été précisément et très exactement de nous transformer prématurément et artificiellement en historiens* », de militants en historiens de l'affaire 68.

La mémoire hante encore le sommeil de l'histoire. Car, « *s'il y a un sens du réel, et personne ne doutera qu'il ait son droit à l'existence, il doit bien y avoir quelque chose qu'on pourrait appeler le sens du virtuel* » (Robert Musil, *L'homme sans qualité*). Ce qui intéresse encore, ce ne sont pas les cendres de Mai 68, mais ses braises, les résurgences des possibles vaincus et refoulés. Quarante années n'auront pas suffi à nous courber l'échine et à nous faire baisser la tête devant le fait accompli[2]. Et nous n'avons pas les genoux meurtris de l'agenouillement répété devant les verdicts provisoires d'une histoire ventriloque. Car, s'obstinait Blanqui au lendemain amer de la Commune, « *le chapitre des bifurcations reste ouvert à l'espérance* ».

Une procession commémorative, une révision permanente

En mai 1978, la force propulsive de l'événement arrivait à épuisement. En France, la gauche venait de perdre par sa division une élection qui lui semblait promise. Dans le monde, la crise pétrolière et la récession de 1974 avaient annoncé l'épuisement des « trente glorieuses ». Les classes dominantes étaient parvenues à contrôler la sortie des dictatures au Portugal et en Espagne. La célébration de Mai hésitait alors entre l'adieu nostalgique aux années de jeunesse et l'âge de raison historienne.

En mai 1988, François Mitterrand venait tout juste de remporter sa seconde élection présidentielle. Le gouvernement Rocard mettait en œuvre son programme social-libéral. Devenue « génération-mitterrand », la classe 68 autocélébrait sa propre réussite sociale et sa conversion au sens du réel.

En mai 1998, le mur de Berlin avait été renversé. L'Union soviétique n'existait plus. La page du « court XXe siècle » était tournée. Resté de l'autre côté du mur, 68 semblait avoir basculé dans la préhistoire. N'en subsistait qu'une traîne de « réformes sociétales » mises en œuvre presque partout en Europe, sans qu'il fût besoin pour cela d'une grève générale et de barricades.

2008, ce serait donc la liquidation générale promise par Sarkozy, le temps venu de la repentance et de la pénitence. Dans son encyclique *Foi et raison* de juillet 2007, Benoît XVI a donné le ton, qualifiant Mai 68 de « *période de crise de la culture occidentale* » et appelant à censurer « *le relativisme intellectuel et moral de 68* ». Le discours de Sarkozy à Bercy fait directement écho à ce prêche papal d'une nouvelle croisade civilisationnelle.

La force symbolique de 1968 comme événement global

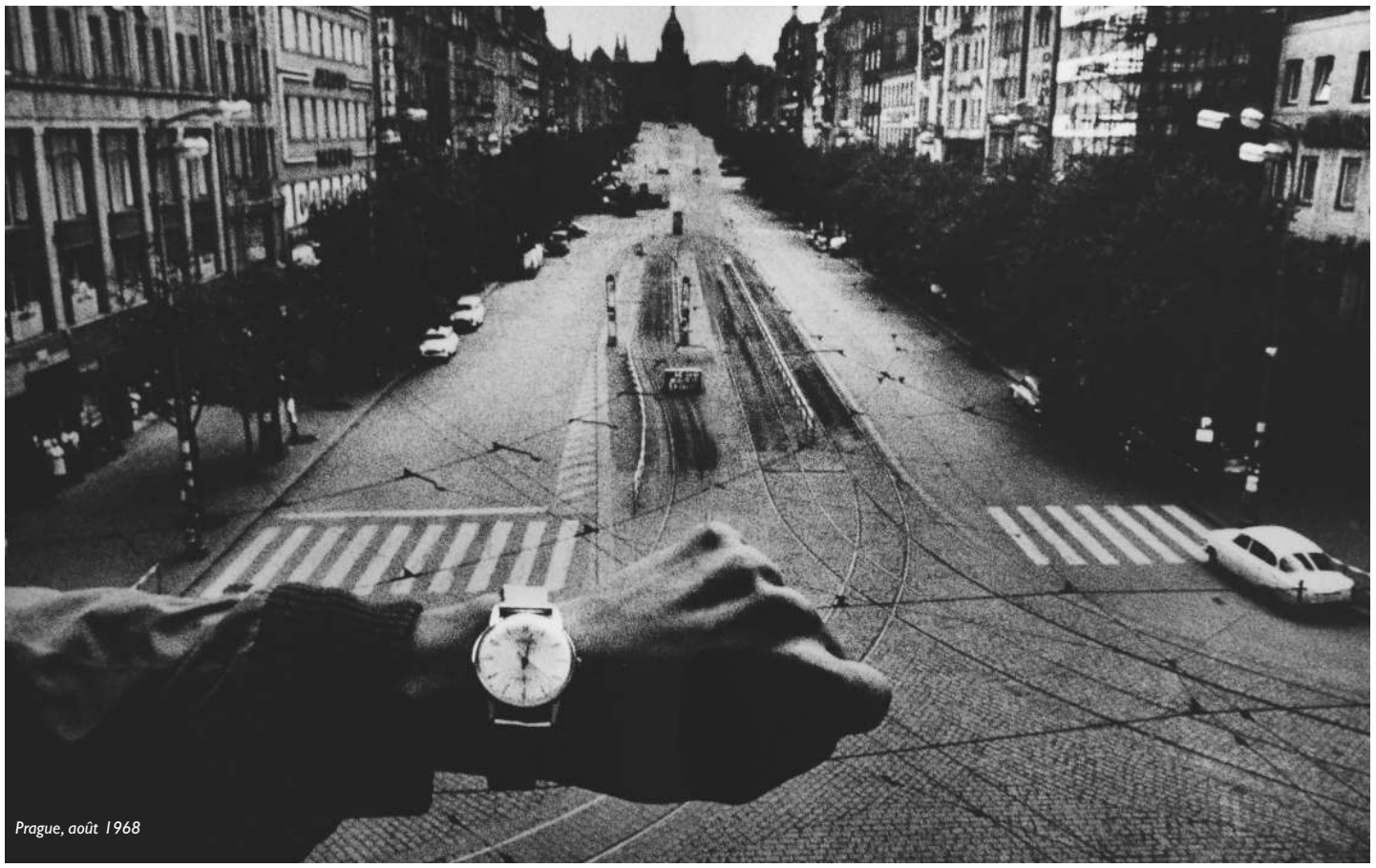
Ce fut, d'une part, un événement indissociablement national et international. Derrière le Mai français se profilent la guerre d'Indochine, le printemps tchécoslovaque, l'essor du mouvement national palestinien après la guerre des Six jours, la rébellion des étudiants polonais, un soulèvement quasi planétaire de la jeunesse. En février 1968, nous étions une poignée, sur l'esplanade des Invalides, à crier : « *Libérez Modzelewski et Kuron !*[3] » Quelques semaines plus tard, nous étions des dizaines de milliers à scander « *Rome, Berlin, Varsovie, Paris !* » pour célébrer la convergence des révoltes contre l'exploitation capitaliste, contre l'oppression coloniale, contre le despotisme bureaucratique.

---

1. Ce texte est une adaptation de l'introduction du livre *1968. Fins et suites*, à paraître aux Éditions Lignes.

2. Voir Nietzsche, *Seconde considération intempestive*, Paris, Garnier-Flammarion, 1988, p. 147.

3. Karol Modzelewski et Jacek Kuron étaient les jeunes auteurs d'une *Lettre ouverte au Parti ouvrier unifié polonais* (appellation locale du Parti communiste prosoviétique) critiquant le despotisme bureaucratique, dont nous avions publié en brochure, l'année précédente, la traduction française. Ils avaient été emprisonnés par le régime. Aujourd'hui décédé, Jacek Kuron fut ultérieurement ministre sous la présidence de Lech Walesa. Karol Modzelewski est aujourd'hui chercheur en histoire médiévale.



Prague, août 1968

Ce fut, d'autre part, un événement indissociablement social et culturel. Une grève générale sans précédent, évaluée en France à 150 millions de jours de grève (à comparer avec les 37 millions pour le « mai rampant » italien de 1969 et les 14 millions des grandes grèves britanniques de 1974). Mais aussi une effervescence cinématographique et musicale (*Street Fighting Man* des Stones, *I'm Black and I'm proud* de James Brown, le détournement de l'hymne américain par Jimmy Hendrix…). Et encore la critique de la vie quotidienne, de la société de consommation, qui préfiguraient les mouvements sociaux des années 1970.

Tout était-il possible pour autant, comme on le proclamait en actualisant une formule de Marceau Pivert sous le Front populaire ? Tout, peut-être pas. Mais quelque chose, autre chose, sans doute. Un champ de possibles s'ouvrait. Il n'était pas sans limites. C'est ce qui distingue la possibilité déterminée et concrète de la possibilité indéterminée et abstraite, qui n'est que le contraire de l'impossible.

Mai 68 fut l'aboutissement d'un quart de siècle de reconstruction et de croissance. Le V^e^ Plan élaboré pour les années 1966-1970 par le commissariat au Plan situait le niveau d'alerte pour l'emploi à 2,5 % de chômeurs et il était admis qu'atteindre la barre de 500 000 chômeurs provoquerait une explosion révolutionnaire. Les revendications syndicales portaient principalement sur le rattrapage des salaires et un meilleur partage des « fruits de la croissance ». C'est ce qui explique une reprise du travail sans grands débordements, alors que les conquêtes, bien que significatives (37 % d'augmentations salariales en moyenne et de droits syndicaux dans l'entreprise, notamment), restaient bien en deçà de ce que pouvait laisser espérer un mouvement sans précédent et, en tout cas, d'une portée symbolique bien moindre que les congés payés obtenus en 1936 ou la Sécurité sociale en 1945. Les expériences d'auto-organisation sont demeurées l'exception et les appareils syndicaux gardèrent la maîtrise de la négociation.

On s'accorde aussi, aujourd'hui, à reconnaître que la composition exclusivement masculine des tribunes et fortement masculine des cortèges. Le nouveau mouvement féministe apparut plus tard, avec le dépôt le 20 août 1970 d'une gerbe en mémoire de « *la femme du soldat inconnu* ». De même, il n'y eut guère d'importants mouvements de conscrits dans les casernes. Le mouvement des comités de soldats ne s'étendit réellement qu'en 1973-1974, culminant avec les manifestations de rue de Draguignan et de Karlsruhe. Enfin, s'il y eut une dizaine de morts au cours des événements (dont le lycéen maoïste Gilles Tautin et les deux ouvriers de Peugeot à Sochaux), et si elle fut souvent spectaculaire, la violence fut aussi relativement bien contrôlée et autolimitée de part et d'autre. Autant d'indices tendant à montrer que, si la question du pouvoir fut bel et bien posée dans la semaine du 24 au 30 mai, les conditions pour la résoudre n'étaient guère réunies.

Mai 68, c'est fini ?

La réduction rétrospective du mouvement de Mai à une volonté de libération antiautoritaire et de modernisation des mœurs présente cependant une lecture dépolitisée et dépolitisante, clairement assumée dans un article de Manuel Castells : « *Car enfin, la révolution de Mai 68 fut culturelle et non politique. Elle ne briguait pas le pouvoir, elle cherchait à le dissoudre*[4]. » Après avoir jadis imprudemment proclamé que « tout est politique » (formule juste dans une certaine mesure, mais grosse aussi de tentations normatives), on affirme ainsi désormais, inversement, que rien ne l'était. Qu'il s'agissait simplement d'une révolution, ou plutôt d'une réforme culturelle, d'un *aggiornamento* du mode de vie, d'une dissolution magique et fantasmée du pouvoir, qu'il suffirait de « chasser de sa tête » à défaut d'oser l'affronter réellement.

Daniel Cohn-Bendit siffle, lui aussi, la fin de la récré : « *Mai, c'est fini, fini comme l'est la Révolution française.* » Cette manie de proclamer la fin de la Révolution française pour en conjurer le spectre n'est pas nouvelle. François Furet en fut, il y a 20 ans, le grand avocat. Du point de vue de ses acteurs, la Révolution était pourtant « *glacée* » (selon les mots de Saint-Just) dès l'hiver 1793, et finie en tant qu'événement dès Thermidor au moins. Elle était pourtant loin d'avoir épuisé ses effets et ses résurgences. Pour Cohn-Bendit, à son tour, 68 est fini parce que « *ce qui a fait le fond de* →

4. *Courrier international*, 20 décembre 2007. Jeune réfugié espagnol, assistant de Henri Lefebvre au département de Sociologie de Nanterre, Manuel Castells avait fait le déplacement en février à la manifestation de Berlin contre la guerre du Vietnam dans les cars affrétés par la Jeunesse communiste révolutionnaire dont il était alors sympathisant.

révolte n'existe plus » : « *On n'a pas compris à l'époque ce que la négociation de Grenelle portait comme rupture avec un conservatisme de la pensée politique. La preuve, on l'a aujourd'hui avec le Grenelle de l'environnement*[5] *: on voit que cette référence a fini par s'imposer comme un moment historique positif*[6]. » Par un tour de prestidigitation rhétorique, la négociation de Grenelle, dont les conclusions furent massivement rejetées par les travailleurs assemblés de Renault-Billancourt, et dont nous nous accordions alors à estimer qu'elles visaient à arrêter le mouvement, devient aujourd'hui le fleuron, la référence, le reste positif de 68. Tardif hommage du boutefeu repenti à la sagesse des stratèges du Parti communiste, accusés à l'époque, et par le même, de « *sénilité* » bureaucratique.

Grenelle, ou comment arrêter une grève pour étouffer un événement[7]. Au fond, Cohn-Bendit, Castells, et bien d'autres, déclinent à leur manière la formule selon laquelle il s'agirait de « *changer le monde sans prendre le pouvoir* », en douceur, subrepticement, à pas de tortue. Mais il change tout seul, le monde. Il ne nous attend pas. Il n'a pas besoin de nous pour ça. Il ne cesse même de changer, avec l'accélération de la ronde mortifère des marchandises, avec la boulimie spatiale du capital, avec la fuite en avant des techniques de domination. La mondialisation, c'est même, très exactement ce remue-ménage et ce bouleversement permanents, si lucidement annoncés il y a plus de 150 ans : « *La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instrument de production, ce qui veut dire les conditions de la production, c'est-à-dire tous les rapports sociaux*. » (Marx et Engels, *Manifeste du Parti communiste)*

Le monde change, mais il change aussi bien pour le pire que pour le meilleur. La question est donc de savoir dans quelle

> *« Ce qui intéresse encore, ce ne sont pas les cendres de Mai 68, mais ses braises, les résurgences des possibles vaincus et refoulés. Quarante années n'auront pas suffi à nous courber l'échine et à nous faire baisser la tête devant le fait accompli. »*

société nous voulons vivre et quelle humanité nous ne voulons pas devenir, à défaut de savoir laquelle nous devrions être. Et la réponse à cette question passe, qu'on le veuille ou non, par des rapports de force et des luttes de pouvoir. Des siècles de lutte des classes acharnées en témoignent et il serait pour le moins imprudent de l'oublier. Grenelle érigé en héritage de 68 et le « Grenelle de l'environnement » en modèle d'un « dialogue social » pacifié, c'est précisément l'effacement de la lutte des classes[8]. C'est la dissolution du tort, du litige et du conflit dans le consensus entre l'État reconnu légitime et la « société civile », dans laquelle tous les chats sont gris, où se côtoient, du même côté de la table, travailleurs et patrons, exploités et exploiteurs, possédants et possédés.

Le fond de révolte n'existe plus, insiste Dany-le-Vert. Il n'a pourtant pas disparu. Il a changé. Il est plus grave. Plus exaspéré aussi devant le creusement des injustices et des inégalités. « *Nous voulons tout !* » clamaient d'aucuns au lendemain de Mai. « *Tout, tout de suite !* », ajoutaient les autres. Illusions lyriques d'une société sans chômage, qui pouvait croire l'abondance à portée de main, et avoir confiance en la marche inéluctable du progrès. *Getting better*, chantait alors Paul McCartney, tout va mieux, de jour en jour…

Quarante ans après, face aux désastres sociaux et écologiques d'un capitalisme ensauvagé, une majorité de la population est convaincue que les générations à venir vivront plus mal que les précédentes. *Getting worse* ? Raison de plus pour rester fidèle à l'événement. Et pour ne pas laisser se refermer la porte entrouverte d'où peuvent surgir des possibilités intempestives.

Daniel Bensaïd

Professeur de philosophie à l'Université de Paris VIII et militant de la Ligue communiste révolutionnaire. Il est notamment l'auteur de Les dépossédés *(Lux Éditeur, 2008).*

5. Le « Grenelle de l'environnement » consiste en une série de rencontres réunissant des représentants patronaux et syndicaux, l'État, les collectivités locales et des environnementalistes, présidées par Nicolas Sarkozy en octobre 2007, et portant sur l'environnement et le développement durable. [ndlr]

6. *Politis*, 26 juillet 2007.7. Sur cette interprétation, Édouard Balladur (négociateur de Grenelle aux côtés de Chirac et Pompidou) et Charles Fiterman (alors secrétaire de Georges Marchais) ont confirmé leur accord lors d'une émission télévisée de janvier 2008.

8. Il n'est pas inutile de rappeler qu'à la différence des Accords de Matignon de 1936, il n'y a pas eu d'accords de Grenelle mais, après leur rejet par les travailleurs de Renault, un simple protocole unilatéralement appliqué par le patronat, et négocié branche par branche entre « partenaires sociaux » entre lesquels, une fois la grève arrêtée, le rapport de force devient fortement asymétrique (entre celui qui détient le pouvoir propriétaire sur les moyens de production et celui qui, contraint à offrir sa force de travail sur le marché du même nom, le subit).

JUSTICE ET DÉMOCRATIE

Comme beaucoup de ma génération (née en 1945), j'ai subi une éducation catholique. Mais contrairement à mes camarades francophones, comme je suis issu d'une famille immigrante italienne (2e génération), on m'a envoyé à l'école anglaise tenue par des Irlandais. Déjà, l'approche religieuse était plus axée sur les aspects sociaux. Au primaire, on parlait de la Russie et de la Chine communistes, de façon négative certes, mais on en parlait. Les cours d'histoire au secondaire (1958-1962) sur le monde et sur le Canada ont alimenté ma curiosité. Cela m'a amené à lire le *Manifeste du Parti communiste* de Marx et Engels à l'âge de 15 ans, à mener une grève contre la bouffe infecte de la cafétéria de l'école et à gagner un concours oratoire en 1961 sur l'ingérence des États-Unis au Vietnam. Oui, c'est cette éducation basée sur l'approche de l'évangile sociale qui m'a lancé dans la poursuite pour la justice et la démocratie.

1968 demeure pour moi une année symbolique, qui représente des luttes de libération nationale (Cuba, Algérie, etc.), la lutte pour les droits civiques des Afro-Américains, la contestation de la guerre au Vietnam, Berkeley, l'occupation de l'école des Beaux-Arts à Montréal, la revue *Parti pris*, les premiers comités de citoyens, les comités ouvriers, McGill français et tout ce qui pouvait bouger autour de la lutte des classes à laquelle je participais. C'est aussi le symbole de la radicalisation des luttes dans les années 1970 avec mon implication dans les syndicats et 11 ans de travail en usine (« *shop* »).

C'était certes le cri d'une génération, mais c'était aussi la découverte des luttes du passé et la découverte de la continuité nécessaire entre les luttes pour se donner un espoir, un idéal et un rêve. Oui, un rêve d'imaginer un monde meilleur pour tous, indépendamment de la langue, de la nationalité, de la nation, de la couleur de sa peau, de sa religion, de son sexe et de son orientation sexuelle.

Les luttes d'aujourd'hui qui se mènent à l'échelle planétaire par les altermondialistes, les forums sociaux, les mouvements féministes, les écologistes et toutes les formes de lutte pour les peuples qui ne se réduisent pas au national, mais qui embrassent l'international, sont l'héritage du symbolisme de 1968.

Malheureusement, l'histoire, surtout celle des luttes à travers le monde, est devenue, avec les attaques du conservatisme et des ténors du néolibéralisme, une histoire occultée pour une partie des nouvelles générations. On nous dit que la lutte des classes n'est plus à la mode. Mais la lutte des classes n'est pas une mode ni une saveur du mois. Au contraire, c'est le constant de l'histoire, de notre histoire et de l'histoire des autres. 1968 demeure toujours un rappel de mon passé, du passé de ceux qui ont lutté avant nous et de ceux qui continuent à lutter dans l'avenir. Merci *À bâbord !*

Donald Cuccioletta

FRANCE

MAI 68 À LA PUISSANCE QUATRE

PAR ALAIN BADIOU

Ce qui a fait la singularité de Mai 68 (et plus encore sans doute de la petite dizaine d'années qui a suivi), ce n'est pas du tout la simplicité d'une Idée, non plus que la massivité d'une révolte. Ni l'éclat de la pensée, ni la puissance du nombre ne peuvent caractériser ce moment. Quand Jean-Claude Milner, dans *Constat*, déchiffre l'épisode comme la conjonction de la révolte et de la pensée, il s'égare. Ce qui fut du côté de la violence et du nombre n'était guère nouveau, et ce qui fut du côté de la pensée neuve encouragea la durée patiente et restreinte bien plus que l'urgence de l'action de masse. On dira plutôt que Mai 68 et ses conséquences signèrent la *disjonction* de la révolte et de la pensée. On y a enfin compris que le problème politique n'était pas celui du mouvement massif contre l'inertie de l'État, mais celui de l'organisation à inventer contre la forme-Parti, entrée en déshérence. Mai 68 signe à la fois la fin de l'idée du « parti révolutionnaire » et le commencement d'une énigme encore en travail, qu'on peut formuler simplement : s'il est vrai que ceux qui n'ont rien – ni argent, ni armes, ni pouvoir, ni instruments de propagande… – n'ont de force que celle de leur unité et de leur discipline et s'il est vrai aussi que la forme militarisée du parti léniniste est périmée, de quelle discipline neuve, de quelle unité encore à venir faut-il alors soutenir l'action populaire ?

Mais pour bien comprendre tout cela, il faut d'abord en finir avec les visions stéréotypées de Mai 68. Visions qui ont en commun de vouloir à tout prix réduire l'épisode à une sorte d'éclat vibrant de l'illusion dans la platitude du réel. Qu'on parle de « *la plus grande grève de l'histoire de France* », de « *la révolte des jeunes* », d'une « *révolution dans les mœurs* », d'une « *fête des utopies* », on se prend au mirage d'une discontinuité simple, d'un évanouissement lumineux, et l'on ignore que tout événement n'est validé dans sa force que par la ténacité de ses conséquences.

Des étudiants manifestant leur soutien aux ouvriers grévistes de chez Renault.

En vérité, le nom « Mai 68 » recouvre quatre processus collectifs distincts. C'est cet entrelacement qui fait la singularité française de la séquence qui va de 1968 (peut-être du reste 1967, voire 1966) à 1976 (ou peut-être 1981, avec l'élection de Mitterrand).

Il y a d'abord un soulèvement de la jeunesse instruite, étudiante ou lycéenne. Rappelons qu'à l'époque, cette fraction de la jeunesse est tout à fait minoritaire (environ 10 % de bacheliers) et complètement coupée de la jeunesse populaire. Ce soulèvement est planétaire : il bouleverse la Chine communiste, sous la forme des « gardes rouges », à partir de 1966, dresse les campus américains contre la guerre du Vietnam, indigne la bourgeoisie conservatrice allemande (Rudi le rouge), produit le massacre des étudiants à Mexico, etc. Il est très fortement idéologisé, lieu de toutes les tendances qu'engendre la crise du bolchevisme stalinisé, trotskystes, maoïstes, anarchistes… Mais il est aussi très enfermé dans la logique des institutions académiques, dont il réclame à grands cris la fumeuse « réforme ».

La deuxième composante cristallise une sorte de poussée libertaire concernant les mœurs, ou plus généralement la relation entre la vie ordinaire et sa sublimation. Elle mélange les revendications portant sur la sexualité, des éléments de contre-culture « jeune », où les nouvelles musiques, singulièrement le rock, jouent un grand rôle, où les drogues ont une fonction symbolique importante, la recherche de nouvelles « formes de vie », et aussi une critique collective des formes institutionnelles réglant l'activité artistique.

La troisième composante est l'activité ouvrière, certes sous la forme de la grande grève de mai-juin, mais plus généralement, dès 1967, sous la forme de ce que Xavier Vigna appelle « *l'insubordination ouvrière* » et qui déploie toutes sortes de formes d'action neuves, d'une radicalité qui impressionne. →

Babord24_p15-38.qxp 26/03/08 21:35 Page 20

La quatrième composante est la diagonale des trois autres, notamment de la première et de la troisième. Elle crée des trajets et des liens entièrement nouveaux entre la jeunesse intellectuelle et les ouvriers, ou plus généralement les gens du peuple (usines, mais aussi quartiers, foyers, marchés…). C'est elle qui porte l'avenir en ce qu'elle propose des nouvelles formes d'intervention, d'action et d'organisation, toutes fondées sur la connexion directe entre des composantes sociales hétérogènes, sans la médiation séparatrice du Parti.

On peut considérer que le complet développement des quatre processus, et singulièrement du quatrième, qui est le seul réellement nouveau dès qu'on parle de politique, a trouvé ses principaux lieux symboliques en Chine, en France et en Italie. Le cas de la Chine est à part, de ce qu'il concerne un État socialiste au départ largement calqué sur le modèle soviétique. Mais il influence très directement la situation en France, en particulier par le motif de la « liaison de masse » qui va jeter en direction des usines et des quartiers populaires des milliers de jeunes étudiants. En Italie, la tradition de l'autonomie ouvrière prendra plutôt le dessus. De là que pour faire court, on peut dire que la nouveauté politique détenue par Mai 68 et ses conséquences s'est présentée, en France, sous le nom de « maoïsme ».

Ce « maoïsme » revenait à dire que la séparation des composantes de la situation devait être surmontée. Pour ce faire, on devait bâtir des organisations nouvelles, d'une part dans le feu de l'action, pour en finir avec les vieilles représentations; d'autre part, à partir d'une intériorité durable de l'activité politique en tant que pensée aux lieux populaires de sa réalisation. Les intellectuels devaient donc se déplacer vers les usines et les cités. Et, de même, selon du reste un des grands mots d'ordre de la Révolution culturelle en Chine, les ouvriers devaient « *entrer dans les universités* », venir à la porte des lycées pour témoigner de leurs actions et des formes nouvelles de leur organisation. Les mots d'ordre généraux qui couvraient la première nécessité (celle de l'action, qui seule révolutionne les vieilles idées) étaient « *on a raison de se révolter* » et « *bâtir l'organisation au feu de la lutte des classes* ». Les mots d'ordre qui couvraient la deuxième nécessité (lieux organisés immédiatement communs aux ouvriers et à la jeunesse intellectuelle) étaient « *liaison de masse* », « *servir le peuple* » et « *création de lieux politiques* ». La temporalité elle-même devait être neuve. À la précipitation des partisans du mouvement pur (les anarchistes sous leurs différentes formes), les maoïstes opposaient l'idée de la « guerre prolongée ». Au réalisme des partisans de la vieille politique parlementaire, qui disaient que pour agir au niveau d'ensemble il faut se rallier aux partis existants, aux élections, etc., les maoïstes opposaient la patience des expérimentations locales, généralisées avec prudence, sous le signe de ce que, suivant cette fois Mallarmé, ils appelaient « l'action restreinte ».

Le développement de tout cela entraînait de sévères conflits avec les gardiens de la séparation ou de « l'autonomie » des différentes composantes.

Contre l'enfermement des étudiants dans leurs bastions universitaires, nous devions constamment intervenir, les appeler à sortir, à laisser de côté l'obsession des « réformes », à se lier aux larges masses populaires.

INDE 1967-1972
RETOUR SUR LE MOUVEMENT NAXALITE

Les mouvements populaires de revendication des droits d'occupation et de location de la terre constituent une partie importante de l'histoire des luttes progressistes en Inde. Même s'ils sont défaits, les mouvements des années 1940[1] ont obtenu un gain important : les réformes agraires autorisées par la Constitution de l'Inde, au moment où elle devient une république en 1950. Ces réformes agraires sont cependant mises en échec par une coalition de la bourgeoisie urbaine et des intérêts agraires. Ainsi, en dépit de l'abolition du *landlordism* (grande propriété foncière), très peu de terres sont redistribuées, sauf dans l'État du Kerala. L'abolition du *landlordism* ouvre plutôt la voie à une transformation capitaliste de l'agriculture indienne.

Au début des années 1960, l'Inde se trouve en pleine crise agraire. C'est sur cette toile de fond qu'en mai 1967, dans le village éloigné de Naxalbari, au nord du Bengale, Charu Mazumdar et Kanu Sanyal, deux dirigeants du Parti communiste indien marxiste (CPM), un parti né en 1964 d'une scission à l'intérieur du Parti communiste de l'Inde (CPI), mènent un des plus célèbres soulèvements paysans depuis l'indépendance de l'Inde, inspiré par la doctrine de Mao Zedong et par la révolution paysanne communiste chinoise. Le soulèvement paysan est rapidement écrasé, mais il conduit en mai 1968 à la formation d'un mouvement de guérilla armée de gauche : le mouvement naxalite, qui refuse la politique parlementaire et passe ouvertement à la lutte armée dans le but de fomenter une révolution paysanne. En mai 1969, Mazumdar, Sanyal et leurs partisans se séparent du CPM pour former le Parti communiste de l'Inde (marxiste-léniniste). En octobre de la même année, une autre faction quitte le parti pour former un mouvement autonome. Ces scissions et contre-scissions, dues à des divergences sur les plans idéologique et stratégique, ne marquent pas seulement la naissance du mouvement naxalite (ou maoïste), elles continuent encore aujourd'hui de le miner.

En mai 1969, le Parti communiste de l'Inde (marxiste-léniniste) rallie à sa cause non seulement la paysannerie, mais aussi la frange progressiste de la jeunesse urbaine, dont de nombreux membres, déçus par les faibles progrès politiques et économiques réalisés par l'Inde depuis son accession à l'indépendance, abandonnent leurs études pour se joindre au mouvement. L'État indien répond par une puissante répression, à laquelle le mouvement sera incapable de résister, en raison d'une mobilisation populaire insuffisante, de ses querelles internes et de la méfiance populaire face à l'usage excessif de la violence. Charu Mazumdar est arrêté en juillet 1972. Il meurt en prison quelques semaines plus tard. Au milieu des années 1970, après une répression d'État implacable, après des milliers de morts au cours des affrontements avec la police, des meurtres arbitraires et des dizaines de milliers de prisonniers politiques, le mouvement naxalite, dans sa première phase, finira par disparaître.

Quel est l'héritage du mouvement naxalite ? Une de ses contributions les plus durables se retrouve dans la littérature et le théâtre, particulièrement dans l'ouest du Bengale, et dans les très fortes réflexions sur les conséquences de la violence d'État sur les individus et sur une société en proie à une grande effervescence idéologique. Naxalbari a aussi entraîné l'émergence de l'École indienne d'historiographie subalterne qui a remis l'accent sur les forces populaires dans le discours narratif sur l'histoire indienne[2]. Le mouvement des droits civils s'est ainsi doté d'une forte assise historique. Des groupes progressistes ont commencé à utiliser les recours constitutionnels et légaux pour obtenir justice non seulement pour les dizaines de milliers de Naxalites qui croupissaient dans les prisons indiennes, mais aussi pour toutes les autres victimes de la répression d'État.

L'État indien a répondu à la crise agraire du milieu des années 1960 en introduisant et en subventionnant un ensemble de technologies agricoles connues sous le

Babord24_p15-38.qxp 26/03/08 21:35 Page 21

Contre une conception classique de la grève ouvrière, nous devions affronter les syndicats traditionnels, singulièrement la CGT, soutenue par le Parti communiste français (PCF), qui montait la garde aux portes des usines. En fait, la CGT enfermait les ouvriers dans les usines, tout comme les réformistes universitaires enfermaient les étudiants dans les facs. Briser ces enfermements ne se faisait pas sans violence, surtout du côté des usines. Les affrontements entre les « révisionnistes », comme nous appelions le PCF, et les « gauchistes », comme le PCF nous appelait, furent nombreux et sévères. Au fond, on nous opposait la mémoire du Front populaire (une grande grève venant appuyer la venue au pouvoir d'un gouvernement d'union de la gauche), alors que nous cherchions les voies d'une nouvelle unité, directement discutée entre intellectuels et ouvriers, et qui mettait en jeu des formes d'action radicales (séquestration des patrons, coulage des cadences, création de comités d'atelier, réunions improvisées dans les quartiers proches, meetings devant les usines, établissement de jeunes étudiants dans les usines, information sur les actions ouvrières dans les facultés, etc.). Tout cela, je tiens à le rappeler, a eu une existence réelle, prolongée, enthousiasmante. Le problème fondamental, celui de l'organisation de type nouveau, n'a pas à ce jour été résolu (mais il a fallu un siècle pour que soit formulé le modèle léniniste du parti…). Cependant, les expériences cumulées, y compris dans le conflit avec le bolchevisme stalinisé, demeurent, et tout indique que leur actualité va se renouveler. D'autant plus que le modèle léniniste a, depuis, avéré son fiasco à l'échelle mondiale.

« Mai 68 a été l'inauguration d'une période entièrement nouvelle de la politique. Après le communisme historique de Marx et après le communisme révolutionnaire et étatique de Lénine, vient la troisième étape du communisme. »

Contre la vision libertaire, symbolisée en France par l'occupation du théâtre de l'Odéon et ses *happenings* débraillés, nous devions rappeler que rien ne peut se faire sans discipline et que si le modèle militarisé de celle-ci doit être surmonté, ce n'est certainement pas l'apologie de la « fête », le principe de jouissance et la mélancolie des nuits informes qui aident à ce dépassement. Là aussi, il y a eu des heurts féconds, des polémiques de haute volée, contre ceux que nous appelions les « anarcho-désirants ». Ils anticipaient, ces anarcho-désirants, ce qui est devenu depuis la politique des identités (nationales ou régionales, sexuelles, religieuses, culturelles, etc.) et à quoi dès ce temps nous opposions les rigueurs de l'universalisme, qui reconnaît toutes les différences, mais les enveloppe dans une conception partagée de la politique.

Le maoïsme, au fond, a lutté sur deux fronts et cette idée de la « lutte sur deux fronts », venue de Chine (il faut lutter contre la bourgeoisie classique certes, mais aussi contre la bourgeoisie nouvelle, cachée dans le Parti communiste et accaparant la bureaucratie d'État), en résume assez bien l'existence. Contre les bureaucraties « ouvrières » d'un côté, par l'anti-syndicalisme des actions d'usine radicales et par le refus du modèle-standard du Parti; mais aussi contre l'autonomie anarchisante et identitaire des « mouvements », par l'appel au trajet commun vers les lieux politiques populaires et par la recherche d'une nouvelle discipline arrachée au modèle militaire ou bureaucratique.

Ainsi donné dans ses conséquences, Mai 68 a été l'inauguration d'une période entièrement nouvelle de la politique. Après le communisme historique de Marx, centré sur l'émancipation idéologique des actions ouvrières, et après le communisme révolutionnaire et étatique de Lénine, centré sur la discipline militaire du Parti, vient la troisième étape du communisme, centrée sur la fin des séparations sociales, la répudiation des égoïsmes revendicatifs, la critique du motif de l'identité et la proposition d'une discipline non militaire.

ALAIN BADIOU

Philosophe et écrivain, animateur de l'Organisation politique. Il est notamment l'auteur de De quoi Sarkozy est-il le nom ? *(Ed. Lignes, 2007)*

nom de « révolution verte ». Le mouvement de Naxalbari a certainement donné une impulsion à son implantation généralisée à travers l'Inde et contribué à l'émergence d'une bourgeoisie rurale et d'une agriculture de type capitaliste.

Récemment, le mouvement naxalite a connu une résurgence, provoquée par la réapparition de la question agraire que la bourgeoisie indienne avait crue résolue par la révolution verte et l'agriculture capitaliste. Mais le mouvement oublie que nous ne sommes plus en 1968 : l'agriculture indienne est largement capitaliste, la paysannerie est différente, les diverses communautés qui composent la population de l'Inde ne souhaitent plus nécessairement renverser l'État et l'aversion populaire face à l'usage excessif et arbitraire de la violence, que ce soit par l'État ou par des groupes révolutionnaires armés, est toujours présente.

Mritiunjoy Mohanty

Professeur adjoint d'économie à l'Institut indien de gestion de Calcutta (IIM Calcutta) à Kolkata et chercheur invité à l'Institut d'études internationales de Montréal (IEIM) de l'UQAM.

Traduit de l'anglais par Claude Brouillard

1. Comme Tebhaga (en 1946, dans ce qui est aujourd'hui le Bangladesh) et Telengana (de 1944 à 1951, dans l'État d'Andhra Pradesh), tous deux en définitive dirigés par le Parti communiste de l'Inde (CPI), avant qu'il ne se scinde en plusieurs tendances.

2. Je remercie Dolorès Chew pour ses remarques à ce sujet.

« *SISTERHOOD IS POWERFUL* » ? … O YES MAMMA !

QUELQUES NOTES SUR LE FÉMINISME AUX ÉTATS-UNIS EN 1968

La fin des années 1960 est un moment charnière dans l'histoire du mouvement des femmes aux États-Unis. Après un certain essoufflement d'un féminisme réformiste focalisé autour de la question de l'égalité des droits dans la Constitution et malgré la création en 1966 d'une nouvelle organisation, NOW (National Organization for Women), qui cherche à le ressourcer, un mouvement plus radical va se mettre en place. Il prendra, au cours des années 1970, l'ampleur et l'importance qu'on lui connaît.

Radicales

Ce radicalisme revendiqué autour de 1968 n'est pas sans équivalent dans l'histoire du mouvement. Les suffragettes du début du siècle, qui finirent par obtenir le droit de vote en 1920, puisent leur inspiration dans la *Declaration of Sentiments* d'Elizabeth Cady Stanton et Lucretia Mott, document présenté à la première conférence qui entend aborder les problèmes et les droits des femmes, à Seneca Falls en 1848. Il s'agit d'une dénonciation véhémente de la domination des femmes sur le plan individuel et sur le plan politique, d'un cri de révolte et de rage. « *L'histoire de l'humanité*, peut-on y lire, *n'est qu'une suite de préjudices et d'usurpations que les hommes ont fait subir aux femmes, et qui vise directement à établir une véritable tyrannie à leur endroit* [1] ». Suit une liste de ces préjudices et usurpations et un appel à l'organisation et à la lutte.

La lutte pour le droit de vote finira par aboutir. Par contre, celle voulant que l'égalité des droits soit inscrite dans la Constitution et qui mobilisera les femmes par la suite ira de trahisons en déconvenues. Toujours est-il que le radicalisme des féministes américaines jalonne leur histoire, avec des hauts et des bas certes, mais il n'en est pas à ses premières manifestations à la fin des années 1960, et cela malgré des années de maccarthysme et de chasse aux sorcières. Betty Friedan par exemple, que les féministes radicales ont beaucoup critiquée pour son livre *The Feminine Mystique* (1963), où elle focalise son analyse sur l'aliénation des femmes de la classe moyenne piégées dans leur rôle de mères de famille, a tout un passé de militante de gauche dans les années 1950, avec des positions autrement plus corrosives que celles qu'elle défendra par la suite[2].

Il n'est pas nouveau non plus que les femmes se décident à prendre leurs affaires en main après avoir tenté de se faire entendre à l'intérieur d'organisations vouées plus généralement à l'émancipation de l'humanité et à la justice pour tous. C'est en luttant contre l'esclavage des Noirs que les premières féministes américaines prirent conscience de leur propre servitude. C'est en se voyant refuser le droit de parler lors d'une convention abolitionniste à Londres en 1840 que deux d'entre elles prennent toute la mesure de leur condition et qu'elles décident, une fois rentrées aux États-Unis, de commencer leur lutte pour les droits politiques.

Militantes

Bon nombre de femmes qui vont s'engager sur la voie du féminisme radical et autonome à la fin des années 1960 ont un passé de militantes. Elles ont, pour les plus âgées, comme Betty Friedan ou Gerda Lerner, un passé militant hérité de l'antifascisme ou du communisme de leurs parents. Les plus jeunes viennent de groupes qui luttent pour les droits civils des Noirs, comme le Student Non-Violent Coordinating Council (SNCC) ou de groupes d'étudiants de gauche comme Students for a Democratic Society (SDS). Elles participent de cette New Left, cette nouvelle gauche qui se démarque d'une gauche plus traditionnelle par le fait qu'elle entend dépasser la critique reliée au travail et à la production pour s'attaquer plus largement à l'ensemble des rapports sociaux. Seulement, elles constatent rapidement qu'elles n'occupent dans ces organisations que des positions subalternes et qu'on ne les écoute guère quand elles s'avisent d'évoquer leur condition particulière.

Révoltées

Dans un texte écrit en 1969, Marge Piercy décrit ainsi le fonctionnement de cette gauche qu'à l'époque on appelle The Movement : « *La véritable base, c'est la force de travail, surtout féminine et généralement non payée qui assure le travail quotidien. Comme dans l'ensemble de la société capitaliste, il n'y a aucun prestige rattaché au travail concret. Les travailleurs sont invisibles. Ce sont ceux qui écrivent, ceux qui font des discours et les protagonistes qui tiennent les rôles spectaculaires qui se tiennent en vue et sont respectés. Produire des analyses théoriques sur ce qu'on devrait faire, produire du jargon technique, c'est cela qu'on admire, beaucoup plus que ce que tout le monde appelle le sale travail* (shitwork)[3]. » La critique est acerbe, on l'entendra à satiété un peu partout en Occident dans les années suivantes : les hommes ne prennent pas les femmes au sérieux, ils les manipulent et les méprisent, s'en servent quand ça les arrange, les rejettent quand elles ne leur servent plus. Mais plus que tout, les hommes, même de gauche, considèrent, au mieux, l'oppression des femmes comme secondaire, au pire, ils la nient.

Cette incapacité à communiquer avec les hommes sur la situation des femmes était clairement exprimée en 1965 dans un texte que l'on considère généralement comme l'un des premiers documents du mouvement de libération des femmes qui s'amorce. Le ton est posé, presque éteint, comme si les arguments avaient été usés par un passé difficile : « *Très peu d'hommes semblent penser, quand ils entendent parler de tout cela, qu'ils ont le droit de participer à ces discussions, puisqu'ils sont profondément impliqués. En même temps, très peu d'hommes peuvent réagir sans être sur la défensive parce que ces problèmes les menacent, les démasquent ou encore sont hors de leur compréhension. Leur réaction, c'est généralement le rire* [4]. » Tout cela peut passer aujourd'hui pour anodin, mais qu'on pense un peu à ce rire ordinaire et à sa charge, ordinaire elle aussi, de mépris.

Écœurées

C'est donc sur un fond de ressentiment à l'égard de la nouvelle gauche que vont s'inscrire les premières initiatives des féministes radicales, mais c'est bien sûr également sur sa lancée. Pour mémoire, en 1968, la société américaine semble secouée de l'intérieur comme par une onde sismique : rébellion généralisée contre la guerre au Vietnam, émeutes lors de la Convention démocrate à Chicago, émeutes après l'assassinat de Martin Luther King... Sans compter une forme de contre-culture où se mélangent sexe, drogue et rock'n'roll, selon une expression désormais usée jusqu'à la corde, et qui attaque tous azimuts, y compris bien sûr la gauche politique. Les femmes sont en quelque sorte en porte-à-faux : elles ne se reconnaissent pas et elles

Babord24_p15-38.qxp 26/03/08 21:35 Page 23

critiquent les stéréotypes d'une pornographie dite « *libérée* », par exemple, mais elles aussi veulent parler (et pas seulement parler) sexualité et normes sexuelles. Elles se reconnaissent dans certains aspects de la lutte des Noirs, mais elles ne sont ni minoritaires ni prêtes à accepter le machiste affiché de certains groupes... Un exemple : à l'automne 1968, le Women's Majority Union, un groupe de femmes de Seattle, publie le premier numéro d'un journal intitulé *Lilith*, où l'on peut lire une déclaration de principes du Black Unity Party de l'état de New York réclamant aux « *sœurs de ne pas prendre la pilule,* [car] *c'est la méthode dont se sert le système pour éliminer le peuple noir* ». *Lilith* publie également la réponse de six femmes noires de Mount Vernon, New York, qui commence ainsi : « *Les sœurs noires pauvres décident par elles-mêmes si elles veulent ou non avoir des enfants. Si nous prenons la pilule ou pratiquons le contrôle des naissances par d'autres moyens, c'est à cause des hommes noirs et pauvres* [...]. *Les hommes noirs ont toujours dit aux femmes noires qu'elles étaient noires, laides, mauvaises. Ils nous ont traitées de chiennes et de putains, en d'autres termes, c'est nous qui étions les vrais noirs de la société, opprimées par les blancs, hommes et femmes, et aussi par les hommes noirs*[5]. » Il faut d'ailleurs signaler l'apport du Black Feminism (on peut citer Angela Davis parmi les femmes de ce courant) qui, dans les années 1970, va tenter une analyse de la discrimination prenant en compte sexe, classe, race et éventuellement homosexualité.

Déchaînées

Elles vont passer à l'action, ces femmes. Elles vont se regrouper, former des organisations, défiler, protester, déclarer, écrire beaucoup, publier des bulletins, des journaux, des brûlots, des essais qui feront date, organiser des groupes de conscientisation, des groupes de parole, elles vont se raconter encore et encore leurs histoires, elles vont se tomber dans les bras, quitter leur mari, faire des enfants, faire l'amour entre elles et avec d'autres. Elles vont se servir de la littérature, du cinéma, de la musique, elles vont s'emparer de tous les modes d'expression possibles. Certaines vont devenir des icônes : Kate Millet, Gloria Steineim... Elles vont entamer une critique radicale de la société et des rapports de sexes qui n'a pas fini de faire parler, enrager, batailler; bref, vivre.

Voici quelques exemples de ce qu'elles entreprirent au cours de l'année 1968. Le 15 janvier, arrive à Washington pour demander la fin de la guerre au Vietnam un regroupement qui se nomme Jeanette Rankin Brigade. Cette coalition choisit ainsi de s'identifier à la première femme, connue pour ses convictions féministes et pacifistes, à avoir été élue au Congrès en 1917. Rankin avait voté imperturbablement contre l'entrée en guerre des États-Unis au moment des deux guerres mondiales, son nom était donc de circonstance. Mais finalement les femmes de la brigade rediscutent la finalité première du rassemblement. Elles se rendent compte, raconte Shulamith Firestone, qu'elles interviennent encore une fois à partir de leurs rôles traditionnels : femmes, mères, sœurs, filles. Le rôle des pleureuses, finalement. Un rôle passif dont elles ne veulent plus. Certaines d'entre elles décident donc d'aller enterrer symboliquement la féminité traditionnelle au cimetière d'Arlington : cortège, cercueil rempli de toutes sortes d'accessoires et d'accoutrements typiquement féminins. Sur les banderoles : « *Don't cry, resist.* »

> « *Elles vont passer à l'action, former des organisations, défiler, protester, déclarer, publier des journaux, des brûlots, des essais qui feront date, s'emparer de tous les modes d'expression possibles, entamer une critique radicale de la société et des rapports de sexe qui n'a pas fini de faire parler, enrager, batailler; bref, vivre.* »

Le 8 mars, un groupe de femmes de Chicago célèbre la journée internationale en projetant un film de 1954, *The Salt of the Earth* (*Le sel de la Terre*), réalisé par Herbert Biberman avec une équipe de gens ayant été inscrits sur les listes noires d'Hollywood pendant le maccarthysme[6]. Le film raconte la grève de mineurs mexicains qui luttent pour des conditions décentes de travail et de vie. Leurs femmes se mobilisent et remportent la victoire malgré la résistance des hommes.

En juin, Valerie Solanas tire sur Andy Warhol. L'année précédente, elle avait écrit le *SCUM Manifesto* (SCUM : Society for Cutting up Men, ce qui en gros pourrait se traduire par Association pour castrer les hommes, mais qui est parfois plus pudiquement traduit par Association pour tailler les hommes en pièces !). Ti-Grace Atkinson la soutient publiquement, ce qui fait scandale à NOW.

À l'automne, en réaction au féminisme libéral de NOW, Ti-Grace Atkinson fonde le mouvement du 17 octobre, qui sera connu plus tard sous le nom de The Feminists. Les femmes de ce groupe se réclament désormais non plus du mouvement des femmes, mais du féminisme radical. En 1968 également, à New York, naît WITCH (Women's International Terrorist Conspiracy from Hell, Conspiration terroriste internationale des femmes venues de l'enfer). Ce groupe fait du théâtre de guérilla. Sa première intervention se déroule à Wall Street le jour de l'Halloween. Il y en aura bien d'autres : le jour de la Saint-Valentin de 1969, par exemple, avec des slogans incendiaires contre le mariage.

Un peu dans le même ordre d'idée, un groupe de femmes vient semer la zizanie lors de l'élection de Miss America à Atlantic City : elles couronnent une brebis et jettent dans une grande poubelle gaines, produits de maquillage, soutiens-gorge, talons hauts, etc. La presse est sur les lieux : les photos du scandale feront le tour du pays donnant ainsi un retentissement considérable à l'événement. La dérision devient une arme politique que les femmes retournent contre ceux qui continuent de ne pas les prendre au sérieux.

Cette année-là, les actions, symboliques ou non, se multiplient. Ce n'est là que le début de l'exercice d'un pouvoir de rébellion hors du contrôle des « rebelles » masculins.

Sisterhood is powerful ? Sans aucun doute.

Véronique Dassas

Journaliste et traductrice, elle est membre de l'équipe de la revue Conjonctures.

1. « *The history of mankind is a history of repeated injuries and usurpations on the part of man toward woman, having in direct object the establishment of an absolute tyranny over her.* » On peut lire l'intégralité du texte à http://www.fordham.edu/halsall/mod/Senecafalls.html.

2. Lire à ce sujet un article de Joanne Boucher paru en 2003 dans *New Politics* et que l'on peut consulter à http://www.wpunj.edu/newpol/issue35/boucher35.html.

3. Marge Piercy, « The Grand Coolie Damn », 1969. On peut consulter l'intégralité du texte à http://www.cwluherstory.com/CWLUArchive/damn.html.

4. « A Kind of Memo », Casey Hayden et Mary King, 1965. On peut consulter le texte à http://www.cwluherstory.org/classic-feminist-writings/a-kind-of-memo-2.html.

5. « Black Women in Poverty », 1968, à consulter à http://www.cwluherstory.com/CWLUArchive/black-women.html.

6. Ce film est libre de droits d'auteur. On peut le visionner à http://www.archive.org/details/salt_of_the_earth.

[Toutes les adresses ont été vérifiées le 29-2-2008.]

MEXICO 1968

LE 2 OCTOBRE NE S'OUBLIE PAS

Laura Castellanos, journaliste à Mexico, vient de faire paraître un livre important : *México Armado. 1943-1981* (éditions Era, 2007), relatant pour la première fois l'histoire des guérillas du Mexique. Nous reproduisons ici les quelques pages portant sur les événements de 1968. Car le massacre de Tlatelolco constitue un point tournant dans l'histoire de ce pays, à la fois pour ces centaines de jeunes qui, au cours des années suivantes, se lancent dans la lutte armée estimant que toutes les autres voies de changement étaient bloquées et pour un régime autoritaire qui s'enfonce dans la violence et la répression de la « sale guerre ».

Dans son livre *Marxism and Communism in Twentieth-Century Mexico*, Barry Carr signale que durant les années 1960, celles du « miracle mexicain », le Mexique connait une croissance soutenue combinée à une stabilité monétaire. L'industrie manufacturière et pétrolière sont en plein essor, les salaires réels des travailleurs s'améliorent, les sommes allouées à l'éducation et à la santé augmentent et le pays commence à se définir comme une société de consommation. Toutefois, sur le plan politique, cette poussée se fait sentir avec plus de virulence. Jaramillo est assassiné en 1962; le mouvement de Salvador Nava à San Luis Potosí est dissous[1]; diverses manifestations pacifiques sont réprimées dans le sang sur les places du Guerrero; le mouvement des médecins est écrasé en 1964-1965; l'Université Nicolaíta, dans le Michoacán, est occupée militairement en 1966 et celle de Sonora un an plus tard. Pendant qu'on anéantit toute tentative de soulèvement armé, le Parti communiste mexicain (PCM), exsangue et sans registre électoral, continue d'être harcelé. Quelques dirigeants des cheminots, dont Demetrio Vallejo, Valentín Campa, Alberto Lumbreras et Hugo Ponce de León, sont toujours détenus pour avoir lutté, une décennie auparavant, pour l'autonomie et la reconnaissance des syndicats.

Pendant que les vieux militants languissent en prison, de nouveaux visages rejoignent le militantisme social. La prolétarisation de la campagne et la migration vers les villes, la répression des mouvements ouvrier et professoral de 1957-1959, la consolidation des institutions corporatistes et corrompues du gouvernement, la massification de la vie urbaine, l'ankylose du PCM, l'assujettissement du Parti populaire socialiste (PPS) à l'État, et le Concile Vatican II adoptant l'« *option pour les pauvres* » constituent autant de phénomènes qui, selon Carr, provoquent l'apparition de nouveaux protagonistes sur la scène nationale : travailleurs agricoles et paysans sans terre, bureaucrates, chrétiens radicalisés, organisations de colons avec une présence féminine majoritaire demandant logements et services urbains, ainsi qu'hommes et femmes cultivant leurs préoccupations politiques sur les campus des grandes villes.

C'est cependant la jeunesse ayant accès aux écoles normales rurales et à l'enseignement supérieur dans les grandes villes qui, au cours des années 1960, hisse le drapeau de la lutte démocratique. Les cercles étudiants mexicains ne restent pas étrangers à la rébellion juvénile de la décennie et à la libération féminine qui accroît la participation politique des femmes. Dans les milieux les plus politisés circulent les œuvres de Marx, de Lénine ou de Mao. Des milliers d'étudiants militent dans la Jeunesse communiste, le PPS, ou dans l'une des deux organisations les plus importantes au niveau national : la Centrale nationale des étudiants démocratiques (CNED) ou la Fédération des étudiants paysans socialistes du Mexique – qui réunissent les normaliens –, alors que d'autres, ayant une formation chrétienne, adhèrent à la naissante théologie de la libération.

Au moment où cette génération admire la jeunesse révolutionnaire consolidant la révolution cubaine, elle assiste au Mexique à l'épuisement du pacte de développement économique qui avait rendu possible l'ascension sociale des classes moyennes. Elle observe l'aggravation de la crise du milieu rural, les attaques implacables contre les mouvements d'opposition et l'impossibilité de réaliser des changements sociaux et économiques à travers la voie électorale. Voilà la toile de fond sur laquelle cette génération vit diverses expériences politiques et commence à discuter, notamment dans les états du Chiahuahua et du Guerrero, de la pertinence de la voie armée, avant même qu'ait lieu le massacre de 1968.

Au moment même où Génaro Vázquez et Lucio Cabañas forment leurs guérillas[2], le président Gustavo Díaz Ordaz trouve le prétexte idéal pour montrer le visage du « miracle mexicain » au monde entier : Mexico a été sélectionnée pour la tenue des XIX[e] Jeux Olympiques. Néanmoins, sa susceptibilité anticommuniste se convertit en paranoïa et engendre ce que Carlos Monsiváis a appelé, dans *Parte de guerra, Tlatelolco 1968*, la « théorie du complot » : le président est obsédé par l'idée qu'un complot communiste international ne sabote les Jeux Olympiques pour discréditer le pays. Son obsession s'incarne dans un fait divers impliquant des étudiants, qui provoque en cascade une fausse alarme, puis une intervention militaire sur des campus universitaires, un étonnant militantisme étudiant, une violence brutale exercée à son endroit et un point culminant dans la nuit tragique de Tlatelolco. Le responsable de la sécurité est alors Luis Echeverría[3].

Le 22 juillet 1968, une querelle entre des gangs de jeunes et des étudiants de la Polytechnique, qui éclate aux alentours de la Ciudadela, provoque l'incursion violente de policiers anti-émeute dans ces campus scolaires. Des étudiants de la Polytechnique et des jeunes de la CNED manifestent leur indignation durant la marche du 26 juillet commémorant l'assaut à la caserne de Moncada mené par Fidel Castro en 1953. La marche est interrompue par des nervis vandalisant les commerces avec la complicité de la police. Quatre jours plus tard, les militaires font irruption sur les campus de l'Université nationale autonome de Mexico (UNAM) et de la Polytechnique et tirent au bazooka dans une porte du Collège de San Ildefonso.

Le corps estudiantin crée alors le Conseil national de grève (CNH pour *Consejo nacional de huelga* [ndt]) au sein duquel convergent des représentants de diverses facultés et écoles. Des marches massives ont lieu, puis des assemblées spontanées et

La Place de Tlatelolco au lendemain du massacre, octobre 1968.

marathoniennes. L'assaut militaire contre la Ville universitaire et le campus de Santo Tomás, abritant respectivement l'UNAM et la Polytechnique, entraîne l'appui inconditionnel aux grévistes de Javier Barros Sierra, recteur de l'UNAM, qui démissionne pour protester contre le viol de l'autonomie universitaire par l'armée. L'assaut éveille aussi la solidarité de l'académie et des intellectuels progressistes, de mères et de pères de famille. En revanche, le gouvernement étend son contrôle sur la presque totalité des médias de communication et fait emprisonner plus d'un millier d'étudiants.

Le CNH brandit comme étendard les « *six points de la plateforme de revendication* » qui dépassent les questions académiques : liberté des prisonniers politiques (parmi eux, les vieux cheminots); destitution des généraux Luis Cueto Ramírez et Raúl Mendiola, chefs des corps de police, pour leurs attaques contre les étudiants; dissolution du corps des policiers anti-émeute; abrogation des lois référant au délit de « *dissolution sociale* » ayant été promulguées comme mesures d'urgence lors de la IIe Guerre mondiale et qui sont utilisées comme instrument juridique répressif pour emprisonner des militants d'opposition; indemnisation des familles dont des membres ont été tués ou blessés depuis la manifestation du 26 juillet.

Les autorités font la sourde oreille et la « théorie du complot » atteint son apogée le 2 octobre 1968. La manifestation qui a lieu devant l'édifice Chihuahua de l'Unité d'habitation Nonoalco Tlatelolco rassemble quelque 5 000 personnes, surtout des étudiants et des familles solidaires, plusieurs d'entre elles habitant l'édifice. La manifestation est encerclée par des soldats et des véhicules blindés, des francs-tireurs avec des armes de haut calibre sont postés dans différents édifices et des officiers de l'État-major présidentiel sont dissimulés dans des appartements entourant la place[4]. Des officiers du bataillon *Olimpia*, vêtus en civil et portant un gant ou un mouchoir blanc comme signe de reconnaissance, se dissimulent dans les escaliers et les couloirs de l'entrée de l'édifice.

Deux feux de Bengale lancés d'un hélicoptère servent de signal pour qu'un franc-tireur fasse feu sur le général José Hernández Toledo, provoquant ainsi l'attaque des militaires contre la foule sans défense. La fusillade à bout portant, raconte Monsiváis, dure plus d'une demi-heure. Les corps d'enfants, de femmes, d'hommes et de personnes âgées demeurent éparpillés sur la place. Plus de 2 000 personnes sont emprisonnées[5] et, à l'exception de l'*Excélsior* de Julio Scherer, de la revue *¿Por qué?* de Mario Menéndez et de *Siempre !* de José Pagés Llergo, tous les médias dissimulent la vérité. Dix jours plus tard, Díaz Ordaz inaugure les XIXe Jeux Olympiques. C'était Mexico 1968.

LAURA CASTELLANOS

Traduit de l'espagnol par
Marie-Hélène Côté et Claude Rioux

1. Rubén Jaramillo, ancien combattant de l'Armée de libération du Sud d'Emiliano Zapata, était un leader paysan et un guérillero de l'état de Morelos; il aurait été assassiné par ordre du président Adolfo López Mateos. Salvador Nava Castillo était à la tête d'un mouvement démocratique de défense des droits civiques. [ndt]

2. Respectivement l'*Asociación cívica nacional revolucionaria* (ACNR) et le *Partido de los pobres* (PDLP), toutes deux actives dans l'état du Guerrero. [ndt]

3. Alors ministre de l'Intérieur (*Gobernación*), il succède à Díaz Ordaz à la présidence pour le sexennat de 1970-1976. [ndt]

4. Il s'agit de la Place des Trois cultures (référence aux cultures précolombienne, espagnole et du Mexique moderne). La *Plaza de las Tres Culturas* est le théâtre, en 1521, de la capitulation de Cuauhtémoc devant Hernán Cortés, lequel y fait massacrer plusieurs milliers d'indigènes. [ndt]

5 Les autorités admettront par la suite le décès de 40 personnes. Les chercheurs estiment aujourd'hui que le Massacre de Tlatelolco a fait de 300 à 800 morts, selon les estimations. [ndt]

1968 AU QUÉBEC

TERRE EN TRANSE

L'année 1968 devait être, selon les paroles de Fidel Castro prononcées le 2 janvier à La Havane, celle du « *guérillero héroïque* ». Les échos de la mort du Che allaient se répercuter tout au long de cette année dans le monde, à travers un, deux, trois, mille foyers de révolte. Le Québec n'y échappera pas et cet écho sera modulé selon les caractéristiques propres de la société québécoise : on assiste alors non pas à un « complot international » ou à une transposition tardive de ce qui se fait ailleurs, mais à une convergence de mouvements de lutte qui entrent en résonance avec ce qui se passe au niveau mondial (pouvant, à l'occasion, s'en inspirer) et qui ont des racines dans l'histoire québécoise.

Dans l'enchevêtrement des luttes ayant marqué cette période, on peut distinguer trois grandes lignes de force correspondant à trois foyers contestataires : celui de la gauche nationaliste dans toutes ses variantes, celui des luttes ouvrières et populaires, et enfin, celui de la contestation étudiante.

Feu sur l'Amérique ?

Depuis le début des années 1960, au sortir de la « grande noirceur » duplessiste, le rêve de l'indépendance nationale du Québec resurgit avec force, s'immisçant par les portes ouvertes à la faveur du processus de modernisation qu'on a appelé la Révolution tranquille tout en s'inspirant des expériences de la Révolution cubaine et des luttes de décolonisation en Afrique et en Asie. Le projet indépendantiste est alors essentiellement porté par le RIN (Rassemblement pour l'indépendance nationale), créé en 1960. Ce dernier, fondant l'indépendance du Québec sur une base socialisante, présente des candidatures aux élections provinciales (un peu moins de 6 % des voix au scrutin de 1966) tout en ne dédaignant pas les actions de rue « musclées ». À l'occasion de la venue de la reine Élisabeth II au Québec, en octobre 1964, les manifestations appelées par le RIN seront férocement réprimées par les forces policières lors de ce qu'on a appelé le « samedi de la matraque ».

Parallèlement à l'action légale du RIN, certains de ses militants ont formé, en 1962-1963, un mouvement armé, le Front de libération du Québec (FLQ). Le premier réseau du Front sera rapidement démantelé, mais d'autres, au fil des ans, surgiront de nouveau. En 1968, le groupe qui anime le FLQ (autour de Pierre-Paul Geoffroy) axe essentiellement son action et ses attentats contre des cibles en lien avec des conflits ouvriers, et cela, dans une perspective où s'articulent anti-impérialisme, socialisme et indépendantisme. Ce réseau a d'ailleurs adopté comme première dénomination « Front de libération des travailleurs », avant de revenir au sigle plus connu de FLQ. Le réseau Geoffroy réalise sans doute le plus grand nombre d'actions armées (plus d'une trentaine) au Québec, frappant aussi bien le consulat des États-Unis dans un geste de solidarité avec la résistance vietnamienne que des intérêts patronaux (attentats contre les locaux de chambres de commerce et de dirigeants d'entreprise), le tout culminant avec l'explosion d'une bombe, le 13 février 1969, à la Bourse de Montréal. On peut ainsi apprécier le changement de conception s'étant opéré par rapport à la vague felquiste de 1963 qui, plus imprégnée d'idéologie de la décolonisation que de socialisme, frappait essentiellement des symboles du « *colonialisme anglo-canadian* ».

Ce changement radical de conception a pris forme avec l'entrée de Pierre Vallières et de Charles Gagnon au sein du FLQ en 1966. La création de ce nouveau réseau n'est par ailleurs pas étrangère à l'apparition, à la gauche du RIN, d'un regroupement, le Mouvement de libération populaire (MLP), constitué du collectif de la revue *Parti pris*, de *Révolution québécoise* (dont font partie Vallières et Gagnon) et de diverses organisations d'extrême-gauche. Le MLP entend donner un contenu ouvrier et socialiste à l'indépendance du Québec, ce qui signifie, pour traduire cela en des termes contemporains et assez affadis : pas d'indépendance sans projet de société.

En 1968, tout cela est du passé. Vallières et Gagnon sont emprisonnés et leur réseau disloqué par les arrestations. Ils n'ont cependant pas perdu toute voix; ainsi, les éditions Parti pris publient, en mars 1968, un texte de Vallières qui connaîtra un grand retentissement, *Nègres blancs d'Amérique*. Quant au MLP, il a fusionné en mars 1966 avec le Parti socialiste du Québec (issu d'un schisme du NPD-Québec en 1963) qui disparaîtra en février 1968. Certains éléments du MLP, par contre, ont rallié la gauche du RIN. Brève pause car, avec la création, au printemps 1968, du Mouvement souveraineté-association (MSA) propulsé par l'ancien ministre libéral René Lévesque, un nouvel acteur politique vient d'apparaître sur la scène indépendantiste. Des tractations vont alors s'engager entre le MSA et le RIN, mais il n'y aura pas de fusion officielle de ces deux organisations, certaines positions rinistes (entre autres sur l'unilinguisme français au Québec et sur l'approche plus socialisante des questions économiques) rendant impossible toute conciliation. Cependant, deux semaines après la création du Parti québécois (constitué du MSA et d'une organisation de droite, le Ralliement national), le 11 octobre 1968, le RIN se saborde et incite ses membres à adhérer individuellement au nouveau parti. La gauche riniste ayant déjà quitté le navire se scinde alors en deux branches : le Front de libération populaire (FLP) et le Comité Indépendance-socialisme (CIS). Ces deux groupes, présents sur de nombreux fronts de lutte, vont être fortement engagés lors des manifestations ayant ponctué la Saint-Jean-Baptiste de 1968, à la veille d'élections fédérales. Les propos incendiaires et provocateurs du candidat libéral Pierre Trudeau, comparant les indépendantistes aux assassins de Robert Kennedy, ne sont pas pour rien dans le déclenchement des affrontements ayant eu lieu ce soir-là, menant à 292 arrestations et 250 blessés.

Combativité ouvrière et populaire

L'émergence de groupes, armés ou non, qui tentent de lier social et question nationale s'explique, en premier lieu, par une forte combativité ouvrière. Ainsi, certains auteurs relient la naissance du réseau Geoffroy à la marche de solidarité avec les travailleurs de la Seven Up qui, en grève depuis l'été 1967, devaient affronter briseurs de grève et flics. Cette marche, qui a lieu le 27 février 1968, débouche sur des affrontements très durs avec les forces de l'ordre, ponctués par une pluie de cocktails Molotov et de coups de matraque… « *Parmi les manifestants dont plusieurs brandissent des drapeaux rouges et scandent Révolution ! Révolution !, on compte Pierre-Paul Geoffroy et ses camarades de l'aile gauche du RIN*[1]. »

La grève à la Seven Up n'est pas la seule qui secoue le Québec à ce moment là. À la papeterie Domtar de Windsor, en Estrie, les ouvriers en grève occupent leur usine les armes à la main, en novembre 1968, réussissant, ultimement, à empêcher l'entreprise de fermer ses moulins. Autres grèves

Babord24_p15-38.qxp 26/03/08 21:35 Page 27

significatives qu'on peut relever : celles qui touchent la Société des alcools du Québec à l'été, la compagnie Lord dans l'Est de Montréal et l'usine de la Victoria Precision Works. Une caractéristique commune qu'on peut dégager de ces conflits, c'est leur durée exceptionnellement longue et les affrontements suscités par la présence de briseurs de grève protégés par les flics.

Cette agitation ouvrière n'est pas sans effet sur le discours des directions syndicales. Délaissant quelque peu (sans l'abandonner totalement) ce qu'on appelle le syndicalisme d'affaires, essentiellement centré sur l'entreprise et le corporatisme, les centrales syndicales adoptent un ton plus combatif. Prenant acte de la montée des luttes et du vide politique créé par le discrédit touchant les partis traditionnels (Parti libéral et Union nationale), la CSN met sur pied des Comités d'action politique (CAP) et la CEQ des Comités d'action et d'éducation populaire. Cette nouvelle orientation sera complétée à l'automne 1968 quand la CSN appellera à ouvrir un « *deuxième front* », tentant ainsi de nouer une alliance avec les comités de citoyens.

Ces dernières organisations, apparues vers 1963 et œuvrant dans les quartiers sur des questions sociales, établissaient alors un constat désabusé des réalisations effectives de la Révolution tranquille pour les couches populaires. Face à cela, il s'agissait, pour beaucoup, de dépasser l'action corporative et de s'orienter vers l'action politique, articulée au mouvement syndical. Ce virage politique apparaîtra plus clairement à la suite d'une importante rencontre, le 19 mai 1968 à Saint-Henri, de représentants de 20 comités de citoyens de Montréal et du reste de la province. À la suite de cette réunion, des liens effectifs se tisseront entre certains militants syndicaux et des comités de citoyens pour déboucher, sur la constitution, à Montréal en mai 1970, du FRAP (Front d'action politique). Proposant de construire un « *pouvoir populaire* » au niveau municipal, le FRAP sera touché par la répression qui aura lieu lors des événements d'octobre 1970, pour finalement disparaître en 1973. À ce moment, la radicalisation politique commence à se déplacer vers d'autres instances, pour une bonne part vers les groupes marxistes-léninistes[2]. Mais cela, c'est déjà une autre histoire…

Pouvoir étudiant

Que ce soit dans les mouvements de contestation populaire ou dans les luttes indépendantistes, le mouvement étudiant a fourni son lot de militants. Il a par ailleurs, comme en France ou aux États-Unis, mené des combats sur son propre terrain. Dès février 1968, la faculté des Sciences sociales et le département de Philosophie de l'Université de Montréal sont secoués par de violentes remises en cause de l'enseignement magistral qui y est donné, critiques portées par de petits groupes étudiants et qui ont donné lieu à la publication

> *« Dans l'enchevêtrement des luttes ayant marqué cette période, on peut distinguer trois lignes de force correspondant à autant de foyers contestataires : celui de la gauche nationaliste, celui des luttes ouvrières et populaires, et enfin, celui de la contestation étudiante. »*

d'un manifeste, *Université ou fabrique de ronds-de-cuir*. Par ailleurs, l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ), créée en 1964, a complété un virage à gauche qui l'a mené à abandonner la participation aux instances de pouvoir pour adopter un ton plus revendicatif : soutien à la souveraineté du Québec, engagement à lutter contre l'impérialisme américain et volonté de transformer radicalement le système d'enseignement. Cependant, cette radicalisation politique reste assez marginale dans le mouvement, plusieurs associations étudiantes contestant fortement la représentativité réelle de l'UGEQ. C'est d'ailleurs moins du côté universitaire que viendra l'explosion de l'automne 1968 que des cégeps nouvellement constitués.

Rappelons qu'en 1968, il y a 23 cégeps, près du double par rapport à l'année précédente. Cette croissance n'est pas sans poser de nombreux problèmes, sur le plan notamment des structures d'enseignement inadéquates et sclérosées (héritage des précédents collèges classiques) et sur celui des débouchés universitaires pour les nouveaux diplômés. Les revendications étudiantes vont alors se focaliser autour de la création d'un nouveau réseau universitaire francophone, de l'amélioration du régime de prêts et bourses et de l'autogestion des établissements d'enseignement.

C'est le 8 octobre que le cégep Lionel-Groulx vote la grève générale et l'occupation du collège, mouvement qui va faire boule de neige pour toucher, le 14 octobre, 15 cégeps, aussi bien à Montréal que dans le reste du Québec. L'École des beaux-arts de Montréal, pour sa part, débraie à partir du 11 octobre. C'est là que s'esquisse une passionnante tentative autogestionnaire dans un climat que Lysiane Gagnon décrira dans ces termes : « *Un mélange de terrorisme pur et simple et de chaleur humaine, de fantaisie délirante et de rigueur théorique* [3] ». L'occupation à l'école perdurera jusqu'en novembre mais, à ce moment-là, le mouvement, au niveau provincial, sera déjà disloqué. Dans ce reflux, nombre d'étudiants de cégep quitteront avec amertume leurs études, devenant ainsi les premiers « *drop out* » du système. À l'horizon se profile déjà le mouvement des communes et de la contre-culture, qui fleurira à travers le Québec des années 1970.

Et pour ne pas conclure…

Dans son texte resté longtemps inédit, *Feu sur l'Amérique*, rédigé en prison au cours de l'année 1968, Charles Gagnon écrit : « *Le Québec constitue une des régions de l'Amérique du Nord où la situation est la plus révolutionnaire* [4] ». Cette évaluation de la situation québécoise, qui rejoignait d'ailleurs les conclusions émises par son camarade Vallières à la fin de *Nègres blancs d'Amérique*, peut, aujourd'hui, prêter à sourire. C'est là le luxe de l'observateur qui juge *a posteriori*. De fait, si les affrontements sociaux et politiques que nous avons évoqués ici ont pris très souvent, en cette année 1968, un caractère tranché et violent, nulle part une alternative socialiste claire face au pouvoir dominant n'est apparue. Jean-Philippe Warren, dans un texte sur le mouvement étudiant québécois de 1968, notait d'ailleurs avec justesse que « *la visée de cette révolte spontanée demeurait* […] *beaucoup plus réformiste qu'en France* [5]. » De ce réformisme, il est resté des traces tangibles, comme la création de l'UQAM et du réseau des universités du Québec, comme une vision de l'éducation moins autoritaire et hiérarchique, la présence d'un réseau d'organismes communautaires issus des comités de citoyens, une mutation à long terme des valeurs sociales dans un sens un peu plus égalitaire, le surgissement de nouveaux mouvements sociaux comme le féminisme (le Front de libération des femmes naît en 1969) ou l'écologisme, etc. Cependant, c'est dans l'imaginaire social que reste logé le plus important legs de 1968, au Québec comme ailleurs, et dans le fait que la possibilité de changer la vie et de transformer le monde continue toujours, sous d'autres formes et d'autres mots, à courir dans les têtes.

Christian Brouillard

---

1. Louis Fournier, *FLQ : histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Québec/Amérique, 1982, p. 171.

2. Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde : le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, Montréal, VLB, 2007; Charles Gagnon, *En Lutte ! Écrits politiques, vol. II (1972-1982)*, Montréal, Lux Éditeur, coll. « Histoire politique », 2008.

3. Lysiane Gagnon, « Bref historique du mouvement étudiant au Québec (1958-1971) », *Bulletin d'histoire politique*, dossier thématique sur les mouvements étudiants des années 1960, vol. 16, no 2, hiver 2008, Lux Éditeur, p. 40. Sur l'occupation de l'École des beaux-arts, le documentaire réalisé en 1997 par Claude Laflamme, *La république des beaux-arts*, constitue un témoignage fort intéressant.

4. Charles Gagnon, *Feu sur l'Amérique. Écrits politiques, vol. I (1966-1972)*, Montréal, Lux Éditeur, coll. « Histoire politique », 2006.

5. Jean-Philippe Warren, « Le Mai 68 québécois », *La Presse*, 20 janvier 2008.

PRAGUE 1968

LES CHARS SOVIÉTIQUES CONTRE LE SOCIALISME

Le Printemps de Prague était en grande partie une crise de déstalinisation retardée. Ce processus de libéralisation relative des dictatures bureaucratiques et de règlement de comptes limité avec la terreur stalinienne a eu lieu en 1956, de manière plus ou moins explosive, dans la plupart des pays du camp soviétique à la suite de la dénonciation de Staline par Khrouchtchev lors du XX[e] Congrès du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS).

Pour une série de raisons, la direction tchécoslovaque, très impliquée dans les répressions de l'époque stalinienne, a pu résister plus longtemps que les autres aux pressions internes et à celles venant de Moscou. L'une de celles-ci était sans doute la faiblesse du facteur nationaliste en Tchécoslovaquie. En Pologne et en Hongrie, où la déstalinisation avait déclenché les plus puissantes contestations, les régimes communistes étaient largement perçus comme des agents d'un pouvoir étranger et hostile, l'URSS. Cependant, en Tchécoslovaquie à la fin de la II[e] Guerre mondiale, le Parti communiste jouissait d'un soutien populaire important, basé sur so-n rôle dans la résistance (surtout en Slovaquie) et le prestige de l'Union soviétique comme libérateur de l'Allemagne nazie. Surtout, il existait un puissant désir populaire d'une transformation radicale de la société dans le sens de la justice sociale. Les Tchécoslovaques se souvenaient aussi que seule l'URSS avait été prête à venir les secourir en 1938 lors du démembrement de leur pays aux mains de l'Allemagne nazie avec la complicité des puissances occidentales[1].

Mais voilà qu'en 1962 éclate une crise économique : croissance zéro, chose inouïe à cette époque dans un camp communiste habitué à des taux annuels de 10 % et plus. En plus d'intensifier le mécontentement populaire, cette crise a surtout ébranlé la confiance de l'élite bureaucratique en elle-même. Une partie de plus en plus importante des fonctionnaires comprenait la nécessité de réformes d'envergure du mode de gestion. Puis, cette même année, Khrouchtchev est revenu à la charge au XXII[e] congrès du PCUS avec une dénonciation encore plus candide et virulente des crimes de Staline, ce qui a mis sur la défensive les éléments conservateurs de la direction tchécoslovaque.

C'est l'intelligentsia communiste – journalistes, écrivains, économistes – qui a pris la tête du mouvement d'opposition, avec le soutien tacite d'éléments réformistes au sommet du pouvoir, en demandant une discussion ouverte et franche du passé, des libertés politiques et des réformes économiques. La situation interne et internationale des conservateurs de l'équipe dirigeante ne permettait pas le recours à la répression, tandis que les concessions faites aux forces réformistes ne faisaient que les éperonner davantage.

Quant aux travailleurs qui écoutaient avec plaisir les révélations et les dénonciations, ils n'étaient pas encore persuadés de la signification pour leur propre situation de cette lutte au sommet. De plus, ils se méfiaient de la réforme décentralisatrice proposée par les réformateurs, laquelle semblait menacer le principe de sécurité d'emploi et l'égalitarisme assez remarquable de leur pays (à l'exception partielle de rangs de la bureaucratie) et qui n'offrait rien de concret comme compensation. Les réformateurs attribuaient cette méfiance à la démoralisation de la classe ouvrière sous le régime stalinien. Mais le vrai problème était qu'ils n'avaient pas pris la peine de consulter les travailleurs sur la réforme qui, il va sans dire, n'envisageait pas la démocratisation de la gestion de l'économie. Par contre, elle devait renforcer le pouvoir des directeurs des entreprises vis-à-vis des travailleurs.

La libéralisation politique avançait, bien que lentement, face à la résistance de la fraction conservatrice de la direction qui, semblait-il, n'attendait que le moment propice pour lancer sa contre-offensive. En octobre 1967, une manifestation étudiante à Prague contre les mauvaises conditions des résidences a été brutalement réprimée par la police. Au sein du Comité central (CC) du Parti communiste qui, grâce aux divisions au sommet, était devenu un vrai lieu de débat et de décision politiques, l'opposition réformatrice était déjà majoritaire. Lors de sa réunion de la fin octobre, il a donc décidé de mettre sur pied une commission ayant pour mandat de soumettre dans les 15 jours une proposition de résolution de la crise. Profitant de ce sursis, le chef stalinien du parti, Antonin Novotny, a tenté de monter un coup de force militaire contre l'opposition, sans succès. Ce sont les officiers politiques, cadres du parti au sein de l'armée, qui l'ont bloqué.

Au début de 1968, le CC a élu Alexander Dubcek à la tête du parti. C'était un candidat de compromis, un communiste libéral mais pas trop radical, le premier Slovaque à diriger le pays. Ce tournant allait avoir un impact majeur sur le caractère du mouvement réformiste. La nouvelle direction du pays a pu convaincre les travailleurs de la sincérité de son intention de partager le pouvoir avec la société, sinon de le lui remettre entièrement. C'est cela qui a poussé les travailleurs à se mobiliser. Le projet de réforme économique a été modifié avec l'adoption d'une loi permettant l'élection, dans les entreprises, de conseils d'employés dotés du pouvoir d'élire et de contrôler la direction et d'adopter le plan de production et d'emploi ainsi que la politique salariale. Les syndicats ont regagné leur autonomie et les grèves ont été légalisées. Des programmes d'assurance-chômage et de recyclage de main-d'œuvre ont été mis en place. Mais c'est avant tout le progrès fait vers la démocratie au sein de la société qui a donné aux travailleurs l'assurance que les réformes économiques profiteront au peuple, non pas à l'élite bureaucratique.

Dès lors, l'initiative est passé à la société qui ne cessait de pousser le gouvernement dans le sens d'une démocratie véritablement populaire. Le régime, quant à lui, ne traînait pas trop les pieds. En conséquence, il a acquis un remarquable soutien populaire. En avril 1968, le gouvernement a publié son *Programme d'action,* lequel écartait le Parti communiste de l'administration du pays. Il n'a pas annoncé le multipartisme, mais l'existence libre d'autres partis était déjà un fait. La censure a été abolie, une mesure ayant particulièrement alarmé la direction soviétique, qui exigeait son rétablissement immédiat. Face à cette pression, les travailleurs ont créé dans leurs entreprises des comités de défense de la liberté de la presse et se sont déclarés prêts à débrayer pour la défendre.

Pendant ce temps, les régimes communistes « fraternels » de Pologne, de Hongrie, de Roumanie et de Bulgarie, effrayés par la menace posée par les forces « *antisocialistes* » et « *antisoviétiques* », faisaient monter la pression. Ces dictatures bureaucratiques avaient une peur bleue de l'influence que pouvait avoir cet exemple démocratique sur leurs propres populations. Car dans les faits, aucun groupe de quelque importance que ce soit en Tchécoslovaquie ne songeait en 1968 à la restauration du capitalisme ni au retrait de leur pays du Pacte de Varsovie. C'est de socialisme que la société rêvait en 1968.

Le 15 juillet, les dirigeants du Pacte de Varsovie ont envoyé une lettre au gouvernement tchécoslovaque avec 15 demandes, y inclus une lutte décisive contre les « *forces antisocialistes* », le rétablissement de la censure et du « *centralisme démocratique* », bref la restauration de la dictature bureaucratique.

Mais Dubcek n'a pas reculé. Les Soviétiques devaient agir avant septembre, date du congrès du Parti communiste tchécoslovaque qui entérinerait certainement le programme de transformation démocratique. L'invasion a donc commencé le 21 août. Mais le congrès du parti s'est tenu quand même dans la clandestinité d'une usine de Prague. Il a condamné l'invasion et a lancé l'appel à une grève d'une heure, pour le 23 à midi, qui fut suivie unanimement à travers le pays.

Les occupants n'ont pu trouver une minorité quelle que peu importante au sein des fonctionnaires ou à la base du parti sur laquelle s'appuyer pour refaire le régime. Il a donc fallu démanteler le parti pour le reconstruire de nouveau. Mais cela prenait du temps et, dans l'intervalle, la population refusait la nourriture et même l'eau aux troupes soviétiques, dont certaines au début de l'opération se croyaient en Allemagne de l'Ouest, non pas dans un « *pays socialiste fraternel* ». Les Soviétiques, qui avait conduit l'équipe de Dubcek en URSS, ont dû la ramener et la réinstaller. Du point de vue politique, l'invasion a échoué.

Il fallait donc mettre en place une tactique des petits pas pour étouffer le socialisme en Tchécoslovaquie. Un demi-million (le tiers) des membres ont été purgés du parti. Un grand nombre d'intellectuels ont perdu leur emploi et ont dû chercher du travail manuel. Les enfants des obstinés se sont vus refuser l'accès aux études supérieures. Les autres, isolés et craignant pour leur poste et pour l'avenir de leurs enfants, se sont tus. C'était une terreur socio-économique « douce ».

> *« Aucun groupe de quelque importance que ce soit en Tchécoslovaquie ne songeait en 1968 à la restauration du capitalisme ni au retrait de leur pays du Pacte de Varsovie. C'est de socialisme que la société rêvait en 1968. »*

Néanmoins, la résistance ouverte a duré encore quelques années. Sous l'impulsion de l'invasion, les conseils ouvriers se sont multipliés malgré les menaces à leur endroit. Au cours de l'hiver 1969, les travailleurs se sont prononcés pour l'élargissement du mouvement des conseils, à l'encontre de la politique de concessions d'Alexandre Dubcek et de la politique de « normalisation » de son successeur, Gustáv Husák. Il existait à cette époque une alliance réelle entre travailleurs et intellectuels pour la défense des libertés et pour des revendications économiques. Mais la « normalisation » poursuivait son cours. En 1970, 50 000 syndicalistes ont été expulsés de leur poste et les conseils d'entreprise interdits. En même temps, pour amadouer les travailleurs, Husak améliorait l'approvisionnement du marché en biens de consommation.

La crise de la dictature bureaucratique de 1968 en Tchécoslovaquie a mené le pays au socialisme. L'invasion démontre bien le caractère antisocialiste, profondément contre-révolutionnaire de la bureaucratie soviétique, et cela malgré sa défense – jusqu'en 1989 au moins – de l'économie étatisée. La crise de 1989 l'a mené au capitalisme. Pourquoi ces résultats contradictoires ? Il y a deux facteurs principaux liés l'un à l'autre. Le premier était que malgré les crimes de la bureaucratie tchécoslovaque, le socialisme comme projet n'était pas encore discrédité aux yeux du peuple en 1968, comme il le sera en 1989 après 20 ans de « normalisation ». L'autre était le contexte international : en 1968, on assistait à une puissante montée de contestation du capitalisme et de l'impérialisme à travers le monde. Partout et jusque dans les pays capitalistes riches, de larges couches de la population croyaient le socialisme possible et souhaitable. En 1989, l'accumulation de défaites accompagnées de la montée de l'idéologie néolibérale avait à toutes fins pratiques étouffé l'idée qu'une alternative était possible. Cela ne pouvait pas ne pas influencer les Tchécoslovaques dans leur choix.

DAVID MANDEL

Professeur au département de Science politique de l'UQAM

1. En septembre 1938, les Accords de Munich, signés entre l'Allemagne, la France, la Grande-Bretagne et l'Italie représentées respectivement par Adolf Hitler, Édouard Daladier, Neville Chamberlain, et Benito Mussolini scellent le sort de la Tchécoslovaquie qui sera envahie six mois plus tard par l'Allemagne nazie. Les Accords de Munich devaient permettre, croyait-on à l'époque, d'« éviter la guerre » avec l'Allemagne… [ndlr]

Prague, août 1968.

CHRONOLOGIE

États-Unis

1965

4 janvier – L'université de Berkeley autorise la liberté d'expression et d'association et instaure une plus grande liberté académique. Victoire partielle du Free Speech Movement, qui a mobilisé les étudiants de Californie durant 4 mois et provoqué l'arrestation de 800 d'entre eux.

21 février – New York : Assassinat du militant noir Malcolm X.

7 mars – Répression policière lors de la Marche pour les droits civiques dans l'état de l'Alabama.

Juin – Fondation de la National Organization for Women (NOW).

1966

15 octobre – Fondation du Black Panther Party par Huey P. Newton et Bobby Seale.

1967

15 février – 2 500 femmes manifestent devant le Pentagone à l'appel de Women's Strike for Peace. Elles réclament de voir *« les généraux qui envoient nos fils à la mort »*.

4 avril – Martin Luther King prononce son discours *« Beyond Vietnam. A Time to Break Silence »* à New York.

28 avril – Le champion du monde de boxe Mohammed Ali (Casius Clay), qui refusait de partir pour le Vietnam, est arrêté après s'être fait refuser le statut d'objecteur de conscience.

Juillet – « Émeutes raciales » dans 127 villes, tuant 77 personnes et faisant 4 000 blessés, essentiellement des Noirs.

Novembre – Début de la Campagne pour les pauvres, contre la ségrégation des Noirs et la pauvreté, organisée par des mouvements des droits civiques.

1968

31 mars – Johnson annonce un arrêt partiel des bombardements au Vietnam et renonce à se présenter aux élections présidentielles.

Avril – N-Y : Occupation de l'Univ. Columbia.

4 avril – Assassinat de Martin Luther King à Memphis; émeutes dans plusieurs villes.

13 juin – Le *New York Times* commence la publication des *Pentagon papers*, des documents internes secrets sur l'implication des É-U dans la guerre du Vietnam.

Memphis 1968

15-16 juillet – Ouverture du procès de Huey P. Newton, dirigeant des Black Panthers à Oakland. Plus de 6 000 personnes manifestent devant le palais de justice.

26 au 29 août – Manifestations contre la guerre, le racisme et les inégalités lors de la Convention du Parti démocrate à Chicago. 800 arrestations.

7 septembre – Manifestation à Atlantic City des Radical Women contre l'élection de Miss America.

16 octobre – Tommy Smith et John Carlos, athlètes noirs états-uniens, lèvent un poing ganté de noir sur le podium des Jeux Olympiques de Mexico pour protester contre la discrimination raciale aux É-U.

1969

Juin – Naissance de la Weather Underground Organization qui organisera, bientôt dans la clandestinité, des actions directes durant toute la guerre du Vietnam.

28 juin – Nuit d'émeutes après un raid policier au Stonewall Inn, bar gay de New York.

15 octobre – Manifestations monstres contre la guerre du Vietnam dans plusieurs grandes villes.

20 novembre – Début de l'occupation de l'île d'Alcatraz, dans la baie de San Francisco, par 79 autochtones ayant pour slogan *« You are on Indian land »*. L'occupation durera jusqu'en juin 1971.

Amérique Latine

1967

Avril : Dans un message transmis par Fidel Castro à la Tricontinentale, réunie à La Havane, Che Guevara déclare : *« Il faut détruire l'impérialisme […] Il faut pour cela créer deux, trois, plusieurs Vietnam. »*

9 octobre – Bolivie : Ernesto Che Guevara est exécuté à La Higuera.

1968

26 juin – Brésil : Manifestation de 100 000 personnes à Rio de Janeiro pour la fin de la répression et de la censure.

26-27 juillet – Mexico : Violents affrontements entre étudiants et policiers.

26 août – Colombie : Ouverture de la Conférence de Medellín, où l'épiscopat latino-américain affirme l'engagement de l'Église auprès des pauvres.

2 octobre – Mexique : Massacre de Tlatelolco, Mexico, après deux semaines d'affrontements violents entre policiers et étudiants (et sympathisants). Entre 300 et 800 morts.

1969

29 mai – Argentine : Révolte des étudiants de l'Université de Córdoba (le cordobazo) contre la dictature du général Onganía.

Décembre – Chili : Fondation de l'Unité populaire qui remporte les élections en 1970.

Québec

1965

21 mai – François Schirm, fondateur de l'Armée révolutionnaire du Québec, est condamné à mort par un tribunal pour le vol d'une armurerie. La peine sera commuée en emprisonnement à perpétuité.

Juin – Fondation du Mouvement de libération populaire, couverture légale du Front de libération du Québec (FLQ) à laquelle adhèrent Pierre Vallières et Charles Gagnon.

1966

Avril – Déclenchement d'une grève de 5 mois par les travailleurs de la Dominion Textile à Montréal.

5 mai – Le FLQ pose une bombe à la manufacture de souliers La Grenade (à Montréal) dont les employés sont en grève; une victime.

1er juillet – Explosion d'une bombe du FLQ à l'Hôtel de ville de Westmount.

14 juillet – Explosion d'une bombe dans les mains d'un membre du FLQ (Jean Corbo, 16 ans) près du local de la Dominion Textile à Montréal.

26 septembre – New York : Charles Gagnon et Pierre Vallières manifestent devant le siège des Nations unies contre l'arrestation à Montréal des membres du FLQ. Incarcérés à la prison des Tombs, ils entament une grève de la faim.

1967

17 février – Déclenchement d'une grève générale de 24 heures des enseignants du Québec à la suite de la suppression de leur droit de grève.

24 juillet – De Gaulle proclame du haut du balcon de l'Hôtel de ville de Montréal : *« Vive le Québec libre ! »*

Septembre – Grève générale de 30 jours des travailleurs des transports en commun de Montréal.

6 septembre – Manifestation à Montréal de 10 000 travailleurs de la construction en grève.

1968

Février – Publication par un groupe d'étudiants de sciences sociales de l'Université de Montréal du manifeste anti-autoritaire *Université ou fabrique de ronds-de-cuir*.

27 février – Organisation à Montréal d'une marche de solidarité en faveur des travailleurs de l'embouteilleur Seven Up en grève depuis le 15 juin 1967. La manifestation dégénère en émeute.

15 mars – Parution de *Nègres blancs d'Amérique* de Pierre Vallières.

24 juin – 292 personnes sont arrêtées lors de la parade de la Saint-Jean-Baptiste à Montréal.

8 octobre – Prise de possession par les étudiants de l'École des beaux-arts à Montréal et proclamation de la « République des beaux-arts ». Le même jour, le cégep Lionel-Groulx vote la grève générale illimitée. Vague de grèves et d'occupations dans les collèges partout au Québec.

21 octobre – Manifestation de 10 000 étudiants en grève à Montréal.

30 octobre – Blocages et manifestations des chauffeurs de taxi de Montréal contre le monopole de la Murray Hill. Création du Mouvement de libération du taxi.

1969

13 février – Attentat à la bombe à la Bourse de Montréal : 20 blessés.

28 mars – L'Opération McGill français rassemble plus de 15 000 personnes. Cette campagne pour la francisation de cette université, symbole du colonialisme britannique, accélère la création de l'UQAM, inaugurée l'automne suivant.

Mai – Lors d'un *bed-in* à l'Hôtel Reine-Élizabeth de Montréal, Jonh Lennon, Yoko Ono et Timothy Leary enregistrent *« Give peace a chance »*.

Juin – Reprise des attentats par le FLQ.

29 septembre – La maison du maire de Montréal, Jean Drapeau, explose sous l'effet d'une charge de dynamite. L'attentat n'est pas revendiqué.

7 octobre – Intervention à Montréal de la Sûreté du Québec, de la Gendarmerie royale du Canada et de l'Armée en raison de la grève déclenchée par les policiers et les pompiers de Montréal. Pillage de plusieurs commerces du centre-ville. Profitant du chaos le Mouvement de libération du taxi tente de saccager les locaux de la compagnie de transport Murray Hill. Bilan : un mort et plusieurs blessés.

7 novembre – 3 000 personnes participent à l'opération « Libération des prisonniers politiques » dans les rues de Montréal.

12 novembre – Promulgation des règlements antimanifestation par la Ville de Montréal.

29 novembre – Deux cents femmes défient l'interdiction de manifester en s'enchaînant sur la place publique. Elles sont aussitôt arrêtées. Certaines d'entres elles fonderont peu après le Front de libération des femmes (FLF).

IE POLITIQUE

COMPILÉE PAR CLAUDE RIOUX

FRANCE

1966

Novembre – Publication de la brochure *De la misère en milieu étudiant* par des membres de l'Internationale situationniste.

1967

25 février – Début de la grève de la Rhodiacéta à Besançon contre les cadences, pour l'augmentation des salaires et l'allongement du temps de pause. Les 3 000 ouvriers seront bientôt suivis par ceux de Lyon. 14 000 grévistes au total.

20 mars – Paris : Des étudiants de Nanterre investissent le bâtiment de la cité universitaire réservé aux étudiantes pour exiger la mixité des résidences.

Paris 1968

11 avril – Grève générale à Saint-Nazaire.

Novembre-décembre – Grèves étudiantes à Nanterre contre le plan Fouchet favorisant la formation technique des futurs cadres de l'enseignement et de l'industrie. – Formation des premiers Comités d'action lycéens. – Parutions du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations* de Raoul Vaneigem et de *La Société du spectacle* de Guy Debord.

1968

Janvier – Formation du groupe des Enragés.

15-30 janvier – Grève ouvrière à Caen (15 000 grévistes) avec affrontements violents. Mouvement d'agitation dans les lycées.

26 janvier – Paris : Manifestation contre le « flicage de l'université » à Nanterre et les « listes noires » d'étudiants éventuellement sanctionnés. Intervention des policiers à la demande du recteur. Ils sont chassés par les étudiants.

Paris 1968

17-18 mars – Paris : Manifestation devant le siège d'American Express. Arrestations de manifestants dont un étudiant de Nanterre.

22 mars – Paris : Occupation de la tour administrative de la Faculté de Nanterre par 142 étudiants qui exigent la libération de l'étudiant arrêté le 18 mars.

3 mai – Paris : Meeting à la Sorbonne pour dénoncer la fermeture de la Faculté de Nanterre et en soutien à René Riesel, Daniel Cohn-Bendit et les autres étudiants menacés de sanction. Intervention de la police à la demande du recteur. Premiers affrontements de rue avec les policiers.

6 mai – Début des grèves lycéennes. Premières barricades à Paris. Violents affrontements au Quartier latin : 600 étudiants et plus de 300 policiers sont blessés. Le mouvement s'étend en province.

10-11 mai – « Nuit des barricades » au Quartier latin. 1 000 blessés lors d'affrontements avec la police.

13 mai – Grève générale. Un million de manifestants antigaullistes à Paris. Occupation de la Sorbonne. Manifestations violentes à Nantes.

14-16 mai – Grèves et occupations aux usines de Sud-Aviation à Nantes, de Renault à Flins, puis à Billancourt. Les journalistes de la radio et de la télévision d'État (ORTF) débrayent contre la partialité de l'information.

18 mai – L'Université de Strasbourg se déclare autonome.

22 mai – Daniel Cohn-Bendit est interdit de séjour en France. Dix millions de grévistes chez les ouvriers et les salariés.

24 mai – Deuxième « nuit des barricades » à Paris. Manifestations et émeutes en France.

27 mai – Paris : Fin des négociations entre le gouvernement et les représentants syndicaux. Les « accords » de Grenelle (réduction du temps de travail, augmentation des salaires, droit syndical) seront rejetés par les grévistes. Un meeting au stade Charléty réunit 60 000 personnes.

Paris 1968

30 mai – Manifestation de soutien à de Gaulle sur les Champs-Élysées. Dissolution de l'Assemblée nationale, annonce des élections législatives.

6 juin – Occupation des usines Renault, à Flins, par les CRS.

10 juin – Mort par noyade de Gilles Tautin, lycéen de 17 ans, à Flins, alors qu'il était poursuivi par les policiers.

11 juin – Manifestations dans plusieurs villes de France en réaction à la mort de Tautin. Heurts violents entre policiers et grévistes de l'usine Peugeot à Montbéliard; deux ouvriers sont tués.

12 juin – Interdiction de toute manifestation sur tout le territoire jusqu'aux élections et dissolution judiciaire de 11 organisations d'extrême-gauche par décret du ministre de l'Intérieur.

14 juin – Il reste environ un million de grévistes.

16 juin – La Sorbonne est évacuée par la police.

23 et 30 juin – Les élections législatives consacrent la réaction gaulliste.

12 septembre – Réouverture de la Sorbonne.

1969

Janvier – Ouverture de l'Univ. de Vincennes.

Avril – De Gaulle démissionne.

EUROPE

1967

21 avril – Grèce : Coup d'État militaire, instauration de la Dictature des colonels.

23 octobre – Tchécoslovaquie : Manifestation étudiante à Prague contre les mauvaises conditions des résidences, brutalement réprimée.

1968

5 janvier – Irlande : Manifestation des catholiques de Derry réprimée dans le sang. Début des « troubles » en Irlande.

Irlande 1968

5 janvier – Tchécoslovaquie : Début du Printemps de Prague avec le réformateur Dubcek à la tête du Parti communiste tchèque.

30 janvier – Pologne : Les représentations de la pièce d'Adam Mickiewicz, *Les Aïeux*, sont suspendues : les passages antirusses sont trop applaudis par les étudiants. Début d'une série de manifestations contre la censure et l'autoritarisme.

18 février – Berlin : Manifestation internationale de solidarité avec le peuple vietnamien.

29 février – Italie : Occupation de l'Université de Rome par les étudiants. La police intervient pour évacuer les locaux : bataille de Valle Giulia le 1er mars.

8 mars – Pologne : Répression des manifestations étudiantes de Varsovie et expulsion des juifs du Parti ouvrier unifié polonais.

11 avril – Allemagne de l'Ouest : Rudi Dutschke, leader de l'extrême-gauche allemande, est grièvement blessé lors d'un attentat commandité par l'extrême-droite. Violentes manifestations étudiantes en RFA.

19 avril – Italie : Les syndicats décrètent une grève générale.

21 août – Tchécoslovaquie : Invasion des armées du Pacte de Varsovie et écrasement du Printemps de Prague.

13 août – Grèce : Attentat manqué contre le chef de la Dictature des colonels.

1969

19 janvier – Tchécoslovaquie : Un étudiant (Jan Palach) s'immole par le feu pour protester contre l'invasion du pays par le Pacte de Varsovie.

Avril – Italie : Début des grèves des usines Fiat, à Turin.

3 juillet – Italie : Grève générale des ouvriers et étudiants de Turin.

11 septembre – Italie : Le déclenchement de la grève des métallurgistes donne le coup d'envoi de l'automne chaud italien.

12 décembre – Italie : Explosion d'une bombe dans le hall de la Banque de l'Agriculture, Piazza Fontana à Milan, faisant 16 morts.

Milan 1969

ASIE

1965

7 février – Vietnam : Début des bombardements états-uniens sur le Vietnam du Nord.

Septembre – Chine : Coup d'envoi de la Grande révolution culturelle prolétarienne.

1967

5 février – Chine : Proclamation de la commune populaire de Shanghai.

Israël 1967

5-11 juin : Guerre des Six jours déclenchée par Israël contre les pays arabes. Occupation de la Cisjordanie et de Gaza par Israël.

1968

Janvier – Japon : Violents affrontements entre les étudiants et la police à Tokyo puis à Sasebo. *Les Zengakuren* (Fédération japonaise des associations d'autogestion étudiantes) protestent contre l'arrivée du porte-avions nucléaire *Enterprise* et assiègent la base d'Okinawa (USA)

My Lai 1968

31 janvier – Vietnam : Offensive du Têt. Le Vietcong et l'Armée populaire vietnamienne mobilisent 80 000 hommes dans 100 villes.

16 mars – Vietnam : L'armée états-unienne massacre les habitants du village de My Lai.

Mai – Japon : 50 universités sont paralysées par des émeutes étudiantes. 20 000 arrestations.

Octobre – Japon : « Assaut de Tokyo » par le mouvement des étudiants et des ouvriers. Ils attaquent le parlement, l'ambassade américaine, et le siège de la police. Manifestations dans plus de 300 localités japonaises.

ITALIE 1968-1969

DU MAI RAMPANT À L'AUTOMNE CHAUD

Contrastant avec la nature rapide et explosive des mouvements de 1968 en France, l'Italie connaît une agitation qui s'inscrit dans la longue durée. Les événements auront également une tournure plus violente et plus dramatique, car au « mai rampant » succédera bientôt l'« automne chaud » de 1969 avec son cortège de morts violentes dans les affrontements et les attentats, pour mener aux sombres « années de plomb » de la décennie 1970, avec l'émergence du terrorisme.

L'agitation qui mènera au « mai rampant » de 1968 – une expression faisant référence au caractère progressif, voire sinueux de la mobilisation – commence au début 1966 à l'Institut des sciences sociales de Trente, qui envisage la création d'une contre-université pour contrecarrer « l'université de classe ». En 1967, grèves, occupations, organisation d'une semaine pour le Vietnam s'y succèdent. L'agitation s'étend et atteint la Sapienza de Pise, occupée en février 1967, puis l'Université catholique de Milan et la faculté des Lettres de Turin où les étudiants mettent en place des contre-cours et des structures autogérées en novembre de la même année. L'anti-autoritarisme et la critique des contenus de l'enseignement sont les thèmes dominants[1].

MAGGIO STRISCIANTE

La contestation se radicalise au fil des mois et touche en 1968 de nombreuses villes universitaires. À Florence, dès le mois de janvier, le recteur démissionne à la suite des violences policières qui ont marqué les premières manifestations étudiantes. Dans la plupart des grandes villes, les affrontements avec les forces de l'ordre sont aussi vifs que fréquents. À Rome, au mois de mars, à la suite de l'évacuation de l'université et d'incidents avec la police, les étudiants se mobilisent massivement pour réclamer la réforme de l'université et marchent, rue Giulia, vers la faculté d'Architecture, fermée sur décision du recteur. Cette bataille, dite de la Villa Giulia, fera de nombreux blessés et restera dans les mémoires comme l'événement fondateur de la révolte qui gagne toute l'Italie.

Milan, décembre 1968.

La spécificité du « mai rampant », étendu dans le temps comme dans l'espace de la péninsule, est dans la rencontre en ces années-là des mouvements étudiant et ouvrier. Déjà au printemps 1968, il y eut des relations entre les étudiants et les ouvriers de quelques usines, en particulier Lancia à Turin et Saint-Gobain à Pise. Les relations deviennent peu à peu permanentes et produisent des formes organisationnelles démocratiques nouvelles, comme l'assemblée *operai-studenti* (ouvriers-étudiants) autour de la Fiat de Turin. Les tentatives syndicales pour « chevaucher le tigre du mouvement ouvrier spontané » conduiront, au cours des années suivantes, à la formation des conseils ouvriers dans les usines, une structure de démocratie directe.

AUTUNNO CALDO

Cependant les explosions de mécontentement se multiplient, débouchant souvent sur des heurts avec la police. En avril 1969 à Battipaglia, dans le Sud, une manifestation contre la fermeture de l'unique établissement industriel de la ville dégénère en affrontements entre manifestants et policiers, faisant deux morts parmi les premiers. À peu près dans la même période, les grèves contre les cadences de travail, pour l'augmentation des salaires et une diminution des heures de travail commencent à se multiplier chez Fiat à Turin. Le 3 juillet 1969, les syndicats déclarent une journée de grève générale sur un objectif extérieur à l'usine : la lutte contre la hausse des loyers. Les cortèges, rejoints par les étudiants, convergent sur l'usine de Mirafiori. Face à celle-ci, à l'entrée du Corso Traiano, de violentes bagarres éclatent avec la police. Les affrontements durent plusieurs heures et s'étendent à d'autres quartiers de Turin. Au même moment, les débrayages et les grèves se multiplient dans de nombreuses entreprises. À la fin du mois d'août, lorsque les travailleurs rentrent de vacances, les grèves reprennent chez Fiat, chez Pirelli et chez bien d'autres.

On ne saurait énumérer ici toutes les journées d'action des trois mois de l'« automne chaud » : les 11 et 12 septembre les métal-

lurgistes, le 16 la chimie et la métallurgie du secteur d'État, le 7 octobre grève des métallos à Milan, le 8 grève nationale du bâtiment et des métallos de Rome, le 9 octobre grève générale de la région Frioul-Vénétie julienne, le 10 octobre grève des métallos turinois, les 15 et 16 octobre grève à Milan contre la vie chère, le 17 octobre grève générale à Palerme, le 19 novembre grève générale contre la vie chère et violentes manifestations à Milan, le 28 novembre, manifestation nationale des métallos à Rome...

Anni di piombo

C'est le 12 décembre 1969 que se produit un funeste événement qui, mettant le mouvement ouvrier sur la défensive, amène les métallos du secteur privé – qui avaient été l'avant-garde du mouvement – à signer, le 21 décembre, un contrat collectif mettant un point final à cette saison de luttes et ouvrant la voie aux « années de plomb ».

Ce 12 décembre donc, une bombe éclate devant la Banque de l'Agriculture, sur la piazza Fontana, dans le centre de Milan, faisant 16 morts et une centaine de blessés. On accuse aussitôt l'extrême-gauche d'être à l'origine de l'attentat. Plus de 400 personnes sont arrêtées par les forces de police, dont le cheminot anarchiste Giuseppe Pinelli. Dans la nuit du 15 au 16 décembre 1969, il est défenestré du 4e étage du commissariat où il était interrogé. Les autorités tentent de faire croire alors à un suicide avant de conclure, en 1972, à « *une mort accidentelle*[2] ».

Il est malaisé de dénouer l'écheveau des complicités ayant conduit à l'élaboration et à la mise en œuvre de la « stratégie de la tension » dont l'attentat de la piazza Fontana est la première manifestation. On sait aujourd'hui, en raison notamment de révélations faites par l'OTAN[3] elle-même, que les services secrets états-uniens, l'appareil d'État italien et des organisations néofascistes se sont coalisés pour organiser des attentats – dont celui du 12 décembre 1969 – attribués par la suite à l'extrême-gauche.

Dans *Il Reichstag brucia ?* (*Le Reichstag brûle-t-il ?*), un tract distribué à Milan dès le 19 décembre – à peine une semaine après les attentats –, Gianfranco Sanguinetti et la section milanaise de l'Internationale situationniste dénoncent l'État italien comme responsable du massacre :

« *Devant la montée du mouvement révolutionnaire, malgré l'action méthodique de récupération des syndicats et des bureaucrates de la vieille et de la nouvelle gauche, le pouvoir se voit contraint de jouer la fausse carte du terrorisme. La bourgeoisie italienne de 1969 n'a plus besoin des erreurs des vieux anarchistes pour trouver un prétexte à la réalisation politique de sa réalité totalitaire. Mais elle cherche à se fabriquer toute seule un tel prétexte, en coinçant les nouveaux anarchistes dans une machination policière.* La bombe de Milan a explosé contre le prolétariat *: destinée à frapper les catégories les moins radicalisées pour les allier au pouvoir, et à battre le rappel de la bourgeoisie.* […] *La bourgeoisie italienne est la plus misérable d'Europe. Incapable aujourd'hui de réaliser sa propre terreur active sur le prolétariat, il ne lui reste plus qu'à tenter de communiquer à la majorité de la population sa propre terreur passive, la peur du prolétariat. Impuissante et maladroite dans la tentative d'arrêter de cette manière le développement du mouvement révolutionnaire et de se créer en même temps une force qu'elle ne possède pas, elle risque de perdre d'un seul coup ces deux possibilités.* […] *L'excès de faiblesse reporte la bourgeoisie italienne sur le terrain de l'excès policier; elle comprend que sa seule possibilité de sortir d'une agonie sans fin passe par le risque de la fin immédiate de son agonie. C'est ainsi que le pouvoir doit dès le début brûler la dernière carte politique à jouer avant la guerre civile ou un coup d'État dont il est incapable, la double carte du faux "péril anarchiste" (pour la droite) et du faux "péril fasciste" (pour la gauche) dans le but de masquer et de rendre possible son offensive contre le véritable danger : le prolétariat.*[4] »

Voilà une illustration limpide de la stratégie de la tension, qui vise à instaurer la terreur afin de renforcer l'électorat des partis de l'ordre. Entre 1969 et 1989, des milliers d'épisodes de violence enlèvent la vie à près de 500 personnes : les partis de l'ordre se succèdent au pouvoir.

Claude Rioux

1. Voir Lavabre, M.-C. et H. Rey, *Les mouvements de 1968*, Paris, Casterman-Giunti, 1998

2. Cet incident inspirera la pièce de Dario Fo, *Mort accidentelle d'un anarchiste* (1970).

3. En octobre 1990, à la suite des révélations du premier ministre italien Giulio Andreotti, l'OTAN a été obligée d'admettre l'existence du réseau « *Stay behind* », constitué de cellules paramilitaires clandestines disséminées à travers l'Europe de l'Ouest. Le réseau italien Gladio, dont l'implication dans l'attentat de la piazza Fontana est avérée, est la plus célèbre de ces cellules et la première à avoir fait l'objet de révélations.

4. Gianfranco Sanguinetti, *Du terrorisme et de l'État. La théorie et la pratique du terrorisme divulguées pour la première fois*, Paris, Le fin mot de l'histoire, 1979, p. 89-90.

Individualisme et radicalité du quotidien

Et si, davantage qu'un mouvement collectif, 1968 était d'abord un processus de radicalisation du quotidien ? Faut-il le rappeler ? En dehors de la Révolution des œillets au Portugal de 1974 et de la victoire des communistes vietnamiens en 1975, la décennie 1970 sera la longue attente d'un grand mouvement qui n'arrivera pas. Et puis, le néolibéralisme s'affirme avec Thatcher en Angleterre et Reagan aux États-Unis.

Radicalité du quotidien : prendre le quotidien à la racine. Lui donner sens par l'imagination. Aujourd'hui, la radicalité du quotidien de Mai 68 s'éclaire d'une étrange façon. En effet et si… Et si, avec sa radicalité du quotidien, 1968 avait été en avance sur le néolibéralisme ? Et si 1968 avait inventé une éthique de l'authenticité dont l'individualisme néolibéral n'est que la forme abâtardie, voire inversée ? Et si ce n'était que le manque d'assumer cette radicalité qui empêchait de dépasser le néolibéralisme ?

On est contre l'individualisme. Cela va de soi. Mais pourquoi ? Entrer dans l'individualisme n'est pas sortir d'un ordre communautaire, depuis longtemps révolu, c'est penser qu'avec son propre entendement, on peut non seulement s'acquitter de rôles complexes et diversifiés, mais encore qu'on peut les transgresser ou en tout cas se situer ailleurs. Entrer dans l'individualisme, c'est renoncer à un certain nombre de médiations qu'elles soient liées à la tradition ou à la croyance en la raison. C'est vivre dans l'immédiateté et prétendre, avec ou sans illusion, inventer ses propres valeurs.

Certes, le néolibéralisme s'appuie sur cet individualisme. Non seulement dans les pays du Nord, mais aussi dans les pays du Sud. Une mutation incroyable se produit en un quart de siècle. Partout l'individualisme est à l'ordre du jour. Mais tant au Sud qu'au Nord, l'individualisme est également une adaptation qui prend parfois des formes religieuses.

L'individualisme est le destin de notre époque. C'est notre pesanteur, mais c'est aussi notre liberté. L'individu est faible face au défi de se fier à son propre entendement. De le faire en dehors de la famille, en dehors de l'appartenance à un quartier, une ville ou à une nation, en dehors d'une communauté internationale autre qu'autoproclamée, en dehors d'une référence stable à la nature. L'individu peut crier à la catastrophe ou se mettre sous perfusion. Il peut également affronter ce défi. Non sans angoisse, mais également avec la conscience du mal politique qui ronge une planète où le tiers de l'humanité est chaque année réduit à subsister avec toujours moins.

Le défi est de forger, tout faible soit-on, son entendement non seulement par rapport à soi, mais par rapport au monde. L'émancipation dont l'individualisme est une face exige de se situer par rapport au monde. Non plus comme citoyen, mais comme individu. Est-ce un héritage de 1968 ? Je crois que dans les grands rapports sociaux, ce ne sont pas seulement les dominants qui ont l'initiative et la capacité d'invention. Mais au contraire, on passe souvent plus de temps à regarder ses chaînes qu'à s'en émanciper. Et de dire comme ce graffiti : « *Faute d'intérêt, demain n'aura pas lieu.* »

André Corten

1968 AU CINÉMA

IMAGES D'UNE RÉVOLUTION À VENIR

« Ce n'est pas une image juste, c'est juste une image. »
Jean-Luc Godard

Cela commence par une tache rouge. Puis, dans le silence, le titre apparaît : *Le fond de l'air est rouge*. Une voix hors champ nous saisit alors, celle de Simone Signoret : « *Je ne suis pas parmi ces gens qui ont vu* Potemkine *quand c'est sorti… Je me souviens… un grand marin moustachu qui criait…* » Au même moment, extrait du film d'Eisenstein, un carton surgit avec un seul mot : « *FRÈRES !* » Cet appel à la solidarité donne le ton au reste du film de Chris Marker et, pour une large part, à l'ensemble des films qui ont tenté de donner voix et images aux mouvements sociaux des années 1967-1974.

L'œuvre de Marker, cependant, se dégage du lot et nous semble emblématique de cette période, autant par son caractère monumental que par son thème : suivre l'évolution de la problématique politique dans le monde autour des années 1967-1970. Débuter alors ce texte sur le cinéma et Mai 68 en évoquant ainsi le long métrage de Marker, ce n'est pas sacrifier à un quelconque arbitraire, c'est plutôt lui emprunter son « fil conducteur » qui va de l'année du Vietnam à celle du coup d'État fasciste au Chili.

LES MAINS FRAGILES

Si l'année 1967 est celle du Vietnam et de la solidarité internationale contre l'agression états-unienne, solidarité illustrée par le film collectif *Loin du Vietnam* (avec, entre autres, comme réalisateurs, Chris Marker, Joris Ivens, Jean-Luc Godard et Agnès Varda) et les combats qui ébranlent l'Amérique latine (*L'heure des brasiers* de Fernando Solanas), elle représente aussi un moment fort de la remontée des luttes sociales dans les pays du Nord.

Classe de lutte, *du Groupe Medvedkine de Besançon, 1969.*

En France, deux grèves importantes vont défrayer la chronique : celle des chantiers de construction navale de Saint-Nazaire et celle de l'usine de textile de la Rhodiacéta à Besançon. Cette dernière fera l'objet d'un film : *À bientôt, j'espère*, réalisé par Mario Maret et Chris Marker. Cette production connaîtra une suite bien dans le ton de l'époque. Taxé de « romantisme », Marker aurait répondu aux grévistes : « *Le film que vous souhaitez finalement, mes enfants, c'est vous qui le ferez.* » Ce défi allait être relevé avec la formation à Besançon et à Sochaux (aux usines Peugeot) des groupes Medvedkine[1], collectifs ouvriers qui reprendront de leurs mains l'outil cinématographique afin de créer un cinéma militant. Cette rencontre inouïe entre deux mondes, celui des salariés et celui du cinéma, va déboucher, de 1967 à 1974, sur la production de pas moins de 14 films dont *Classe de lutte* (1969), racontant la création d'une section syndicale par une ouvrière, et *Sochaux, 11 juin 68* (1970), témoignage de la répression policière contre les grévistes de Peugeot au moment où le mouvement de Mai commençait à s'essouffler. Cette expérience, mal connue en son temps et aujourd'hui bien oubliée[2], esquissait cet alliage intellectuel/ouvrier que la plupart des mouvements de lutte de cette époque tentèrent d'atteindre avec plus ou moins de succès…

En parallèle aux travaux menés par les groupes Medvedkine, plusieurs productions ont été faites sur et pendant les événements de Mai. Une des plus connue, *La reprise du travail aux usines Wonder*, a été réalisée par Jacques Willemont et n'est, en fait, qu'un fragment de 9 minutes d'un film plus vaste sur la période. On y voit le retour au travail, le matin du 10 juin 1968, chez Wonder, après trois semaines de grève. Une jeune femme refuse de rentrer, criant qu'elle ne veut plus « *refoutre les pieds dans cette taule dégueulasse* ». Des responsables syndicaux tentent alors de la calmer en lui faisant comprendre qu'un « *grand pas* » a été malgré tout fait contre le patronat… Un étudiant gauchiste de passage jette de l'huile sur le feu. Rapidement, la voix de l'ouvrière est comme parasitée et noyée par ces interventions alors que les autres ouvriers reprennent la route du travail. Considéré comme « *la scène primitive du cinéma militant* », cette séquence connaîtra, en 1996, une suite avec le film-enquête *Reprise* de Hervé Le Roux, ce dernier tentant de retrouver les protagonistes du film originel avec l'espoir de rejoindre ultimement la jeune ouvrière. Celle-ci restera introuvable mais, dans le déroulement du film, on peut voir se dessiner une topographie des trajectoires collectives et individuelles de la France de 1968.

Par ailleurs, le vécu des mouvements de Mai a trouvé une forte représentation avec l'œuvre de William Klein, *Grands soirs et petits matins*, où sont filmés au jour le jour les débats improvisés dans la rue, les assemblées, les manifs et les barricades, le tout avec un brin d'humour et d'ironie. Plus sombre et concentré en bonne partie sur l'après-Mai, le film *Mourir à trente ans* de Romain Goupil (1982) donne une idée de l'évolution du gauchisme au travers de l'expérience d'un de ses amis, Michel Recanati, militant des Comités d'action lycéens puis responsable du service d'ordre de la Ligue communiste et qui devait se suicider en 1978.

L'ensemble de la production dont nous avons parlé jusqu'à maintenant tient du cinéma documentaire qui apparaît, semble-t-il, plus apte à restituer la geste et la parole politiques, non pas par une simple « capture » du réel au moyen de la caméra (cela, c'est le fantasme du journalisme « objectif »), mais au travers d'un travail de montage tentant de dégager les sens possibles d'une situation[3]. En somme, le documentaire constitue une « *machine à penser* » (Thierry Garrel), stimulant la réflexion et l'imaginaire et où il n'y a pas d'image « juste », mais juste un ensemble de sons et d'images à articuler selon un projet précis. Alors, *exit* le fictif ?

DE LA FICTION DE GAUCHE

Le problème de la fiction politique, c'est évidemment qu'elle met en spectacle le politique. Dès lors, comment traduire par ce moyen des mouvements qui, dans leurs ailes les plus radicales, voulaient mettre fin à la spectacularisation du monde ? Godard, avant 1968, avait tenté de briser l'envoûtement du spectacle cinématographique grâce à divers moyens formels : collages, détournements, citations, etc. Cela avait donné des films comme *Deux ou trois choses que je sais d'elle* (1966), *Week-end* (1967) ou alors, pour certains préfiguration de Mai, *La Chinoise*. Après 1968, Godard se lance dans l'aventure du cinéma militant, avec le

Babord24_p15-38.qxp 26/03/08 21:36 Page 35

groupe Dziga-Vertov, produisant entre autres *Ici ou ailleurs*, *Vent d'est* ou *Pravda*. En 1972, il revient à la fiction en mettant en scène, avec *Tout va bien*, une grève avec occupation d'usine. Filmer autrement et autre chose, la préoccupation est toujours là, avec un regard rétrospectif et critique sur les années précédentes.

Le compatriote de Godard, Alain Tanner, sera un autre cinéaste qui réussira à traduire, dans le champ de la fiction, le souffle corrosif des années 1960. Avec *Charles, mort ou vif* (1969), *La salamandre* (1971) et *Le retour d'Afrique* (1973), Tanner brosse un tableau des changements survenus, tant sur le plan collectif qu'individuel, que ce soit dans le refus des rôles sociaux, du travail salarié ou de nos rapports avec le Tiers-monde.

Les mains coupées

Que reste-t-il au bout de toutes ces images ainsi évoquées ? Un rêve enfoui avec de vaines espérances ? Pourtant, comme l'écrivait Marker dans son descriptif du film *Le fond de l'air est rouge* : « *Vaines ? C'est à voir… Dans le déroulement même de ces échecs, des actes ont été posés, des paroles ont été dites, des forces sont apparues qui font que rien ne peut plus être comme avant* [4]. » Cette rupture et les possibles qui en découlent, Alain Tanner les a filmés avec *Jonas qui aura 25 ans en l'an 2000* (1976). Les suites de 68 se sont incarnées en neuf personnages dont l'improbable rencontre (comme celles de ce mois de mai) dessine de nouveaux champs de lutte : l'écologie, l'éducation anti-autoritaire, le refus du travail aliéné ou la spiritualité. À la fin, Jonas est là, celui qui a été gobé par la baleine de l'Histoire mais recraché pour être prophète… de ce qui est à venir ?

CHRISTIAN BROUILLARD

1. Alexandre Medvedkine, cinéaste soviétique et « *inlassable militant communiste ayant pris part à la guerre civile et à maints chantiers,* [est] *aussi le concepteur du "ciné-train", une unité de production montée sur rails qui lui permit, en 1932, de parcourir la Russie en portant un regard propagan-diste et critique sur les vicissitudes du premier plan quinquennal* » (« Alexandre Medvedkine, la science du masque », *Le Monde*, 7 avril 2005). Le superbe documentaire *Le tombeau d'Alexandre* de Chris Marker (1993) lui est consacré.

2. Quelques films des groupes Medvedkine peuvent être visionnés en ligne sur les sites www.ubu.com et www.dailymotion.com.

3. « *Tout grand film est un documentaire* », disait Éric Rohmer.

4. Chris Marker, *Le fond de l'air est rouge*, Paris, Maspero, 1978.

Petite bibliographie sélective sur 1968

Baynac, Jacques, *Mai retrouvé*, Paris, Robert Laffont, 1978, 301 p. Baynac, tout en cernant le climat d'ensemble de ce printemps chaud, se concentre essentiellement sur l'action du Comité d'action travailleurs-étudiants de la faculté de Censier. Un avant-goût de ce que pouvait – ou pourrait – être l'autogestion généralisée de la société.

Bensaïd, Daniel, *1968. Fins et suites*, Paris, Éditions Lignes, 2008. Recueil des textes parus à l'occasion des trois derniers anniversaires de Mai 68 (1978, 1988, 1998), augmenté des quelques « tribunes » écrites au cours de la dernière année. Ces textes restituent la portée politique de Mai 68 et soulignent ce qui, aujourd'hui encore, fait sa force symbolique comme événement global.

Collectif, *Mai 68 par eux-mêmes*, Paris, Éditions du Monde libertaire, 1989, 239 p. Ensemble de témoignages, à partir d'un point de vue libertaire, avec d'anciens étudiants, des artistes, des ouvriers ou des femmes.

Daum, Nicolas, *Mai 68 : des révolutionnaires dans un village parisien*, Paris, Londreys, 1988, 281 p. Par-delà le fla-fla spectaculaire et la personnalisation du mouvement de Mai, l'auteur a décidé de donner la parole à ses anciens camarades du comité d'action du 3e arrondissement parisien. Une tranche de vie racontée par 18 personnes qui ont tenté de vivre au quotidien la révolution.

Delale, Alain et Gilles Ragache, *La France de 1968*, Paris, Seuil, 1978, 236 p. Un ouvrage de référence sur le Mai français avec, cependant, une omission de taille : aucune mention de l'action des Enragés de Nanterre, des situationnistes ou du Conseil pour le maintien des occupations…

Gitlin, Todd, *The Sixties : Years of Hope, Days of Rage*, New York, Bantam, 1987, 513 p. Le « mouvement » américain des années 1960, de la *Beat generation* aux grandes manifestations d'août 1968 à la convention démocrate de Chicago, en passant par la lutte pour les droits civiques et contre la guerre du Vietnam, le tout raconté avec force détails par un militant de l'époque.

Hamon, Hervé et Patrick Rotman, *Génération* (tome I : *Les années de rêves* [615 p.]; tome II : *Les années de poudre* [700 p.]), Paris, Seuil, 1987. Ce livre cumule bien des défauts : traitement biographique et personalisé consacrant une lecture générationelle de Mai 68, une approche très « fin des utopies ». C'est néanmoins une chronique détaillée des événements ayant le mérite de remonter jusqu'à la résistance à la guerre d'Algérie et de prolonger le récit dans les différentes ramifications et bifurcations de la « génération 68 » dans les années 1970.

Katsiaficas, George, *The Imagination of the New Left. A Global Analysis of 1968*, Boston, South End Press, 1987, 323 p. Comme son titre l'indique, cet ouvrage brosse un tableau d'ensemble des mouvements qui ont agité la planète en 1968. L'auteur y développe une analyse de « l'imaginaire » de la nouvelle gauche où il reprend, entre autres, certains concepts développés par Marcuse dont l'Éros comme composante de tout mouvement de transformation sociale.

Lavabre, M.-C. et H. Rey, *Les mouvements de 1968*, Paris, Casterman-Giunti, 1998, 127 p. Petit ouvrage qui donne un survol global et mondial des mouvements qui ont ébranlé l'année 1968 avec, en prime, pas mal d'illustrations et de photos intéressantes.

Lefebvre, Henri, *L'irruption : de Nanterre au sommet*, Paris, Syllepse, 1998, 224 p. Une analyse « philosophique » à chaud (écrite en 1968), un peu déroutante, car on y trouve peu de références chronologiques, mais très stimulante sur les possibles que le mouvement avait ouverts : autogestion, critique de la vie quotidienne et éducation.

Michel, Natacha, *Ô Jeunesse! Ô Vieillesse ! Mai 68, mai mao*, Paris, Les Conférences du Rouge-Gorge, 2002, 32 p. Cette plaquette (hélas introuvable) propose, en insistant sur l'apport des maoïstes, quelques traits marquants du soulèvement populaire, dont la crise des catégories marxistes traditionnelles, le refus de la division travail manuel/travail intellectuel et l'absence de peur devant l'affrontement. Une version énergique et électrisante du Mai français qui n'a rien à voir avec la maturité désenchantée des ex-maoïstes repentis.

Montier, Pascal, *Les situationnistes et Mai 68*, Paris, Éditions Ivrea, 1995, 307 p. Ce livre resitue Mai 68 dans l'ensemble de la pratique de l'Internationale situationniste de 1959 à 1972.

Ross, Kristin, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, trad. Anne-Laure Vignaux, Paris, Éditions Complexe, 2005, 251 p. Ouvrage brillant consacré autant au Mai 68 français qu'au large con-texte dans lequel s'inscrit l'événement (les décennies 1960-1970) et aux différentes manières dont les retours sur l'événement, au fil des premières décennies de l'après-1968, en ont fait oublier la dimension politique. Solide sur tous les plans.

Viénet, René, *Enragés et situationnistes dans le mouvement des occupations*, Paris, Gallimard, 1968, 320 p. Cet ouvrage comble la lacune du livre de Delale et Ragache en exposant en détail les positions et la lutte d'une aile la plus radicale du mouvement. Le livre comprend nombre de textes et de tracts inédits dont le pamphlet publié à Strasbourg en 1966, *De la misère en milieu étudiant*.

LES VERROUS DE 1968

D'innombrables allégations encombrent la mémoire de Mai 68, devenu pour certains la source par excellence des pires maux dont souffrirait notre société : hédonisme individualiste, narcissisme consumériste, repli des individus dans la sphère privée, atomisation de la société, censure du *politically correct*, supériorité des droits sur les devoirs, perte des valeurs communes au profit de la protection des minorités, dissolution des repères collectifs, dévalorisation des maîtres et des supérieurs, dispersion des familles, fantasme d'autofondation de soi, irresponsabilité de masse, hyperfestivité, maladies vénériennes, impératif de jouissance illimitée, impossibilité des transgressions et des interdictions au profit du règne de l'autorisation et de la permission – quelle faute n'a-t-on pas fait porter à 1968 ?

PAR MARTIN JALBERT

Les discours convenus sur l'événement et ses suites ont de singulières manières de juger rétrospectivement le passé au moyen de conséquences attribuées généralement à tort. Ces accusations entretiennent une machine interprétative largement dominée par les catégories forgées par la sociologie, qui agit parfois comme la discipline de l'ordre et de la pacification sociale. Elles nourrissent d'interminables procès qui réaffirment que la révolte collective aurait donné à la fois *trop peu*, sinon rien (une contestation juvénile sans contenu ni avenir), et *trop*, « l'esprit soixante-huitard » s'étant pernicieusement disséminé partout – comme les communistes jadis. Plusieurs de ces idées tenaces, brièvement examinées ici, ont en commun d'effacer la force politique des mouvements de 1968 et de verrouiller la possibilité de se l'approprier.

« Une affaire de génération »

Aspect apparemment anodin de la déformation dépolitisante de 1968, l'analyse sociodémographique – parfois tautologique : les jeunes se révoltent parce qu'ils sont jeunes – n'occulte pas seulement la puissance de l'événement qui a transformé un soulèvement étudiant en une large mobilisation populaire et qui a fait se rencontrer des gens de tous les secteurs socioprofessionnels et de tous les âges. Elle refoule surtout le fait que « *jamais les étudiants n'ont agi comme étudiants, mais comme révélateurs d'une crise d'ensemble, comme porteurs d'un pouvoir de rupture mettant en cause le régime, l'État, la société* » (Maurice Blanchot). Les mouvements de 1968 n'ont rien à voir avec la niaiserie selon laquelle les jeunes auraient exigé que la société leur fasse une place. Cette lecture borgne, fondée sur une triple assimilation : gréviste/enfant, contestation/lutte d'intérêts et effort de transformation du monde/conquête arriviste du monde, est aveugle au fait que Mai 68 a notamment été un mouvement global visant l'abolition des déterminations et des cloisons sociales qui attribuent des capacités à certains et des incapacités à d'autres. Quand les étudiants, en France, refusent de devenir les « *futurs cadres* » d'une société dont l'école reproduit les structures inégalitaires, quand ils disent, au Québec, que « *l'université est un fief de notables qui alimente une société de notables* », quand ils souhaitent abolir le « *privilège* » qui leur donne le temps et la possibilité de la réflexion afin que « *tout le monde puisse devenir privilégié* », ils invalident d'avance l'explication de l'enfant exigeant sa place au soleil. En tenant les discours pour des trompe-l'œil et en prétendant débusquer les causes inconscientes, la démystification sociologique nie ce qui contribue à mobiliser les gens : la puissance et le degré accru de vérité qu'acquièrent des mots avec lesquels des gens ont prise sur leur monde. C'est aussi ce qu'efface l'idée que les jeunes ont voulu régler des comptes avec les pères. Dans *La génération lyrique*, portrait délibérément provocateur des *baby-boomers* en enfants rêveurs et innocemment despotiques, François Ricard offre un exemple caricatural d'explication unique qui vient nouer solidement prolifération démographique (le fameux *baby-boom*), manière d'être collective et effort pour changer la vie, sans autre forme de médiation : « *on peut dire que les conditions qui rendront possibles les événements parisiens de Mai 68 se préparent dès la fin de la guerre, dans les maternités et les familles d'Amérique.* » En réduisant la politique et l'événement à un ensemble de déterminations et de donnés sociologiques qui rendent accessoires les choix et les raisons des protagonistes devenus simples pantins, cette vision reconduit l'idée qu'il n'y a pas de contingence historique ni d'événement, mais un processus nécessaire en vertu duquel, en dernière analyse, les choses se sont déroulées ainsi parce qu'ainsi elles devaient se dérouler. Cette interprétation du passé coïncide avec le discours de l'ordre qui répète que les choses ne peuvent pas ne pas aller autrement que comme elles vont.

« Une manifestation festive »

Cette réduction sert aussi à refouler les contenus politiques, à ne pas se mettre à l'écoute des raisons ayant pu mettre des gens en branle, sinon à les rendre nulles et non avenues en les tenant pour des prétextes de *happening*. Une telle stratégie de dépolitisation agit comme ce que Michel Foucault, au lendemain de 1968, appelait procédure d'exclusion ayant pour rôle de « *conjurer les pouvoirs et les dangers* [de la parole]*, d'en maîtriser l'événement aléatoire* ». Cette négation des raisons de la révolte est vieille comme la démocratie, connue au moins depuis l'association platonicienne du peuple anonyme avec ce « gros animal » qui, en usurpant les privilèges de la parole et de la pensée, reste guidé par les seules lois du plaisir et de la peine. Il n'en demeure pas moins que toute lutte contingente d'envergure suscite, au milieu du sérieux et de la rationalité, une indéniable exaltation, celle de vivre un moment où il semble possible de changer le monde, où quelque chose marche, se passe et donne lieu à des expériences, des rencontres, des partages et des espoirs nouveaux.

« Une révolution dans les mœurs »

Reprochant parfois à 1968 d'être allé trop loin en changeant les façons de s'habiller, d'être ou de ne plus être parents ou enfants de ses parents, de faire l'amour ou de vivre en couple, cette réinterprétation rétrospective oublie : 1. que la libéralisation des mœurs et les réformes sociétales étaient commencées avant 1968; 2. qu'elles se sont produites dans plusieurs pays industrialisés qui n'ont pas connu de soulèvement massif; 3. qu'elles ne sont pas non plus étrangères à tout moment révolutionnaire – la Révolution française a aussi été le lieu de changements dans la manière de s'adresser à son prochain, d'envisager le mariage et de s'habiller, quitte à ce que le tutoiement, le divorce, le port des pantalons par les femmes et leur toilette négligée choquent les bonnes âmes contre-révolutionnaires qui associaient révolution et dépravation. Si ces changements prouvent quelque chose, c'est peut-être la puissance de la logique émancipatoire qui s'est étendue à de nouvelles sphères d'activités humaines mises alors en rapport avec les structures de la vie collective. Il n'est pas improbable qu'ils aient été d'autres façons de vérifier la liberté, l'égalité et certaines idées selon lesquelles il est possible de vivre autrement et qu'abolir les aliénations signifie disposer psychologiquement et socialement de soi-même.

« Un mouvement sans horizon, sans visée »

Assurément, la mobilisation extra-parlementaire, partiellement anti-étatique, n'a pas établi de mode nouveau d'organisation collective ni servi de base à un pouvoir populaire. Mais il y a un saut substantiel à en inférer, comme Lipovetsky dans *L'ère du vide*, qu'il s'est donc agi d'un « *soulèvement cool* ». Le procès d'un mouvement en raison de son inaboutissement institutionnel ne saurait être confondu avec la réflexion informée sur les stratégies qu'il aurait été possible de déployer. En opposant « *une puissance de refus capable d'ouvrir un avenir* » à « *toute affirmation prématurée* » (Blanchot), Mai 68 a fait apparaître qu'il n'y a pas de solutions toutes faites pour la réalisation d'un monde plus juste. On peut radicaliser cette idée et considérer que ce n'est pas un horizon préétabli qui crée un mouvement massif, mais l'horizon qui suit le mouvement. Sans doute a-t-il fallu, en 1789 ou 1871, que soit expérimenté un mode inédit de décision commune pour que s'élèvent de nouvelles possibilités, de nouveaux acteurs et de nouveaux horizons. Comme l'écrit Jacques Rancière, « *c'est l'action démocratique qui crée son horizon utopique* »; ce sont les « *dynamismes de pensée et d'action* […] *qui créent des fins historiques en bouleversant la carte de ce qui est donné, de ce qui est pensable et donc de ce qui est imaginable comme objectif d'une certaine stratégie* ». Sur les actions et les inventions de 1968 pouvaient naître de

> « *Mai 68 a été un moment foncièrement politique où ont volé en éclat le silence, l'adhésion, la résignation et l'obéissance à force desquels se maintiennent le consensus communautaire, la paix sociale et la communion avec les valeurs communes.* »

nouveaux projets qui n'ont pas vu le jour, de nouvelles espérances malheureusement cassées par les forces de reconduction de l'ordre et des structures établies, y compris partisanes et syndicales.

« Tout tout de suite », « interdit d'interdire », « jouir sans entrave »

L'outrance sert beaucoup aux adversaires de Mai qui ne voient dans ces graffiti que les signes de l'hédonisme en éveil, jamais une critique de l'arbitraire des contraintes, de la résignation docile au strict donné et de l'impératif du travail et de la productivité *sans entrave*. L'insistance exagérée sur ces mots, sans doute restés secondaires dans l'événement (« *J'attachais peu d'importance à ces slogans,* se rappelle Martine Storti*, je les jugeais, malgré leur radicalité* →

Les barricades et leurs légendes

Les réinterprétations de Mai 68 travaillent partout, y compris sur le terrain apparemment anodin des légendes qui accompagnent les photographies de l'événement et qui donnent des significations opposées au visible.

1. En mai à Paris, on rejoue l'histoire révolutionnaire passée dans un laps de temps extrêmement court. Des étudiants qui sont d'une nouvelle génération remettent en scène à la fois la Libération, la Commune de Paris... Quant aux révolutionnaires les plus sacrificiels, ils rejouent sur un mode mythique tout le passé d'aventure des générations antérieures.

2. Les barricades transforment la rue en espace festif où les gauchistes exaltés, futurs *baba cool*, juvénilement haineux de la société du profit, montrent bien que Mai 68 n'est que l'*éruption de la fin* des activismes utopiques, un tantinet cabotine, de l'agitation révolutionnaire finissant en comédie[1].

3. Si les barricades de 1968 ont aussi une portée symbolique, si elles révèlent la mémoire vive de certaines luttes du passé, c'est que le présent est tissé de différentes temporalités et que tout événement a ce pouvoir de réactualiser les potentialités, les stratégies, les formes ou les espoirs des luttes d'hier.

1. Fortement inspiré de Marc Angenot, *D'où venons-nous ? Où allons-nous ? La décomposition de l'idée de progrès*, Montréal, Trait d'union, 2002.

Boulevard Saint-Germain, Paris, mai 1968

apparente, peu révolutionnaires. Je pensais que la société pourrait digérer ces provocations mais pas "le pouvoir aux travailleurs" »), contribue surtout à passer sous silence les raisons fondamentales ayant amené plus de neuf millions de gens à arrêter de travailler sans salaire et qui ne relevaient probablement pas d'un désir de jouissance illimitée.

« Éveil de l'individualisme »

Cette idée est une pièce importante du procès fait à un événement où le couple individu/collectivité est resté peu opérant. Au détriment de l'intérêt général, de la citoyenneté « *de droits mais aussi de devoirs* », du partage des valeurs collectives et de communion avec les institutions, Mai 68 aurait favorisé le narcis-sisme apathique et apolitique, le repli dans la sphère privée et l'atomisation de la société. Difficile de ne pas lire dans cette déploration des méfaits de l'individualisme, associés à une lutte collective, la « *haine de la démocratie* » analysée par Rancière. À la théorie libérale de l'État totalitaire dévorant les individus, elle substitue une critique des individus dévorant l'État; à la critique des structures globales de la société de consommation, elle préfère une critique des individus égoïstes et consommateurs coupables de la ruine de la politique et du bien commun. Cette lecture sociologique est l'arrière-petite-fille de la pensée contre-révolutionnaire de la Restauration pour qui la Révolution française était, comme le rappelle Rancière, la grande responsable de la dissolution « *des croyances collectives* » et « *des vieilles solidarités qu'avaient lentement tissées monarchie, noblesse et Église* ». Il était tout naturel que Mai 68 soit tenu pour la cause de ces supposés excès contemporains : il a été un moment foncièrement politique où ont volé en éclat le silence, l'adhésion, la résignation et l'obéissance à force desquels se maintiennent le consensus communautaire, la paix sociale et la communion avec les valeurs communes. Mai 68 a d'abord été une sortie hors de l'individualisme.

« A imposé le relativisme intellectuel et moral »

Cette version suppose une transformation sémantique pernicieuse de la notion d'égalité, à la base de la démocratie, l'une et l'autre assimilées au « nivellement » et à l'« uniformisation ». Ces synonymes sous-jacents nourrissent les discours contre le relativisme qui postulerait que tout se vaut, bien et mal, vrai et faux, beau et laid. L'égalité politique est ainsi déformée, prise en otage, dépolitisée, amenée sur des terrains qui lui sont plutôt étrangers : ceux de la morale et du jugement de goût. Où prend-on, sinon dans cette confiscation symbolique, que les luttes historiques contre les structures fortement hiérarchisées (administrations, entreprises, partis) et les autorités rigides (famille, école, armée) sont des refus de toute hiérarchie des valeurs ? Par ailleurs, on voit parfois le spectre de 1968 dans les réformes de l'éducation, qui ont placé l'étudiant au centre de la classe et contesté la transmission des savoirs. Cette équation n'est énonçable qu'à condition de décontextualiser radicalement la critique du savoir et de l'autorité académique à l'œuvre en 1968. Quand, à Nanterre, les étudiants exigent « *la fin de la faculté des oies gavées* », ils revendiquent un savoir critique pour penser le monde. Ce faisant, ils posent un diagnostic sur leur situation qu'ils connaissent bien et dont rend compte Jean-Franklin Narodetzki, qui, en arrivant à l'université, pense « *entrer dans un lieu de découverte et de libre réflexion* », alors qu'il y découvre « *la médiocrité autoritaire des enseignants, leur enseignement soporifique* […]*, l'infantilisation des étudiants, l'arbitraire, la hiérarchie, la contrainte et le contrôle omniprésents* ».

« Tremplin du néolibéralisme »

Cette idée accompagne souvent la précédente : le relativisme « *a préparé le terrain au capitalisme sans scrupule et sans éthique* » (Sarkozy). Plus qu'un sous-entendu démobilisant – votre lutte pourrait bien favoriser ce que vous combattez –, ce tour de force rhétorique dédouane la quête des profits et l'esprit de lucre, pour lequel il n'y a rien qui ne soit moyennable, en attribuant leur amoralité fondamentale à la lutte pour un monde plus juste. Les coupables, ce seraient ceux qui cherchent à changer un système fondé sur l'exploitation, non les forces qui assurent sa reconduction et son développement. Les étudiants et les grévistes auraient ainsi accéléré le capitalisme, au lieu de le freiner momentanément, de le contester et le mettre à mal dans l'esprit d'innombrables personnes. La persistance du capitalisme dans l'après-1968, au même titre que la société de consommation, n'aurait pas pour cause l'échec d'un soulèvement de masse et son refoulement, mais une réussite involontaire. On croirait à tort que cette condamnation émerge d'une véritable contestation du néolibéralisme. Elle ne s'accompagne d'aucune considération sur l'exploitation des gens et sur un système à changer. Elle intervertit plutôt causes et effets : à la place d'un système de domination responsable de l'état que subissent les individus, ceux-ci deviennent coupables de l'état du monde et du capitalisme effréné.

* * *

Pour nous, et on l'a vu dans ce dossier, 1968 est tout autre chose que ces lieux communs qui, agencés selon d'innombrables combinaisons, prennent en otage une série d'événements foncièrement politiques. La possibilité d'hériter des luttes du passé, de s'approprier leurs potentialités émancipatrices et de leur donner un avenir suppose souvent de faire sauter ce qui verrouille leur mémoire. Ce que nous espérons, ce n'est pas le moment où tous s'entendraient sur la vérité historique restaurée, mais celui où la mémoire de 1968 trouvera une nouvelle pertinence et de nouvelles résonances, où sa force propulsive sera réactivée dans une lutte qui amènera des gens à se rencontrer sur la base de l'espoir en un monde nouveau plus juste.

Martin Jalbert

Panser Mai 68

De Mai 1968, je garde une impression étrange. Les photos du *Paris Match* nous montrent le chaos et ma grand-mère gaulliste, terrifiée, appelle de Caen ma mère à Montréal, pour lui faire part des activités de mon grand frère Patrick, qui fait des études, quand il ne vend pas de la came. Il lit trop, pense ma grand-mère. Et surtout Platon.

Tout rentre dans l'ordre, mais je ne sais comment. J'ai d'autres choses en tête. J'ai sept ans.

Mon frère meurt jeune. Il se drogue, il boit, il délire. Une nuit de 1997, il ne se réveille pas. C'est un enfant de Mai 68, un garçon de la *beat generation*. De lui, on ne parle pas.

De Mai 68, je garde aussi des souvenirs de mai 1979. J'ai 18 ans. Je passe mon bac dans un « lycée français à l'étranger », à Montréal… Pour cette dernière année à l'école, j'ai un prof de philo, monsieur Bourdeau : un soixante-huitard venu de France, qui nous fait lire Marx et qui nous parle des nouveaux philosophes. Il fume en classe des Gitanes ou encore bourre longuement sa pipe. Il nous demande parfois en plein milieu du cours de faire silence, de penser à un problème qu'il vient de soulever. « *Pensons* », dit-il. Nous étouffons des rires moqueurs. Au début, comme les autres, j'ai envie de ricaner. Comment peut-il croire que des filles de 16 à 18 ans vont se mettre à penser quand on leur donne l'occasion de ne rien faire ? Mais rapidement, pendant ces minutes d'angoisse, je me mets à penser. Je ne sais pas à quoi je pense. J'essaie pourtant. Je tente de devenir une intellectuelle, un esprit libre, comme il dit. Je pense…

La confiance de Bourdeau en notre liberté me touche. Je me plonge dans Marx, Platon, Rousseau, Sartre, Auguste Comte et puis John Stuart Mill. Nous lisons aussi Machiavel et puis nous pensons, sans aucun dogmatisme. La classe est un espace d'expérimentation, de liberté. Nous savons que nous devons passer le bac, mais monsieur Bourdeau nous fait oublier cette contrainte, durant les neuf heures de philo que nous avons chaque semaine. Nous arrêtons le temps, malgré les contraintes de « la boîte à bachot » qu'est devenu mon collège. Pour penser.

Je pense à la liberté de penser.

J'ai beaucoup de choses en commun avec mon grand frère Patrick, victime de son temps. Il me semble que pour lui, pour sa pensée libre, le monde était terrifiant et qu'il fallait y mettre le feu. Tout détruire et en finir vite. C'est cela Mai 68 pour moi, mais c'est aussi cet autre grand frère, Michel Bourdeau, qui me dit : « *Mais non, ce n'est qu'un problème. Il faut simplement penser.* » Alors, je me tais et j'essaie de penser.

Catherine Mavrikakis

ISRAËL

Relogement des Bédouins

Compliquée, la guerre du Proche-Orient ? Pierre Stambul[2] en revient et raconte : il y a 5 millions d'Israéliens et 5 millions de Palestiniens entre Méditerranée et Jourdain. Les premiers jouissent de plus de 90 % de l'espace et les autres survivent dans des réserves. Visite chez les Bédouins du Néguev[1].

J'ai commencé mon dernier voyage en Palestine chez les Bédouins du Naqab (Néguev en hébreu). Ils vivent depuis des siècles dans ce désert qui s'étend de la Cisjordanie et Gaza jusqu'à la mer Rouge. Dès 1950, le gouvernement israélien les a chassés de la quasi-totalité des zones où ils menaient leur vie de nomades, pour les regrouper au nord, dans le triangle Beersheba-Arad-Dimona. Dans la foulée, les Israéliens se sont emparés de presque tout le Néguev, où ils ont implanté des kibboutz et des villes nouvelles (essentiellement peuplées de pauvres, c'est-à-dire de Juifs venus du monde arabe). La sédentarisation des Bédouins dans des immeubles ayant échoué, l'État a eu l'idée géniale de créer une entité hybride : le « village planifié ».

Il y a aujourd'hui 180 000 Bédouins dans le Néguev. Un tiers d'entre eux vivent dans un des sept villages planifiés. Les autres habitent des villages ou des hameaux « non reconnus ».

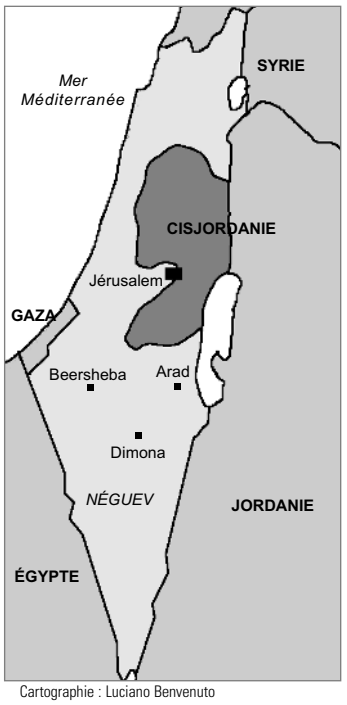
Nous avons séjourné dans un village planifié, entre Beersheba et la Cisjordanie. Laqya a le goût et la texture d'un village, mais… c'est autre chose. La maison de notre hôte, un des animateurs du « conseil régional des villages non reconnus »[3] a été déclarée illégale.

Les Bédouins forment 28 % de la population de la province de Beersheba, mais occupent moins de 1 % de la superficie. Leurs terres ont été systématiquement confisquées sous divers prétextes. On compte 45 villages non reconnus, comptant de 500 à 5 000 habitants. Non reconnu, cela implique pas d'eau, pas d'électricité, pas de route, pas d'école, pas de ramassage des poubelles. Interdiction formelle de construire en dur : ces villages sont des bidonvilles. Souvent les Bédouins dissimulent des blocs de ciment sous la tôle ondulée pour aménager des espaces de vie plus solides. L'an dernier, les autorités ont démoli 270 maisons « illégales » dans ces villages.

« L'État d'Israël ne reconnaît aucun droit de propriété des Arabes du Néguev sur leurs terres ancestrales, alors qu'à l'époque du mandat, les Britanniques reconnaissaient le droit coutumier. On exige aujourd'hui de nous des actes de propriété qui n'ont jamais existé. » Celui qui parle est un vieux Bédouin qui nous reçoit en grande pompe, avec d'énormes plateaux de fruits, sous la tôle. C'est un spécialiste de renommée mondiale de l'élevage du dromadaire. Il est citoyen israélien et, à ce titre, a participé à plusieurs congrès internationaux au Kénya, au Kazakhstan… Il habite une cabane au milieu d'une casse automobile transformée en pigeonnier.

Il y a 50 ans, à Ramat Huvav, au sud de Beersheba, les autorités ont dit aux Bédouins qu'on avait temporairement besoin de leurs zones de pâtures. Ils n'ont plus jamais été autorisés à revenir. Leur village non reconnu est encerclé. D'un côté la centrale électrique de Beersheba, hyperbruyante : les Bédouins n'ont pas l'électricité, mais ils sont obligés de dormir avec des boules dans les oreilles. De l'autre une mine et une usine très polluantes, à l'origine de nombreuses maladies.

Les Bédouins ont la nationalité israélienne. Ils ont le droit de manifester, mais se sentent isolés. Le gouvernement a nommé une commission de « spécialistes » à sa botte, qui



Cartographie : Luciano Benvenuto

constate systématiquement que la loi est violée par les protestataires. *« Notre conseil des villages non reconnus intente des procès, propose des plans de développement alternatifs, pour une solution juste »*, explique un de nos hôtes. *« En vain : en face de nous, il n'y a que répression. Les habitants de nos villages sont fichés et considérés comme des squatters. »*

Il paraît qu'Israël est un État démocratique.

Démocratie pour les Juifs, et encore… La répression frappe de plus en plus durement les militants anticolonialistes (refuzniks, manifestants contre le Mur…). Mais quand on est « Arabe »[4], on n'est plus rien. *« Ils me disent que je viole la loi »*, tempête le vieux chamelier. *« Quelle loi ? Nous avons toujours vécu ici. »*

La notion d'État juif est un cauchemar : une disposition raciste qui transforme les non-Juifs israéliens en sous-citoyens. Et les Juifs vivant hors d'Israël ont un choix très réduit : se faire complice de cet apartheid instauré en leur nom ou être un *« traître ayant la haine de soi »*. J'ai choisi le deuxième terme de l'alternative, sans la haine. ➲

PIERRE STAMBUL

1. Cet article a d'abord paru en France dans le journal mensuel *CQFD*, No 53, février 2008, page 4. Le journal a pignon sur Internet : www.cequilfautdetruire.org.

2. Membre du bureau national de l'Union Juive Française pour la Paix.

3. Ce conseil a été fondé en 1997. Chaque village y envoie ses représentants.

4. « Arabe » entre guillements, parce que les appellations abondent :Palestiniens d'Israël, Arabes israéliens, Palestiniens de 48… Les Bédouins disent : *« Nous ne sommes pas assez arabes pour les Arabes, pas assez palestiniens pour les Palestiniens, pas assez israéliens pour les Israéliens… »* Dans les 5 millions de Palestiniens, on inclut les Bédouins, les Druzes, les Chrétiens, et ils ont des statuts différents (Palestiniens d'Israël, de Jérusalem, des zones A, B ou C…).

Union européenne

La démocratie encore mal traitée

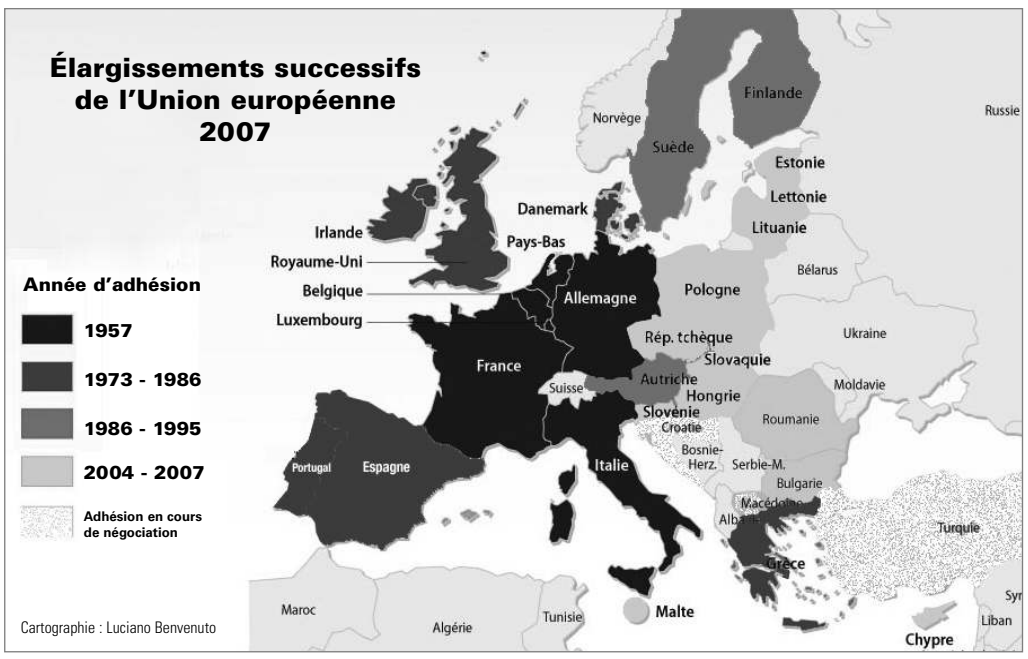
Le 13 décembre 2007, les chefs d'État et de gouvernements de l'Union européenne (UE) ont signé le « traité modificatif » censé remettre sur pied une construction européenne qu'ils estiment grippée par le double « non » de la France et des Pays-Bas au Traité constitutionnel européen (TCE). Dans une relative discrétion médiatique, ce texte est largement présenté comme une série d'aménagements techniques destinés à simplifier le fonctionnement de l'Union et comme l'unique moyen de sortir du blocage, tout en répondant aux exigences des votes français et néerlandais de 2005. En réalité, ce texte, qui ne présente que quelques améliorations à la marge du fonctionnement de l'UE, ne répond nullement aux exigences démocratiques minimales, renforçant l'UE dans son caractère de machine à écarter les peuples de la décision publique.

Présenté comme une *« simplification »* du fonctionnement de l'UE, le texte est illisible : modifiant et rebaptisant deux traités antérieurs, il se présente comme un paquet de plusieurs centaines de pages avec 297 modifications des traités existants, 12 protocoles et quelques dizaines de déclarations ayant la même valeur juridique que les traités.

La genèse de ce texte vaut d'être rappelée : la déclaration commune des gouvernements de l'Union, adoptée à Berlin lors des célébrations du cinquantenaire du traité de Rome, se fixait comme objectif *« d'asseoir l'Union européenne sur des bases communes rénovées d'ici les élections au Parlement européen de 2009 »*. Tout devait donc être fait pour que les élections européennes ne soient pas un moment de débat politique sur l'avenir de l'Union. Le Conseil européen des 21 et 22 juin a confirmé cet agenda. Il a du reste reproduit les pires moments de la construction européenne en offrant le spectacle d'une négociation à huis clos dont, une fois de plus, les termes échappaient aux citoyenNEs de l'Union.

En deux mois à peine, tout a été bouclé. La rapidité avec laquelle cette affaire a été bâclée en dit long sur la conception de l'Europe et de la démocratie qui anime les dirigeants européens. Le double « non » français et néerlandais au TCE était, entre autres choses, un refus de la méthode avec laquelle l'Europe avait été construite : négociation secrète entre États, absence de transparence sur le contenu des enjeux, refus du débat public.

On aurait pu croire qu'à la suite de l'épisode du TCE, les gouvernements allaient au moins ne plus reproduire ce type de comportements. C'est le contraire qui a eu lieu et nous assistons à la manifestation d'une volonté d'exclure les citoyenNEs européenNEs de tout débat sur l'avenir de l'Union. Visiblement, le double « non » a à ce point effrayé les dirigeants européens qu'ils ne veulent plus prendre le moindre risque : tout doit être fait très vite pour prendre de vitesse une éventuelle réaction citoyenne. Et évidemment, on pourra compter sur les doigts de la main les gouvernements qui oseront faire ratifier un tel traité par référendum. La France n'en fera pas partie, a d'ores et déjà décidé le nouveau président de la République.



La concurrence, envers et malgré tout

Cela suffirait déjà au rejet de ce texte. Mais ce rejet est également motivé par le fait que son contenu se trouve dans le prolongement des orientations antérieures. Le « traité modificatif » modifie les deux traités existants, le Traité sur l'Union européenne (TUE) et le traité instituant la communauté européenne qui prend le nom de « Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne » (TFUE)[1]. En effet, certains points diffèrent du texte du TCE rejeté en France et aux Pays-Bas. Par exemple, le préambule du TCE a été modifié par l'ajout d'un considérant qui indique que l'Union doit s'inspirer de l'héritage religieux de l'Europe. Si une telle référence devait persister, ce serait une victoire pour les courants obscurantistes et un recul idéologique très important. Sur des points essentiels – concurrence, politique commerciale, le rôle de la BCE notamment –, le texte est une copie conforme du TCE.

Concernant la concurrence, on se souvient que son rejet a largement motivé le « non » en France. Avec le nouveau texte, même si la presse a fait grand cas du « succès » remporté par Nicolas Sarkozy qui a obtenu que l'expres-

sion « concurrence libre et non faussée » n'apparaisse pas comme un objectif de l'Union, celui-ci reste présent dans nombre d'articles des traités, et notamment le Protocole n° 6. Par ailleurs, le libre-échange généralisé demeure au cœur des politiques européennes. Dans ce cadre, les services publics (appelés « services d'intérêt général ») risquent d'être mal protégés de la concurrence, à défaut d'une définition précise qui permettrait clairement d'exclure certains biens et services de la sphère marchande. Le traité modificatif ne touche pas à la liberté de circulation des capitaux, non seulement entre les États membres, mais aussi entre ceux-ci et des pays tiers. L'unanimité des États reste requise pour toute mesure visant à restreindre la libéralisation des mouvements de capitaux. En ce qui concerne la question de la défense commune de l'Union, elle n'est envisagée que dans le cadre de l'OTAN. De surcroît, *« les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires »* (art. 27-3 TUE), ce qui revient à encourager la course aux armements. Par ailleurs, au nom de la lutte contre le terrorisme, les interventions militaires à l'étranger sont encouragées.

Et la démocratie dans tout ça ?

Un point positif peut toutefois être noté concernant le fonctionnement de l'UE, dans la volonté manifeste de renforcer le rôle des Parlements, aussi bien européen que nationaux. Ceux-ci peuvent, à plusieurs, s'opposer à l'application d'un texte européen, forçant à son réexamen. Toutefois, ils ne se déterminent pas sur le fond du projet mais sur sa conformité au principe de subsidiarité. Le rôle du Parlement européen est accru par une augmentation significative des domaines relevant de la codécision avec le Conseil, ce qui est un pas en avant intéressant.

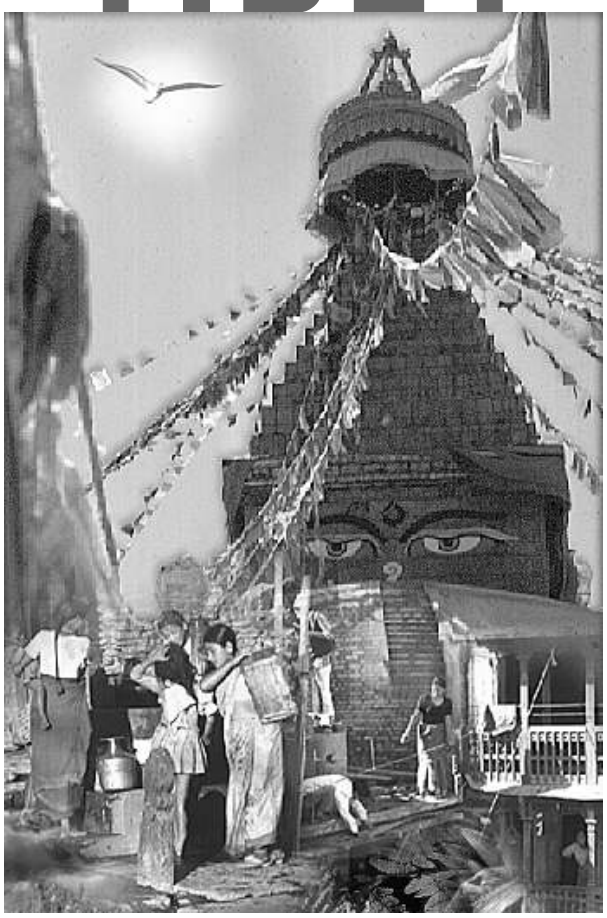
Il est cependant difficile de voir en ce traité de véritables avancées de la démocratie. Comme l'a dit Valéry Giscard d'Estaing, *« les gouvernements européens se sont ainsi mis d'accord sur des changements cosmétiques à la Constitution pour qu'elle soit plus facile à avaler. »* Voilà bien le problème : deux peuples souverains (n'y en aurait-il eu qu'un que cela ne changeait rien) ont voté et voici que revient un texte largement identique, voire aggravé.

Ce texte, selon ce qu'annoncent les dirigeants des pays membres, ne sera pas soumis à des référendums, sauf en Irlande où la Constitution ne laisse aucune échappatoire. Sur l'impulsion du président Sarkozy, la France se flatte de laver l'affront du référendum du 29 mai en ratifiant parmi les premiers un texte refusé par les FrançaiSES, et ce, par voie parlementaire. Ce faisant, le chef de l'État français qui a, de par sa fonction, la charge de la protection de la Constitution, commet une forfaiture. En effet, il va à l'encontre d'un principe fondamental, celui de la souveraineté du peuple, source de toute légitimité politique. ➲

PIERRE KHALFA ET FREDERIC VIALE

1. Rappelons que le Traité sur l'Union européenne (TUE) est le traité de Maastricht modifié par ceux d'Amsterdam et de Nice et que le traité instituant la communauté européenne (TFUE) est celui de Rome modifié par les traités successifs depuis 1957.

TIBET



Lassés les moines

Que le Tibet soit agité par une crise avec la Chine n'a rien de surprenant. Ce qui l'est par contre, c'est la façon par laquelle la cause tibétaine se retrouve au centre des enjeux de la mondialisation actuelle et, par le fait même, la manière dont cette cause est perçue par les puissances étrangères.
Annexé depuis 1950 par la Chine, puis occupée par l'armée communiste en 1959, ce qui obligea l'exil du Dalaï-Lama en Inde, toutes les véléilités d'autonomie du peuple tibétain (politique ou même culturells) ont été réprimées brutalement que ce soit en 1989 ou aujourd'hui en 2008.

eux de la communauté internationale comme une province chinoise réprimée en 1989 et aujourd'hui en 2008, le Tibet est animé par des secousses automomistes

le Tibet est aux yeux des Tibétains un territoire occupé par les Chinois dont

Rencontre des femmes au Chiapas

« La commandante Ramona et les zapatistes »

La rencontre des femmes zapatistes avec les femmes du monde a eu lieu dans le contexte d'une série de rencontres internationales en territoire zapatiste. Plus de deux mille personnes se sont déplacées au *Caracol la Garrucha*[1] du 28 au 31 décembre dernier pour y assister. L'événement, qui portait le nom de la commandante Ramona afin d'honorer la lutte de cette femme, visait à partager l'expérience des femmes zapatistes, ce qu'elles firent lors de plénières non mixtes traitant de divers sujets dont la vie des femmes avant et après le soulèvement zapatiste, l'organisation à travers la santé, l'éducation, le commerce et l'agriculture, les jeunes filles zapatistes et la participation des femmes à *La Otra Campaña*[2].

« Nous sommes propriétaires de tout ce qui nous a été enlevé »

La vie que menaient avant 1994 les femmes zapatistes reste pour elles le point d'ancrage leur permettant de reconnaître le travail qu'elles ont accompli, les luttes qu'elles ont menées et gagnées, en tant que femmes, autochtones et *campesinas*. Avant 1994, l'organisation sociale et politique au Chiapas était marquée par la domination des propriétaires terriens, métis et blancs. Les femmes ont raconté que les autochtones vivaient *« dans un état de semi-esclavage »*, *« traitéEs comme des animaux »*.

Elles ont fait part de ce que signifiait pour elles cette situation, des abus, des violences physiques, psychologiques et sexuelles qu'elles subissaient. En plus de travailler pour les patrons, les femmes devaient s'occuper de leur maison, de leurs enfants et de leur mari. Elles ont parlé du manque d'accès à des soins, à l'éducation et comment cela se répercutait dramatiquement sur la vie des femmes et des filles.

« Nous sommes en train de construire la rébellion »

Tout au long des plénières, les zapatistes ont expliqué leur cheminement vers la liberté et comment celui-ci a pris plusieurs visages : *« On s'est rendu compte que depuis plus de 500 ans, on vit humiliation et exploitation. On doit s'organiser comme femmes et résister devant les menaces de l'ennemi. »* Le soulèvement de 1994 a mené leur lutte à un niveau de reconnaissance locale, nationale et internationale : *« Avec ce sang, nous nous sommes réveillées. »*

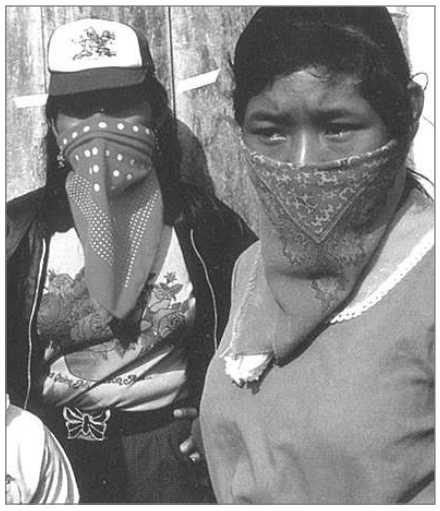
Elles ont développé des liens avec les insurgéEs, en leur offrant aide et appui. Plusieurs femmes ont pris le chemin de la clandestinité en devenant miliciennes au sein de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN). Elles ont appris à lire et à écrire, sur les luttes d'ici et d'ailleurs, et à manier les armes. Dès les débuts, elles ont cherché à transmettre leurs connaissances aux autres femmes : *« C'est ainsi que nous avons appris dans nos luttes humbles et sensibles à semer les germes de la lutte actuelle. »*

Parallèlement à leur participation au sein de l'EZLN, l'organisation en coopératives de travail a représenté pour les femmes de nouveaux espaces de résistance. Elles ont raconté comment ces espaces ont permis de consolider leur organisation, tant au niveau économique que social, en ouvrant par exemple la voie au partage d'expériences et de réflexions collectives sur les conditions de vie des femmes.

Plus encore, la *Loi révolutionnaire des femmes*[3] a grandement accru la participation des femmes, tenue pour l'un des processus clés de la lutte zapatiste : *« Nous les femmes avons compris que nous devons participer à tous les niveaux. »* Leur croissante participation se traduit notamment par le fait qu'elles occupent de plus en plus des charges politiques[4]. Elles font généralement un travail de conseillères et de coordinatrices afin d'assurer le suivi des projets et la résolution des conflits[5]. Ce changement est important pour elles : *« Parce que nous avons le droit de nous organiser et pour que les hommes et le mauvais gouvernement le reconnaissent. »* Affirmant que ce processus de participation politique est parfois difficile, les femmes ont expliqué que la solidarité entre elles est un élément important.

Certaines ont parlé de la difficulté à faire valoir leur travail dans la communauté, à être respectées pour ce qu'elles font, pour leurs responsabilités politiques, sociales ou communautaires. Leur lutte,

Babord24_p39-60.qxd 25/03/08 07:45 Page 43



dès le début, pour occuper des lieux politiques n'a pas été facile. Parfois, les hommes ne voulaient pas écouter, dirent-elles, mais peu à peu, des changements se sont opérés. Cette rencontre a ainsi été un exemple des moyens qu'elles mettent en œuvre afin de s'organiser : *« Parce que nous devons toutes et tous lutter. Les hommes ont besoin des femmes et vice versa. Ce que nous cherchons, c'est l'égalité entre les hommes et les femmes. »*

Dans le processus d'autonomie du mouvement zapatiste, le projet d'éducation autonome[6] reflète bien comment se concrétisent les droits des femmes. Elles ont expliqué que ce projet cherche la pleine participation des filles, cherchant à les éduquer à connaître leurs droits pour qu'elles ne soient pas discriminées. Sur cette question, des filles zapatistes âgées d'environ dix ans ont pris la parole à leur tour pour décrire leur vie quotidienne.

« Mais nous allons lutter, car nous gagnerons »

La rencontre s'est terminée avec les paroles de quelques commandantes qui rendaient hommage à la commandante Ramona et évoquaient les années à venir : *« Alors, il faut être plus fermes et continuer cette lutte. Cette rencontre sert à cela, à nous donner du courage. On ne va pas rester dans la peur, nous allons lutter. Continuer avec ceux et celles qui veulent des changements, ici et ailleurs. »*

Les femmes zapatistes ont ensuite laissé la place à la participation de dizaines de femmes de collectifs et d'organisations du Mexique et d'ailleurs. Le souci des zapatistes de transmettre leurs expériences et d'écouter celles des autres femmes a été marquant, en particulier leur attention pour celles qui n'ont pas pu venir, dont les prisonnières politiques : *« Notre cœur, comme zapatistes, est avec elles. »*

La sensibilité et l'humilité de la lutte des femmes zapatistes se sont ressenties tout au long de la rencontre. Ces quelques phrases réussiront peut-être à résumer l'espace de dialogue inspirant qu'elles ont créé : *« Il y a beaucoup de choses aujourd'hui du zapatisme que nous ne pouvons écrire sur un ordinateur. Beaucoup de notre cœur et de notre humilité est dans notre artisanat. La pensée zapatiste est bien plus vaste que ce que nous pouvons percevoir… »* ⊂

ANAHI MORALES ET ÉMILIE BRETON

« Ramona lutta dès les débuts pour les femmes et maintenant, elles sont les fruits de ses rêves. »

1. Les Caracoles sont des entités créées dans le processus de construction d'une autonomie dans le mouvement zapatiste. Les caracoles sont des centres de pouvoir et de gestion zapatiste, aussi bien politiques, économiques, que d'éducation, de santé et de culture.

2. *La Otra Campaña* est, pour les zapatistes, *« un appel à l'imagination »* et à la construction politique *« par en bas »*. C'est un espace qui fonctionne comme un rassemblement de différents acteurs et actrices sociaux, cherchant à consolider et construire une résistance générale face au néolibéralisme et à implanter de nouvelles façons de s'organiser politiquement. Bien que la place occupée par le mouvement zapatiste soit centrale, les organisations et les individus qui y adhèrent sont invités à se réapproprier cet espace.

3. *La Loi révolutionnaire des femmes zapatistes*, composée de dix demandes, a été rendue publique lors du soulèvement zapatiste, le 1er janvier 1994. Elle réclamait avant tout *« le droit de prendre part à la politique dans les mêmes conditions que les hommes, le droit à une vie libre de toute violence sexuelle et domestique, le droit de choisir son conjoint et le nombre d'enfants que l'on veut avoir »*.

4. La participation politique dans les communautés se définit en termes de charges politiques, tant au niveau local que régional. Ces charges sont votées et décernées en Assemblée générale.

5. Leurs responsabilités spécifiques concernent notamment la coordination du travail (santé, éducation, agriculture), l'appui et le suivi des différents projets, l'analyse politique, la sensibilisation, la résolution des conflits dans les communautés.

6. Initié en 1999, ce projet visait à promouvoir une éducation inclusive qui fasse revivre la culture et les savoirs traditionnels. Ce processus d'autonomie s'est créé à plusieurs niveaux, à travers des projets d'éducation ou de santé autonome.

VENEZUELA

Défaite de Chávez au référendum constitutionnel

La victoire du « non » lors du référendum du 2 décembre 2007 portant sur les réformes constitutionnelles proposées par le président vénézuélien Hugo Chávez constitue le premier succès électoral de l'opposition depuis l'arrivée au pouvoir du mouvement bolivarien en 1998. Pourtant, en chiffres absolus, le camp de l'opposition n'a pratiquement pas connu d'augmentation. Le facteur déterminant de ce référendum est surtout l'abstention de près de trois millions d'électeurs qui, après avoir voté pour Chávez lors des présidentielles de décembre 2006, n'ont pas accouru aux urnes pour soutenir ses réformes constitutionnelles. Plus qu'un désaveu vis-à-vis de Chávez, cette abstention peut être interprétée comme un signe de l'autonomie et de la maturité de l'électorat chaviste refusant de se faire imposer un chantage plébiscitaire au nom de leur appui à un chef ou à un processus révolutionnaire.

Si l'on compare les quelque 4 504 000 votes obtenus par le « non » aux réformes constitutionnelles avec les 4 300 000 obtenus en décembre 2006 par le candidat unique de l'opposition lors des élections présidentielles, Manuel Rosales, on ne note qu'une augmentation de 200 000 électeurs pour le camp de l'opposition. De plus, si l'on pense que la différence entre le « non » et le « oui » au référendum n'atteint que 125 000 voix, on peut aisément conclure que les quelques chavistes qui seraient passés dans le camp de l'opposition ont été décisifs. Mais il n'en aurait rien été si tous les 7 310 000 électeurs de Chávez qui se sont prononcés en sa faveur en 2006 s'étaient pointés aux urnes. Avec seulement 4 379 000 voix en faveur des réformes constitutionnelles, les forces chavistes ont perdu près de trois millions d'électeurs. Ces voix n'ont certes pas été perdues au profit de l'opposition. Elles montrent néanmoins que le peuple vénézuélien n'est pas prêt à suivre Chávez dans n'importe quelle aventure. Surtout si celle-ci n'a pas été suffisamment exposée et débattue avant d'être soumise au verdict populaire.

Avec son projet de réformes constitutionnelles, Chávez cherchait à « noyer le poisson » de la question de sa réélection pour un troisième mandat d'affilée (interdite par la constitution créée sous l'impulsion de son propre mouvement en 1999) sous un flot de réformes constitutionnelles intempestives et contradictoires. En effet, il est difficile d'expliquer la nécessité d'apporter des réformes à une constitution élaborée il y a à peine huit ans par une Assemblée constituante composée à plus de 90 % de représentants favorables au projet bolivarien et plébiscitée par 70 % de l'électorat. D'autant plus que l'actuelle Constitution « bolivarienne » ne représentait en rien un frein aux initiatives que l'on cherchait à enchâsser (*lock in*[1]) dans la nouvelle constitution. La réduction du temps de travail hebdomadaire de 44 à 36 heures, par exemple, pouvait très bien faire l'objet d'une loi ponctuelle visant cet objectif. De même, l'affirmation des origines autochtones, africaines et européennes de la nation vénézuélienne se trouvait déjà dans l'ancienne Constitution et ne requerrait aucunement une réforme pour être réaffirmée. Aussi, le renforcement de la propriété publique, sociale et coopérative par rapport à la propriété privée pouvait très bien se réaliser à partir d'orientations programmatiques de l'exécutif sans avoir à modifier la *Carta Magna*. En outre, ces initiatives, ainsi que plusieurs autres au contenu social sans doute très intéressantes – comme l'élargissement de la protection sociale au secteur informel, l'augmentation des budgets décentralisés, la création d'un *« pouvoir populaire »* institutionnalisé, l'institutionnalisation des Missions, etc. –, n'ont jamais été empêchées par la Constitution de 1999 mais bien plutôt par un manque de volonté ou de capacité du mouvement bolivarien.

Hugo Chávez
Le mouvement bolivarien

Venezuela : 25 millions d'habitants.
70 % de la population vit dans la pauvreté.
5e exportateur mondial de pétrole, représentant 50 % des recettes fiscales.

1998 - Chávez est élu démocratiquement avec 55 % des voix.

2000 - Création d'une Assemblée constituante qui élabore la nouvelle *Constitution bolivarienne* acceptée par référendum.

2002 - 11 avril, tentative de coup d'État ratée par la droite qui essaye de remplacer Chávez par le dirigeant patronal Carmona.

2003 - Grève de 9 mois de l'opposition de droite pour obtenir un référendum sur la destitution du président Chávez.

2006 - Décembre. Chávez remporte les élections présidentielles.

2007 - 2 décembre. Victoire du non au référendum constitutionnel de Chávez.

* * *√

Le mouvement bolivarien est un processus de repossession nationale des ressources du pays par la population. Ce projet politique se veut anti-néolibéral et anti-impérialiste.

Voici quelques mesures authentiquement novatrices en Amérique latine qui sont incluses dans la *Constitution bolivarienne* :

- Le concept d'État de Droit est remplacé par celui d'État de Droit et de Justice, le concept de démocratie participative y est introduit. Le concept de la coopérative ouvrière est reconnu, tout comme le principe d'autogestion. Les élus sont révocables. Les droits des indigènes sont reconnus y compris les droits de propriété sur la terre. La Constitution est féminisée. La protection de l'environnement est régie par de nombreuses dispositions légales. Le brevetage du vivant est interdit, tout comme le sont les monopoles. Le pétrole est considéré comme ressource populaire et exclu de toute privatisation. La présence de troupes étrangères sur le territoire est interdite. Le principe de solidarité et d'intégration latino-américaine figure au premier plan de la politique extérieure du Venezuela.

L. B.

Victoire de l'opposition, de l'abstention ou de la démocratie ?

La présence de ces avancées sociales dans le projet de réformes était néanmoins nécessaire pour légitimer d'autres modifications tendant à un renforcement de l'exécutif et du présidentialisme. Au-delà de l'abrogation de la limitation de l'exercice de la Présidence à deux mandats consécutifs et le prolongement de la durée du mandat présidentiel de 6 à 7 ans, les pouvoirs présidentiels se voyaient renforcés au sein des réformes par l'assouplissement des procédures pour destituer des juges de la Cour suprême, ainsi que celles nécessaires pour décréter et suspendre un état d'exception. À cet égard, le retrait du droit à l'information des garanties ne pouvant être suspendues donne également plus de pouvoir discrétionnaire au président et à l'exécutif. Inversement, ces réformes constitutionnelles – prétendant renforcer la participation populaire – rendent plus difficile l'accès aux mécanismes citoyens de convocation à un plébiscite révocatoire ou l'abrogation d'une loi en augmentant le pourcentage de signatures nécessaires à leur mise en application.

En fait, tout se passe comme si Chávez et les institutions bolivariennes avaient voulu se prémunir contre une nouvelle tentative de coup d'État en se donnant à l'avance les moyens de résister aux campagnes séditieuses, de propagande et de désinformation menées par les médias privés et par l'opposition.

L'autoproclamée *« opposition démocratique »* a donné plus d'une preuve de son manque d'attachement aux procédures constitutionnelles et à l'éthique journalistique d'une information impartiale. Cependant, en renforçant les pouvoirs pour combattre d'éventuelles tentatives de coup d'État ou de « coup médiatique » (comme celle du 11 avril 2002), Chávez prête flanc à la critique plus ou moins justifiée de son « autoritarisme ». Avec pour aggravant le fait que ces pouvoirs présidentiels accrus pourraient très bien être utilisés par d'éventuels successeurs de Chávez qui ne seraient pas aussi respectueux qu'il ne l'a été jusqu'ici de l'intégrité physique et morale de ses adversaires.

Une victoire du « oui » au référendum sur les réformes constitutionnelles n'aurait pas conduit à un État communiste totalitaire, à un absolutisme ou à une élimination du droit à la propriété privée, comme l'annonçait la propagande du « non », avec toute la mauvaise foi possible. Par contre, une telle victoire aurait relancé un cycle de violences et d'accusations mutuelles entre deux camps irréconciliables. À l'inverse, cette victoire à l'arraché du « non » a pour conséquence d'annuler les perpétuelles accusations de fraude lancées par l'opposition à chacune de ses défaites électorales. Elle a par ailleurs permis de créer un consensus autour de la Constitution de 1999, jusqu'alors décriée par l'opposition.

« Tout se passe comme si Chávez avait voulu se prémunir contre une nouvelle tentative de coup d'État en se donnant à l'avance les moyens de résister aux campagnes séditieuses menées par l'opposition et les médias privés. »

Les réformes constitutionnelles visaient trois buts contradictoires, soit de permettre : 1) la réélection de Chávez pour un troisième mandat, 2) l'approfondissement de la révolution populaire, sociale, bolivarienne et maintenant socialiste, et 3) une meilleure protection des acquis de cette révolution en les enchâssant dans la Constitution et en renforçant les pouvoirs exécutifs et présidentiels. Paradoxalement, l'échec de ces réformes pourrait avoir pour conséquence le renforcement de la révolution bolivarienne du fait de la remise en question du caractère personnaliste du processus (trop marqué par la figure de Chávez), de la mise en évidence de la nécessité de concrétiser, dans les faits plutôt que sur papier, le renforcement des pouvoirs publics, sociaux et populaires promus par la révolution de même que du renforcement de la légitimité du processus politique ouvert par l'élection de Chávez en 1998, depuis la reconnaissance par l'ensemble des acteurs politiques du cadre constitutionnel de 1999.

Si elle veut savourer sa victoire, l'opposition est bien obligée de reconnaître la légitimité du cadre légal au sein duquel celle-ci s'est produite. Cette victoire lui permettra peut-être de s'incorporer au jeu politique, cherchant à battre le chavisme au sein de son propre cadre constitutionnel, plutôt que de se borner à demander le *« départ du tyran »*, comme si tous les problèmes du Venezuela ne tenaient qu'à un homme qui aurait trompé les masses pendant dix ans.

En revanche, si le camp bolivarien veut tirer profit de cette défaite, il est essentiel de cesser de considérer les chavistes abstentionnistes du 2 décembre comme des « antirévolutionnaires », des alliés de Bush, de l'empire ou de l'oligarchie, pour y voir plutôt l'exercice d'une conscience critique – au sein même de son mouvement ou de ses sympathisants – avec laquelle il faudra compter, non seulement pour « l'éduquer » ou élever son degré de « conscience révolutionnaire », mais surtout pour élaborer avec elle le projet et les stratégies permettant à un peuple et à plusieurs tendances existant en son sein de cheminer vers des degrés de plus en plus élevés de liberté et d'égalité politiques. ➲

RICARDO PEÑAFIEL

1. Le principe du *lock in* a été élaboré par les théoriciens néolibéraux de la *stable democracy* (entendre : démocratie sous tutelle), opposés avec ferveur aux principes de la démocratie participative. Il consiste à enchâsser les réformes de l'État dans les constitutions de manière à rendre plus difficile un retour en arrière. Paradoxalement, Chávez applique ces principes antiparticipatifs pour promouvoir la « participation populaire »…

Eau Secours

Au secours de l'eau

La Coalition Eau Secours a vu le jour à la fin de 1996 en réaction à une menace de privatisation des services d'eau de Montréal. Les rapaces qui repèrent les officiers municipaux vulnérables (Veolia, Suez et autres) avaient rencontré en secret le maire, Pierre Bourque, qui semblait pencher du côté de la privatisation. Les ministres responsables d'alors n'étaient pas contre non plus. L'heure était donc grave et certaines personnes ont décidé de fonder un groupe pour empêcher la catastrophe, car n'en doutons pas, c'eût été une catastrophe comme ça l'a été partout où l'on a privatisé les services d'eau. Il faut ajouter qu'en 1996, déjà 13 % des usines d'épuration des eaux (soit 52 sur 390) étaient sous contrôle privé. Mais les citoyenNEs sont moins « regardants » pour l'épuration, qui arrive après usage, que pour la filtration, qui vient avant. Cela dit, nous avons un déficit énorme en qualité de l'eau rejetée dans la nature, surtout en ce qui concerne les rejets industriels.

La Coalition devient provinciale

Eau Secours est d'abord apparue comme une coalition de groupes entièrement montréalaise. Ce n'est que plus tard (mais pas beaucoup) que d'autres combats se sont présentés. La coalition montréalaise s'est alors dédoublée et une coalition provinciale est née. Le premier de ses combats était différent de la privatisation d'un service d'eau municipal : il s'agissait du pillage des nappes phréatiques et plus particulièrement du cas de Franklin, dont on se souvient encore.

Sur son site Internet, la Coalition se donne pour mission *« de revendiquer et de promouvoir une gestion responsable de l'eau dans une perspective de santé publique, d'équité, d'accessibilité, de défense collective des droits de la population, d'amélioration des compétences citoyennes des citoyens, de développement durable et de souveraineté collective sur cette ressource vitale et stratégique »*.

Eau Secours a toujours tenu à incarner cette mission extrêmement large dans des situations particulières. Ainsi, le groupe s'es donné pour politique de lutter à deux niveaux. D'une part, l'action de la Coalition demeure orientée au gré des luttes locales. À ce chapitre, la Coalition ne forme jamais de comités de citoyenNES dans les localités, mais répond aux appels des comités dûment constitués. D'autre part, elle mène des luttes nationales qui découlent de dossiers particuliers. Par exemple, Eau Secours mène la lutte contre la privatisation depuis quelques années, tant au plan local qu'au plan national.

La Coalition a appuyé la lutte de groupes de citoyenNES à Oka, dans le cas de la mine de niobium qui avait besoin d'énormes quantités d'eau. Eau Secours a initié, à la demande des citoyenNES, le recours collectif à Roxton Pound, où une usine avait complètement contaminé la source d'eau potable et où le gouvernement se refusait complètement à construire un aqueduc, alors que des ces gens ont été privés d'eau courante pendant plus d'une année. La Coalition était aussi à Irlande quand Thetford voulait vendre son eau et en puiser dans le village d'à côté. Elle a aussi aidé les citoyenNES de Venise-en-Québec à sauver leurs plages de l'invasion des algues. En somme, Eau Secours appuie des luttes locales toutes les fois qu'on le lui demande, qu'elle a des ressources pour le faire et que la cause semble bonne (ce n'est pas une querelle politique locale, mais un véritable problème écologique).

Une approche citoyenne de l'écologie

L'approche d'Eau Secours est fondamentalement écosystémique et écocitoyenne. Écosystémique, parce que l'humain n'est pas conçu comme le centre d'un environnement qui serait à son service, mais comme un des éléments d'un éco-système fragile dont il doit respecter les règles. Écocitoyenne, parce qu'il s'agit de s'assurer que les décisions concernant cette ressource vitale soient prises par touTES les citoyenNES, pas seulement par des gens d'affaires ou leurs sbires politiques. Pour que ces décisions citoyennes soient prises en connaissance de cause, il faut un vaste mouvement d'éducation populaire et Eau Secours est extrêmement actif à ce niveau, et ce, de plusieurs façons.

D'abord, le président d'Eau Secours tient une chronique sur les questions reliées à l'eau dans *l'aut'journal*. Des membres écrivent aussi dans les journaux et participent même à des dossiers dans des revues aussi importantes qu'*À bâbord* ! (voir le dossier sur l'eau dans le # 2 et le dossier sur les PPP dans le # 8). Des membres de la Coalition font aussi des conférences un peu partout tant sur les questions de gestion de l'eau que sur les aspects scientifiques de la qualité de l'eau.

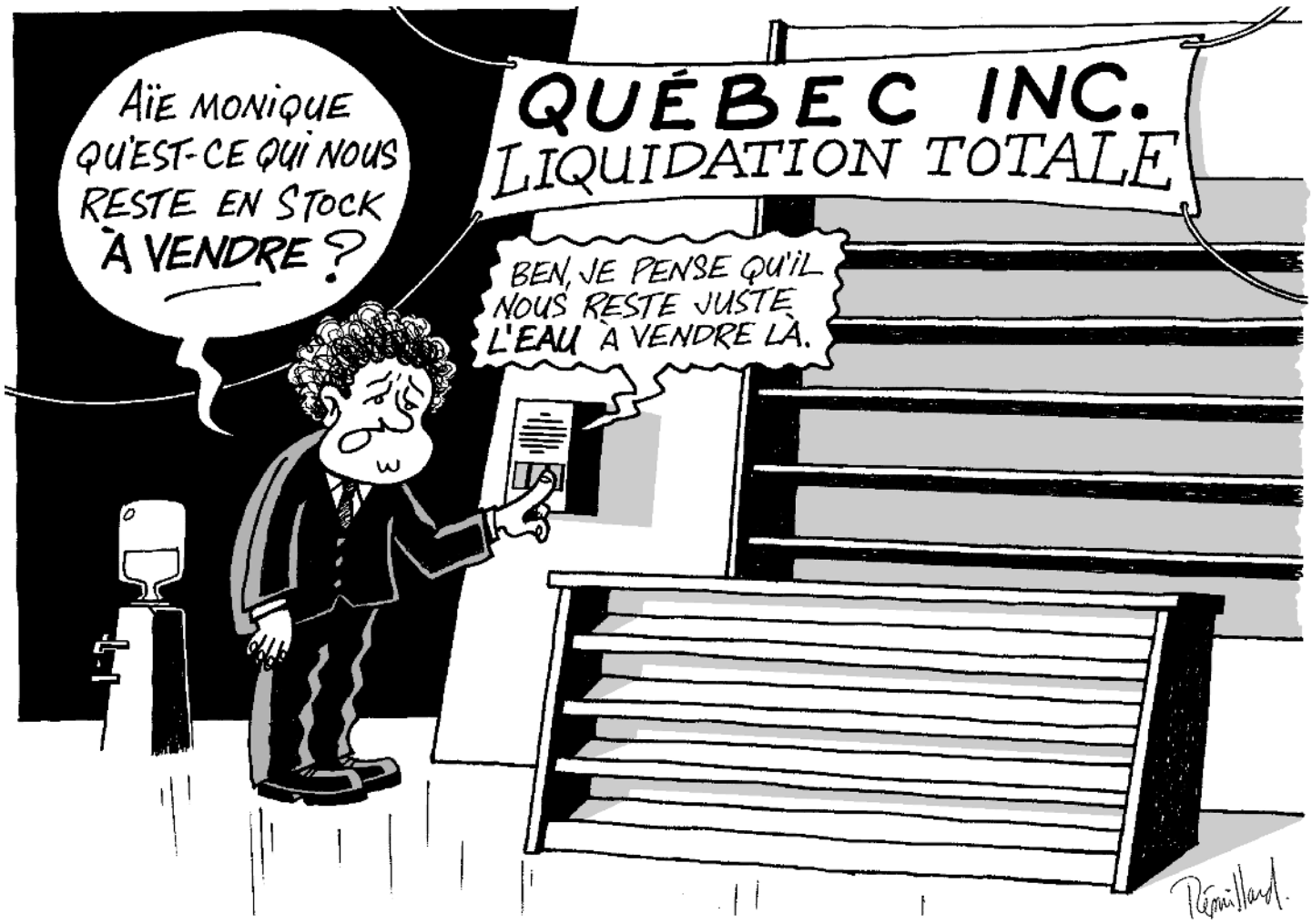
Eau Secours organise aussi des grandes conférences. Elle a par exemple réuni plus de 500 personnes pour parler des PPP un soir de décembre 2005. Au début de 2006, des officiers municipaux de villes de France sont venus raconter leur expérience de privatisation et de déprivatisation subséquente, à Montréal et à Québec. À la fin de février 2008, ce sont des représentantES de villes de Bretagne qui sont venus parler des « accommodements raisonnables » entre l'eau des villes et l'eau des champs.

Eau Secours publie ou distribue des documents, par exemple des dépliants dans lesquels le public trouve des informations sur divers aspects de la problématique de l'eau. Des membres de la Coalition ont publié des livres touchant l'eau qui sont vendus sur le site Internet du groupe ou lors des manifestations publiques – dont *L'or bleu* de Maude Barlow ou *Nos lacs* de Louis Hade.

Le site Internet et les médias

Eau Secours fait fonctionner un site Internet – qui a par ailleurs gagné un prix – faisant office de bureau virtuel, car la Coalition n'a pas de lieu physique où elle s'incarne. Le site comprend plusieurs entrées, pour le public en général, pour les membres ou pour les membres du comité de coordination. On peut y retrouver de l'information sur un ensemble de sujets reliés à l'eau, des études, des prises de position et même des poèmes, car ses membres ont des talents multiples.

La Coalition est aussi très présente dans les médias. À tous les mois, les membres reçoivent la liste des interventions effectuées. Cette liste comprend souvent plus d'une vingtaine d'apparitions médiatiques. Dès qu'un événement survient touchant



l'eau, du bris d'une conduite jusqu'à la publication d'une politique de l'eau, la Coalition est appelée à faire des entrevues dans les principales télévisions et pour plusieurs postes de radio.

Les fameux spectacles bénéfices

Le premier spectacle bénéfices organisé par Eau Secours était pour financer la lutte des citoyenNEs de Franklin. Depuis ce temps des dizaines de spectacles ont été organisés pour financer la Coalition ou des groupes particuliers. Ces spectacles se caractérisent par la présence de grands artistes nationaux et internationaux, qui y participent à titre gracieux. On y mêle musique, poésie, humour et même, parfois, quelques passages plus informatifs. L'orchestre symphonique de Montréal a participé à un de ces spectacles qui a eu lieu à l'église Saint-Jean-Baptiste.

Gestion financière et membres

La Coalition a fonctionné pendant longtemps sans aucune subvention gouvernementale. Le nombre de membres n'a cessé d'augmenter. En décembre 2007, elle comptait 2 219 membres individuels, 248 groupes (des groupes écologistes, des unités syndicales, des communautés religieuses, etc.) et 78 porteuses et porteurs d'eau, la vitrine médiatique d'Eau Secours, soit des artistes au sens large, des scientifiques, des intellectuels, dont Ricardo Petrella, Albert Jacquard, David Suzuki, Gilles Vigneault, Anne Sylvestre, Les Cowboys fringants, les amis des débuts, Richard et Marie-Claire Séguin, sans oublier Fréderic Back, Pierre Dansereau et Hubert Reeves.

Les cotisations des membres, les spectacles bénéfices et les ventes de produits (livres, affiches, etc.) ont longtemps fait vivre la Coalition. Une prudente utilisation des fonds, par exemple en n'ayant pas de lieu physique, a permis de faire énormément d'activités avec peu de fonds. La Coalition a maintenant un financement à la mission, et elle est reconnue comme un groupe de défense collective des droits – au grand déplaisir de l'ancien ministre Mulcair qui avait tout fait pour bloquer le versement des subventions.

Eau Secours innove dans ses états financiers en inscrivant le bénévolat. La comptabilité ne prend en compte que les activités ayant donné lieu a un échange monétaire, contrairement à ce que recommandent les normes d'ailleurs. À Eau Secours, le « brassage » d'argent représente à ce jour un peu plus de 100 000 $ par année, alors que le niveau d'activité, estimé d'une manière extrêmement conservatrice, représente au moins trois quart de million. Tous les groupes communautaires devraient faire de même quand il s'agit vraiment de montrer leur situation financière. Évidemment, il y a toute une éducation à faire auprès des bailleurs de fonds.

L'avenir

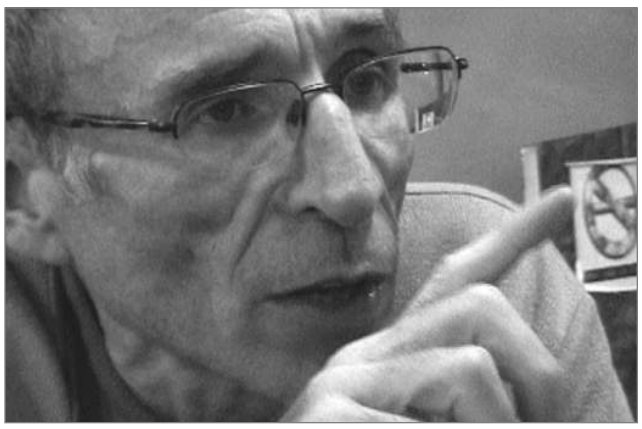
Les membres du début sont encore très actifs. Le président et membre fondateur, André Bouthillier, travaille à temps plein pour la Coalition depuis qu'il a pris sa retraite – si on peut dire. La vice-présidente, Martine Ouellet, est aussi là depuis les débuts. Eau Secours va devoir passer le test du renouvellement de l'équipe de direction.

Disons-le, il faut investir du temps pour assumer la direction d'un tel groupe. Mais plusieurs nouveaux membres ont commencé à assumer des responsabilités importantes et l'avenir devrait être assuré. Il le faut, car nous sommes loin d'avoir réglé la question de l'eau et, bien que la Coalition en ait éloigné quelques-uns pour un temps, les rapaces continuent de voler au-dessus de nos services d'eau n'attendant que la bonne occasion pour s'en saisir. ⊂

GAÉTAN BRETON

Daniel Bensaïd

Politique pour les dépossédés



Connu surtout comme militant politique, à titre de dirigeant et de théoricien de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) française, Daniel Bensaïd est aussi engagé depuis une vingtaine d'années dans l'élaboration d'une entreprise de réflexion sociale et politique d'envergure. Sa production intellectuelle, nombreuse et diversifiée, peut néanmoins être regroupée autour de trois pôles principaux : l'approfondissement et le prolongement de la pensée de Marx; le développement d'une réflexion stratégique liée à la conjoncture; l'articulation des rapports entre la politique et l'histoire. Les trois livres qu'il a publiés au cours de la dernière année constituent autant de révélateurs des principales facettes d'un projet d'ensemble par ailleurs unifié par le fil à plomb de la défense des opprimés et des exclus de la globalisation marchande.

Actualité de Marx : du vol de bois à l'appropriation du vivant

Dans *Les dépossédés*[1], Bensaïd s'intéresse aux écrits de jeunesse de Marx publiés en 1842 dans la *Gazette rhénane*, période où il n'est pas encore devenu « marxiste », si l'on peut dire, et où il passe effectivement du libéralisme bourgeois au socialisme. Ces textes, généralement peu lus et qui appartiennent d'une certaine manière à sa préhistoire, n'en soulèvent pas moins un enjeu majeur : celui de la propriété dans le cadre d'un débat opposant l'appropriation privée des résidus de la forêt au droit coutumier qui les régissait jusque là dans la société civile rhénane.

Le conflit prend forme à l'occasion de projets de loi élaborés par le parlement rhénan et qui prévoient de lourdes sanctions (amendes, prison et travail forcé) pour les voleurs de bois mort, recueilli sur les terres des grands propriétaires féodaux de la province allemande. Cette pratique était autorisée jusqu'à cette période en vertu du statut indécis, hybride, de la propriété sur le bois mort liée à l'économie de subsistance dont vivaient les paysans et dont elle était partie intégrante en vertu d'une tradition séculaire. C'est ce droit coutumier que les projets de loi de la Diète remettent en question en assimilant le « bois mort » au « bois vert » toujours sur l'arbre et en faisant de sa cueillette un crime punissable par amende, prison ou travail forcé (au profit des seigneurs).

Bensaïd rappelle longuement les termes précis et juridiques du débat tels que les formule Marx en ne perdant pas de vue l'essentiel, c'est-à-dire l'appropriation par les riches des ressources communales et collectives au détriment du droit des pauvres à une existence pleine et entière. En quoi il défend à sa manière, et en d'autres termes, le « droit de détresse » opposé par Hegel avant lui au « droit de propriété », également revendiqué par l'aile la plus radicale de la Révolution française.

L'analyse de Marx dans ce débat parlementaire, sur le terrain de la politique immédiate, annonce la prise de position qu'il adoptera bientôt, et de manière définitive, sur la question de la propriété, se reconnaissant pour l'essentiel dans la célèbre définition de Proudhon : *« la propriété, c'est le vol »*, la dépossession d'autrui et son appropriation au service d'intérêts privés. Cette réflexion trouve une nouvelle actualité à l'heure de l'hyperconcentration de la propriété que nous connaissons aujourd'hui.

Bensaïd fait bien voir comment l'analyse pénétrante de Marx trouve une application directe dans le domaine stratégique du savoir à travers notamment le phénomène de la généralisation des brevets et de la multiplication des clauses de confidentialité qui bâillonnent des chercheurs asservis aux entreprises elles-mêmes régies par la loi du profit, étrangère, par nature, au bien commun et au service public. À l'origine conçu comme la juste rétribution d'un travail de recherche et d'innovation, comme sa reconnaissance effective sur le plan juridique, le brevet se métamorphose, dans ce cadre, en instrument de perpétuation des privilèges non pas tant d'ailleurs du chercheur que de l'entreprise dont il devient insensiblement le mercenaire.

La propriété intellectuelle apparaît ainsi comme un enjeu majeur, départageant et opposant les tenants de la propriété publique et sociale, considérant comme des biens « inappropriables » l'eau, l'air, la terre, le vivant, à ceux qui préconisent leur confiscation au profit de leurs soi-disant propriétaires. Dans ce contexte, la lutte des dépossédés actuels s'apparente en effet étrangement à celle des « impropriétaires » défendus par Marx, rendant du coup à la réflexion de celui-ci toute sa pertinence et son urgence pour notre temps.

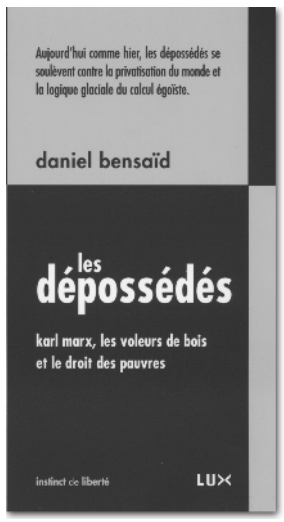
Bernard-Henri Lévy : un intellectuel au service de la domination

Pour assurer leur domination, les puissants de ce monde ont besoin de relais médiatiques et intellectuels, de journalistes et de philosophes serviles : BHL en représente en France une incarnation exemplaire, alliant en sa personne figure de rébellion (apparente) et opportunisme (avéré). Sa tentative d'accaparement de l'héritage sartrien – dans *Le siècle de Sartre* d'abord (Grasset, 2000), dans *Ce grand cadavre à la renverse* aujourd'hui (Grasset, 2007) – représente de ce point de vue un coup fumant qui témoigne d'un assez extraordinaire flair arriviste, il faut le reconnaître.

Dans ce dernier essai, publié dans le sillage de la campagne présidentielle française de 2007, il défend, en se réclamant de Sartre, la gauche respectueuse du Parti socialiste et prône son alliance avec le centre dans le cadre d'un nouveau pacte de progrès modernisant. Pour répondre aux aspirations des contemporains, il faudrait donc accepter gaiement le monde tel qu'il va, refuser la révolution et ses horreurs bien sûr, appuyer les Américains libéraux et soutenir Israël. Ce projet implique une critique féroce de la gauche radicale chargée de tous les péchés politiques du monde, condamnée pour son antilibéralisme, son nationalisme (antieuropéen), son antiaméricanisme doublé d'un antisionisme dont ce dernier serait le masque tronqué, son progressisme et, bien entendu, son antitotalitarisme dont la « nouvelle philosophie » et BHL lui-même avaient instruit le procès dès les années 1970.

C'est à cette critique caricaturale de la gauche radicale que réagit surtout Bensaïd[2] pour qui le théologien – nouveau – a remplacé le philosophe – perdu – chez BHL : *« Quand la politique est à la baisse, écrit-il au début de son pamphlet, la théologie est à la hausse. Quand le profane recule, le sacré prend sa revanche. Quand l'histoire piétine, l'Éternité s'envole. »* Et l'analyse concrète et conjoncturelle est remplacée par la spéculation divine et devineresse.

C'est ainsi que BHL, dans son ardeur guerrière, « invente » le concept de *« fascislamisme »*, une sacrée trouvaille qui lui permet d'aggraver le caractère déjà infâmant du *« fondamentalisme »*, en doublant sa signification religieuse péjorative d'une signification politique criminelle. Comme le souligne à juste titre Bensaïd, le concept *« créatif »* de notre intellectuel fertile présente tout de même *« l'inconvénient de fondre en un seul et même signifiant, qu'il le veuille ou non, un phénomène politique et une référence religieuse »*. La



remarque vaut largement pour son utilisation, métaphorique et élastique, des concepts de « communisme », de « fascisme » ou de « totalitarisme » employés au gré de l'inspiration et de l'humeur du moment, qui n'expliquent rien et qui ont d'abord une fonction de stigmatisation politique.

Cette pratique de l'amalgame qui tue se révèle particulièrement pernicieuse dans l'association et la réduction de l'antisionisme à l'antisémitisme, transformant la critique des politiques de l'État d'Israël en pur paravent de l'antisémitisme et du crime contre l'humanité. C'est le principal grief que BHL adresse à la gauche radicale, le péché mortel pour lequel il n'y a pas de pardon et qui lui vaut l'excommunication. Bensaïd discute longuement de cette logique d'exclusion qui relève du procès par association entre deux ordres de réalité foncièrement dissemblables, amalgamés dans la confusion la plus totale, et qui constitue un véritable obstacle à la résolution de la crise israélo-palestinienne. Et il le fait sur un ton par moments très personnel, notamment dans la *« parenthèse étoilée »* où il intervient à titre de *« pas pas juif »*, c'est-à-dire de juif appartenant à une *« histoire singulière »* qu'il n'entend ni subir ni renier mais vivre à sa manière.

Il fait preuve d'une indépendance analogue en tant qu'intellectuel, assumant en toute responsabilité son statut de penseur militant, fidèle y compris dans l'hétérodoxie, et d'enseignant en philosophie, refusant toutefois la posture frelatée du philosophe académique, titularisé. Il rejette, davantage encore, celle du *« théologien d'opinion »* et de marché qu'incarne tapageusement son adversaire, chantre inorganique et inconséquent d'une gauche recentrée et soumise, celle-là même à laquelle s'en prenait Sartre dans un texte détourné et vidé de son sens par son disciple autoproclamé.

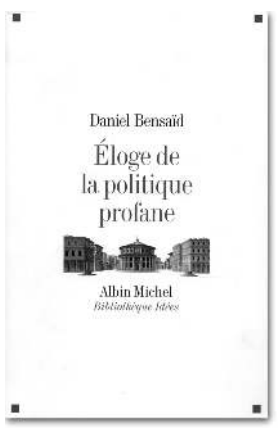
Célébration de la politique partisane

Les questions de la propriété et du rôle des intellectuels, abordées dans *Les dépossédés* et dans *Un nouveau théologien*, sont également reprises et remodulées dans *Éloge de la politique profane*[3], livre ambitieux qui se présente comme la synthèse – provisoire – de la réflexion philosophique et politique de Bensaïd.

La problématique centrale de l'ouvrage est celle du pouvoir, et plus précisément du pouvoir politique. Pour changer radicalement de monde et pour le reconstruire sur d'autres bases, faut-il prendre le pouvoir ? Et si oui, comment ? Sinon, peut-on le transformer par d'autres voies qui feraient l'économie de la lutte politique ? Et dans les deux cas de figure, *« comment s'y prendre dans les conditions du capitalisme global ? Et comment éviter la gangrène bureaucratique qui a ruiné de l'intérieur les tentatives d'émancipation passées ? »*

Cet enjeu traverse le livre de part en part et sert de fil conducteur aux analyses qui se déploient autour de questions plus spécifiques comme la guerre impériale décrétée par George Bush, les redécoupages territoriaux et les nouvelles frontières, les acteurs, mouvements et partis éventuellement porteurs des nécessaires transformations impliquées par la mise sur pied d'un monde différent, qui demeure toujours à construire. Ce défi inédit surgit dans une période de transition turbulente, au moment où un monde se défait en entraînant dans sa chute les rêves d'émancipation qui avaient accompagné son émergence au début du vingtième siècle, dans une conjoncture où il n'existe plus de certitudes absolues ni de modèles auxquels se référer.

Cette crise elle-même s'inscrit en outre dans un cycle de transformation de plus longue portée associé au développement de la modernité, mouvement que Bensaïd évoque d'abord comme toile de fond globale nécessaire à la compréhension du présent et de ses enjeux. Ce processus comprend deux phases. Il s'ouvre par un mouvement d'expansion et de progrès, du dix-septième au vingtième siècles, marqué par le développement des sciences et des techniques, la montée des aspirations démocratiques, la constitution des États nationaux modernes, le surgissement des révolutions (anglaise, américaine, française, etc.). Il se termine par une période de régression qu'expriment les échecs des expériences révolutionnaires (vaincues ou victorieuses et se transformant ensuite le plus souvent en régimes tyranniques), la dissolution des ensembles nationaux et sociaux (les peuples et les classes), les métamorphoses de la guerre devenant globale et religieuse. À travers ce renversement de tendances, le processus de sécularisation du monde ouvert à la Renaissance se transforme en son contraire et une désécularisation inédite s'installe : le religieux revient en force, ses fidèles se vouant à la célébration des nouveaux fétiches qu'incarnent l'argent, le pouvoir, l'art, le progrès.



Dans ce nouveau monde dépourvu de cohésion sociale et de cohérence idéologique et normative, la guerre, paradoxalement, devient une valeur-refuge. Elle se métamorphose en un affrontement entre le Bien absolu – de la civilisation occidentale – et le Mal total – de la barbarie orientale –, en une lutte entre deux grandes puissances culturelles, lui donnant ainsi un aspect totalement nouveau. Les guerres féodales, rappelle Bensaïd, étaient largement des conflits entre forces de métier, militaires professionnels et mercenaires. Les guerres nationales marquent l'extension du conflit aux peuples eux-mêmes et deviennent *« totales »*, effaçant la distinction antérieure entre civils et combattants. La guerre engagée par George Bush franchit un pas de plus, devenant *« globale »*, fondée sur un *« état d'exception »* permanent et autorisant le recours à tous les moyens par-delà les frontières et les obstacles soulevés par le droit international : détention de prisonniers sans statut, pratique généralisée de la torture légitimée par le souci du Bien absolu prôné au nom de la civilisation.

Dans ce contexte international largement déterminé par la domination impériale américaine, la transformation du monde est-elle toujours possible ? Comment et avec quels moyens ?

Plusieurs, jugeant l'affrontement avec la superpuissance américaine suicidaire, se tournent vers la formulation de projets utopiques qui, pour Bensaïd, se présentent le plus souvent comme des variations autour de thèmes pré-marxistes. L'économie solidaire, par exemple, à la mode dans certains milieux de gauche, lui apparaît comme un *« cache-misère »*, cela qui reste *« quand les marchés sont rassasiés et les budgets publics asséchés »*. De même l'économie *« participaliste »* de Michael Albert lui semble une *« utopie redistributive égalitaire »* qui *« bute sur ses conditions de possibilité effectives »*. Le changement de type rhizomatique, procédant par ramification bourgeonnante, prôné dans les années 1970 par Deleuze et Guattari et aujourd'hui par John Holloway, conduit selon lui à une impasse dans la mesure où il ne s'attaque pas frontalement à la question du pouvoir et des conditions politiques devant encadrer et stimuler le changement.

L'essai, dans sa dimension polémique, discute vivement les positions de ces courants de même que celles défendues récemment par Toni Negri autour du concept de « multitude ». Réalité nouvelle ou invention notionnelle, se demande Bensaïd, qui reprendrait, en la revampant, la vieille notion de « plèbe » utilisée par les « nouveaux philosophes » des années 1970 ? Les deux appellations lui apparaissent contestables dans la mesure, notamment, où elles surestiment les possibilités de la démocratie directe et les pratiques d'évasion. Et cela au détriment des organisations et des partis qui, par leur inscription dans le temps et leur souci des rapports de force stratégiques, peuvent agir efficacement sur le terrain politique.

C'est sur la mise en évidence de l'importance décisive de la politique et des partis que se termine l'ouvrage qui se fait particulièrement insistant sur cette dimension nécessaire à une transformation globale et en profondeur du monde : *« Une politique sans partis est aussi inconcevable qu'une tête sans corps, ou qu'un état-major sans troupes, dirigeant au tableau noir des batailles imaginaires contre des armées fantômes. »* C'est ce postulat qui imprègne l'engagement militant et la réflexion de cet auteur depuis 40 ans, qui les fonde et donne sens à sa *« lente impatience »*. ➲

JACQUES PELLETIER

1. Daniel Bensaïd, *Les dépossédés, Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Montréal, Lux éditeur, 2008.

2. Daniel Bensaïd, *Un nouveau théologien, B.-H. Lévy*, Paris, Lignes, 2007.

3. Daniel Bensaïd, *Éloge de la politique profane*, Paris, Albin Michel, 2008.

Décès du maître du swing

La force tranquille d'Oscar Peterson

Pour plusieurs amateurs de jazz, écouter la musique d'Oscar Peterson tenait du plaisir caché. Alors que le jazz se livrait à toutes les expériences, de la déconstruction radicale par les musiciens de free jazz à la fusion audacieuse avec les sonorités rock, Oscar Peterson continuait à reprendre des mélodies de Broadway, de vieux boogie-woogies ou des classiques du swing avec une obstination et une assurance qui déconcertaient. L'immense popularité du pianiste accentuait une certaine méfiance à son égard : son succès n'était-il pas engendré par un jeu largement consensuel, propulsé par une technique cherchant avant tout à éblouir ?

Maintenant que le pianiste est décédé, jugerons-nous son œuvre autrement ? Certes, il est difficile de manifester son indifférence devant les interprétations de Peterson. Sa virtuosité phénoménale reste au service d'une lecture à la fois rigoureuse et créative des standards du jazz. La force tranquille de son jeu, sachant puiser dans les racines profondes du blues, son swing irrésistible, ses lignes de basse, à la fois dansantes et aussi implacablement rythmées que le tic-tac d'un métronome, ramènent constamment ses auditeurs à la nature même du jazz, à une forme de classicisme sans lequel un style ne peut se développer.

Mais voilà aussi ce qui le disqualifie. Oscar Peterson raffinait son jeu, l'enjolivait, développait jusqu'à son paroxysme sa virtuosité à une époque où les musiciens devaient s'en prendre aux paradigmes d'un style emporté par un puissant courant, par un désir de transformations abruptes. Certes, il valait mieux préférer le lyrisme et les moelleuses harmonies de Bill Evans. Ou la retenue et les grandes introspections de Paul Bley. Ou le jeu percussif et désordonné de McCoy Tyner. Ou les clusters et les puissantes dissonances de Don Pullen.

Il ne fallait pas compter sur Peterson pour intégrer dans ses interprétations, en dépit de sa technique à toute épreuve, les trouvailles de ses contemporains plus audacieux. Son jeu s'agrémentait au contraire d'une série de tics dont il semblait incapable de se départir : surabondance de gammes chromatiques, mesures de silence dans les thèmes comblées nerveusement par des cascades de notes, démonstrations complaisantes d'une virtuosité qui se transformait en exploits sportifs. Il y avait bien des raisons de rejeter ce pianiste.

Une touche magique

Pourtant je n'ai jamais pu oublier ce jour où pour la première fois, on m'a fait jouer un disque d'Oscar Peterson. Sa touche légère effleurait les notes qui coulaient de source avec une aisance jamais entendue. Tout cela porté par les roulements de la basse et les grognements en sourdine du pianiste, qui donnaient une assise terrestre à des envolées d'une surprenante vélocité. Sur la photo de la pochette, la silhouette massive du pianiste en transe, voûté sur son instrument, montrait bien le paradoxe qui résultait de cette musique : aux antipodes de la mise en scène, de la virtuosité de façade et du culte de la personnalité qui a cours dans le monde du rock, Oscar Peterson offrait le visage d'un artiste au talent brut, d'un plus-que-musicien. Son jeu était porté par une forme de magie. Sans recours à l'amplification, il faisait gronder le piano comme l'orage, accumulait plus de notes à la seconde que les meilleurs *guitar heroes*, tissait ses mélodies comme de fines dentelles et allait puiser dans un blues authentique qu'il reprenait avec élégance.

Oscar Peterson nous laisse une œuvre considérable dans laquelle on n'hésitera plus à puiser. À l'aise dans toutes les formes d'expression du piano jazz, tant en solo, duos, trios et autres, impeccable comme soliste et comme accompagnateur, il s'est prêté avec succès à toutes les combinaisons, favorisant très souvent l'inhabituel trio avec guitare et contrebasse. Chose étrange, le saxophone, omniprésent dans le jazz, instrument roi et indispensable, n'a pas été le compagnon favori du piano d'Oscar Peterson qui lui préférait, dans ses ensembles les plus durables, la guitare, celle de Herb Ellis, discrète, rythmée et efficace, ou de Joe Pass, encore plus virtuose, mais coulante et douce. Question de ne pas créer d'affrontement au sommet ?

L'art secret de Peterson

Malgré ses succès de soliste, Peterson n'a jamais cessé d'être un accompagnateur brillant. Incapable de se résigner à la discrétion de rigueur chez celui qui doit s'oublier pour révéler le soliste, on l'entend trépigner, s'agiter, éblouir, si bien que jamais un accompagnateur n'a été aussi facilement identifiable. Pourtant, par de somptueuses introductions, il a le don de propulser le soliste, de lui ouvrir majestueusement la voie. Et plutôt que de poser devant le musicien qu'il accompagne, de détourner l'attention sur son propre jeu, par une habileté prodigieuse, il porte littéralement le soliste, l'inspire, lui offre un socle solide et réconfortant, si bien que l'improvisation devient un jeu et que le swing implacable du pianiste se répercute et se trouve amplifié par un heureux transfert.

Impossible de parler d'Oscar Peterson sans aborder son sens du swing – ce balancement, ce rythme chaloupé qui échappe à toute définition, mais qui fait claquer du doigt, onduler la tête et reste l'élément vital du jazz. Peterson sacrifie presque tout au swing : l'exploration sonore, les développements complexes, le raffinement, la gravité, la subtilité (mais pas l'élégance). Pourtant, comment lui en vouloir d'être si fidèle à l'esprit du jazz, de l'exprimer dans son plus bel accomplissement, au prix de limiter ses audaces ? D'autant plus qu'il concocte cet heureux balancement avec un équilibre parfait et un art secret que très peu ont su lui ravir. Pour comprendre le swing, à défaut de réussir à le définir, il faut tout simplement se laisser bercer par la musique d'Oscar Peterson.

Ce pianiste est né à Montréal et s'est développé alors que cette ville, lieu de plaisir, vibrait plus que jamais à la musique de jazz. Difficile d'entendre une voix du Québec dans le jeu d'Oscar Peterson : les virtuoses du jazz adoptent un langage peu ouvert aux accents, dialectes et couleurs locales; le plus souvent les origines des musiciens se noient dans le grand tout de cet art afro-américain. La musique d'Oscar Peterson n'appartient à personne. Mais de savoir que cet artiste s'est formé ici, dans le quartier Saint-Henri dont Gabrielle Roy nous a montré un émouvant visage, permet de développer, entre lui et les amateurs de jazz du Québec, une singulière complicité.

CLAUDE VAILLANCOURT

Babord24_p39-60.qxd 25/03/08 07:45 Page 51

Virus et compagnies

« The premise of all marketing is that everyone hates marketing, [and they] need a new campaign that's going to break through that cynicism. »
Naomi Klein

Préambule : sur le changement social

Le changement social repose sur des bases multiples. D'une part, les sociétés se transforment par des innovations technologiques, par des changements institutionnels et organisationnels, auxquels les individus doivent plus ou moins s'adapter. D'autre part, des individus, des groupes et des mouvements disposent d'une marge de manœuvre et d'une créativité qui leur permet de donner une forme nouvelle aux sociétés. Ces bases structurelles et subjectives sont en constante interaction, si bien que la distinction est surtout théorique.

Internet est peut-être la meilleure illustration de ce caractère dialectique du changement social. Terrain de luttes entre gouvernements, corporations et ce qu'on appelle la société civile, la forme qu'Internet est appelé à prendre n'est pas déterminée à l'avance : ferons-nous face à une simple résurrection de la télévision ? à un outil supplémentaire au service des classes scolarisées ? à un authentique lieu d'échange culturel ? Les jeux ne sont pas encore faits.

Hommes-sandwichs, femmes-sandwichs, fiers de l'être

Le web 2.0 et le marketing viral (voir encadré) se situent au cœur de ces tensions. Avec le marketing viral, le consommateur fait activement partie de la campagne marketing du produit ou de la marque, et ce, plus ou moins à son insu. La corporation Unilever, par exemple, a sauté dans le train pour au moins deux de ses marques importantes : Dove, avec son « Fonds d'estime de soi » pour jeunes filles, et Axe... avec ses pubs d'un sexisme primaire ! Une simple recherche sur YouTube permettra de trouver de nombreuses publicités au concept tellement accrocheur que des gens ordinaires ont souhaité les montrer à leurs proches, sans trop se douter que ce partage est partie intégrante de la campagne publicitaire. Peut-être vous a-t-on déjà envoyé le lien vers l'une de ces publicités, peut-être l'avez-vous transmise à d'autres ? Nous sommes tous porteurs.

Si le virus, à ses débuts, repose sur une initiative commerciale, il prend vite une existence autonome. À ce titre, le cas du film Snakes on a plane, apparu sur les écrans en 2006, est particulièrement intéressant. Dès 2005, un exscénariste du film laisse filer des informations sur son blogue. De fuite en fuite, un véritable culte se construit autour du film, notamment en raison de son côté « série B », qui en fait la cible d'innombrables railleries. Des sites parodiant le film font leur apparition, toujours, rappelons-le, avant même sa sortie. Flairant la bonne affaire, les producteurs invitent les internautes à écrire leurs propres répliques. L'équipe retournera en studio pour filmer les dialogues supplémentaires. Peut-être les producteurs ont-ils senti une opportunité de rescaper ce qui s'annonçait comme un véritable flop, de lui donner une

nouvelle vie en l'amenant sur le terrain du second degré ? D'une manière ou d'une autre, ce qui fascine dans ce cas, c'est que les fans ont sauvé Snakes on a plane, en travaillant, sans trop le réaliser, à peaufiner la campagne marketing du film.

En conclusion : sur la confiance

On étudie, depuis quelques décennies, « l'humanisation » progressive des corporations et des marques. Avec le marketing viral, on franchit une nouvelle étape : les corporations sont non seulement des « personnes morales » selon la loi, non seulement sont-elles porteuses de valeurs, mais aujourd'hui, elles s'immiscent tranquillement dans les relations humaines. Le marketing viral est un passager clandestin dans des relations basées sur la confiance et l'affectivité.

La confiance est l'un des piliers les plus fragiles de l'économie capitaliste. C'est sur cette base que reposent les marchés boursiers, tout comme la consommation, d'ailleurs : George W. Bush, dans la semaine suivant le 11 septembre 2001, n'implorait-il pas ses concitoyens apeurés d'aller magasiner ? Par ailleurs, le capitalisme, reposant avant tout sur la défense du profit et des intérêts privés, se retrouve face à une contradiction : comment la population peut-elle faire confiance à des organisations qui défendent leurs propres intérêts avant tout ? Le marketing viral se veut une proposition, parmi d'autres, pour alléger le poids de cette contradiction : la « réclame » sera beaucoup plus convaincante si elle repose sur le lien social qui existait déjà entre les individus.

Ce qui nous amène à cette fantastique expérience de marketing qu'est Facebook. La suite au prochain numéro... ➲

PHILIPPE DE GROSBOIS

Web 2.0, marketing viral, astroturfing...

Le marketing viral est un passager clandestin dans des relations basées sur la confiance et l'affectivité.

Par web 2.0, on fait référence à cette nouvelle mouvance du web qui fait appel à la participation et à la collaboration des internautes (comme Wikipédia, par exemple).

Le marketing viral, quant à lui, est une technique de marketing qui fait appel aux réseaux sociaux déjà existants dans le but de diffuser une publicité. Contrairement au spam, ou pourriel, la transmission du message se fait de manière volontaire : l'objectif est de développer un concept publicitaire si accrocheur que les individus voudront eux-mêmes en faire part à leurs amis et contacts.

Apparu dans les années 1990, le marketing viral fait néanmoins écho à des stratégies remontant aux débuts des relations publiques. Dès le début du XXe siècle, Edward Bernays, l'un des « pères-fondateurs » de cette industrie, créait de toutes pièces des groupes censés représenter la population, mais qui défendaient en réalité le point de vue des clients de Bernays. Cette technique de marketing underground, que les anglophones surnomment aussi astroturfing1, est toujours utilisée aujourd'hui, mais doit cependant être dissociée du marketing viral. En effet, si les deux techniques ont en commun le recours à des individus auxquels toutes peuvent s'identifier, le marketing viral a ceci de particulier qu'il repose sur l'action désintéressée des individus, alors que l'astroturfing fait encore appel à des salariés.

1. Astroturf fait référence au gazon artificiel. Le mot est bien choisi puisqu'il s'oppose aux authentiques regroupements de base, que les anglophones nomment « grassroots »...

Babord24_p39-60.qxd 25/03/08 07:45 Page 52

Poètes, vos papiers !

Normand Baillargeon, *Sève et sang. Chants et poèmes de révolte et d'espoir,* Montréal, Mémoire d'encrier, 2007, 201 p.

Jean-Paul Sartre disait : *« Le poète est hors du langage, il voit les mots à l'envers, comme s'il n'appartenait pas à la condition humaine. »* Pour cette raison, il ne pouvait concevoir que la poésie puisse exprimer un véritable engagement. Avec *Sève et sang*, une anthologie qui donne la voix aux rebelles et aux insoumis, Normand Baillargeon montre à quel point la poésie peut au contraire exprimer, avec une rare puissance d'évocation et une grande efficacité, un engagement réel et profond.

Par un large éventail de poèmes et de chansons, Normand Baillargeon nous fait pénétrer dans l'univers de ceux qui ont cru au pouvoir des mots pour dénoncer les abus de toutes sortes, l'esclavage, l'injustice, le racisme, l'oppression, les mille visages de l'exploitation. Les textes choisis ont pour dénominateur commun l'amour profond de l'existence, l'acharnement à vivre et à s'exalter, et dépit des maux qui empêchent le plein épanouissement des individus. Et cela aussi bien dans les élans du cœur, souvent d'une grande simplicité, qui s'expriment dans des chansons hélas privées de leur musique, que dans les jeux de langage et les puissantes analogies, que développent dans les poèmes lyriques et emportés les grands maîtres que sont Pablo Neruda, Aimé Césaire, Léopold Sédar Senghor ou Gaston Miron.

Dans *Sève et sang*, Normand Baillargeon a effectué un travail qui donne à ses lecteurs les incontournables de la poésie et de la chanson engagées, tels « Le chant des partisans », « Le temps des cerises » ou « Liberté » de Paul Éluard. Il a su en plus chercher chez les classiques Villon, Ronsard, Victor Hugo ou Oscar Wilde des poèmes qui prennent une signification nouvelle, dans un entourage de textes propices à l'expression de toutes les révoltes. L'auteur prend aussi la peine de faire connaître à ses lecteurs des poètes moins connus tels le Camerounais Paul Dakeyo ou l'abolitionniste états-unien John Greenleaf Whittier.

L'auteur a cru bon se limiter aux littératures francophone, anglophone et hispanophone, dont il a choisi audacieusement de reproduire les textes en langue originale, avec des traductions de l'anglais et de l'espagnol. Les textes sont présentés dans un joyeux désordre – que dis-je, dans une saine anarchie –, avec des notices biographiques un peu conventionnelles, mais qui situent efficacement les auteurs. L'ouvrage n'a pas de prétention d'exhaustivité. La tâche de l'anthologiste consiste justement à faire des choix, à retenir des œuvres significatives selon les goûts de l'auteur, ce que fait Normand Baillargeon avec une compétence indiscutable.

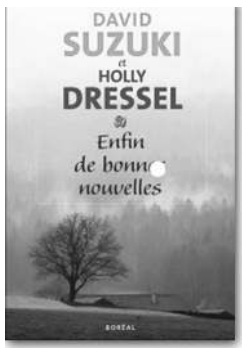
Ceux qui souhaitent que le poète fasse davantage que *« frissonner dans les parallèles de ses pensées »* ou *« s'étioler en rage dans la soie de ses désespoirs »*, comme le disait ironiquement Gaston Miron, trouveront dans cette anthologie un excellent livre de chevet qui rallumera la flamme de l'enthousiasme et soulèvera l'indignation, tout en offrant une poésie d'une constante ferveur.

Claude Vaillancourt

Un discours écologique encourageant

David Suzuki et **Holly Dressel**, *Enfin de bonnes nouvelles. Mille et un moyens d'aider la planète*, Montréal, Boréal, 2007, 556 p.

Depuis la grande dépression de 1929 et surtout à la sortie de la Deuxième guerre mondiale, le capitalisme s'est renouvelé en favorisant une consommation de masse pour stimuler la production, la productivité et le profit. Il est indéniable que la très grande majorité de la population des pays industrialisés vit aujourd'hui plus confortablement que dans les années 1920. Mais ce développement industriel a considérablement enrichi les nantis et pollué l'air, l'eau et le sol de notre planète. Face à ce constat, beaucoup de Verts nous placent devant le choix d'une apocalypse planétaire ou d'un retour volontaire à la pauvreté. Les deux auteurs partageaient ce jugement pessimiste et misérabiliste avant d'entreprendre un voyage sur trois continents (Amérique, Europe et Asie) qui leur a révélé l'existence de solutions et de technologies permettant des projets économiques rentables dont les conséquences sociales et écologiques sont bénéfiques de façon durable.



Les groupes, qui développent des pratiques économiques dont la caractéristique dominante est la durabilité, se développent presque toujours sur une base locale, en osmose avec la population. Ils sont multiformes, en constants changements et parfois brouillons, ce qui les rend souvent indigestibles pour les gouvernements à la logique cartésienne et linéaire. Ils sont nés de la base et ignorent fréquemment des initiatives similaires apparues ailleurs. Ils sont égalitaires, foncièrement démocratiques et fondés sur des consensus dégagés après de longues discussions. Ils élaborent une vision positive et parfois utopique de la façon dont ils veulent vivre dans les années à venir, contrairement aux grandes entreprises qui poursuivent leurs propres intérêts qui sont non seulement à court terme, mais extérieurs à ceux des populations locales.

Ce livre, en multipliant les exemples de projets économiques et sociaux durables, n'apporte pas seulement de *« bonnes nouvelles»* : il est source d'espoir, donc d'actions.

Jean-Marc Piotte

Débusquer la domination patriarcale

Andrea Dworki,
Pouvoir et violence sexiste,
Sisyphe, 2007, 123 p.

Il existe très peu de traductions d'écrits d'Andrea Dworkin. Qui est-elle ? La présentation de l'auteure, écrite par Martin Dufresne, nous dit qu'elle est une philosophe américaine de *« grande culture, radicale, matérialiste, lesbienne, anti-raciste, femme de gauche et incarnation d'un espoir humaniste »*. De prime abord, Dworkin est une auteure qui nous permet de déconstruire toutes les typologies et les catégories que l'on associe abusivement au féminisme. Au chapitre de ce travail de déconstruction, il y a notamment la remise en cause des *« alibis biologiques ou psychologiques prêtés à la domination masculine et à la soumission délibérée des femmes »*. Cela est surtout le lot de son œuvre dans son ensemble.

Dans *Pouvoir et violence sexiste*, Dworkin s'attache surtout à dénoncer les différentes formes de violences (physiques ou symboliques) tendant à l'objectivation des femmes. Elle démonte aussi les mécanismes d'un pouvoir social infligeant de profondes discriminations à leur égard. Pour ce faire, elle prend notamment appui sur la tuerie de la Polytechnique de Montréal, orchestrée en 1989 par Marc Lépine, pour nous illustrer à quel point ce massacre est d'abord un *« geste politique »* trahissant toute une série de valeurs patriarcales profondément incorporées. Ce massacre montre finalement de façon visible et publique les avatars d'une violence masculine à l'égard des femmes généralement confinée à l'espace privé. À juste titre, Dworkin voit dans le geste de Marc Lépine l'exemple de l'homme ne pouvant coexister hors d'un contexte où les femmes sont complètement soumises. Il faut lire tout le deuxième chapitre de ce livre pour saisir la profondeur d'un tel point de vue.

Un autre combat âprement mené par Dworkin est son opposition à la pornographie et à la prostitution. Cette question a été abondamment traitée par l'auteure en 1981 dans *Pornography : Men Possessing Women*. Dans ce chapitre, le troisième du présent livre, Dworkin nous décrit les multiples facettes du pouvoir masculin exercé sur les femmes par le biais notamment de la soumission sexuelle et de l'appropriation du corps de la femme. À cet égard, il faut sans doute mentionner que Dworkin, avec l'aide de la juriste Catharine A. MacKinnon (la préfacière du présent ouvrage), avait rédigé un texte adopté par plusieurs conseils municipaux états-uniens dans les années 1980, qui définissait la pornographie comme une forme de discrimination. Ce texte avait été annulé en 1986 par la Cour suprême des États-Unis. Ce combat d'Andrea Dworkin, à l'instar de plusieurs autres, a toujours eu pour pourfendeurs ceux qui visent à déposséder les femmes de leur dignité morale et physique. Il suffit pourtant de bien s'informer des différentes formes de traite que subissent les femmes pour savoir, entre autres, que l'appel à la légalisation de la prostitution consolide davantage des circuits mafieux engendrant exploitation et indignité. C'est tout le mérite de cet ouvrage d'Andrea Dworkin que de nous permettre de saisir les soubassements des diverses formes de domination infligées aux femmes. Il y aurait tant à ajouter…

Mouloud Idir

Babord24_p39-60.qxd 25/03/08 07:45 Page 53

La plèbe : sujet politique de son auto-émancipation

Martin Breaugh,

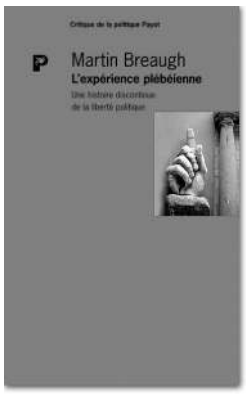
L'expérience plébéienne. Une histoire discontinue de la liberté politique, Paris, Payot, coll. « Critique de la politique », 2007, 406 p.

La plèbe en tant qu'expérience politique de la liberté. Voilà ce que nous propose Martin Breaugh dans ce livre. La plèbe n'est donc pas abordée comme une classe, une catégorie sociale, un groupe ou une identité mais comme une expérience politique. Celle du passage du statut infrahumain des laissés pour compte – des sans voix, sans part, sans titres, etc. – vers la condition de sujets politiques, auto-émancipés.

Le concept de plèbe prend appui sur l'exemple paradigmatique de la première sécession plébéienne de la jeune République romaine, en 494 av. J.-C. Se retirant sur le mont Aventin en signe de protestation contre la réduction à l'esclavage des plébéiens endettés, la masse des sans parole (sans nom, sans lignage) acquiert alors un impensable accès à la parole publique et à une inscription dans l'ordre symbolique et institutionnel de la cité. Privant Rome des bras qui la faisaient vivre et qui la défendaient contre les assaillants extérieurs, la plèbe contraint le pouvoir patricien à négocier les modalités d'une intégration du grand nombre dans les instances de représentation et de délibération romaines.

Toutefois, l'intérêt de cette première sécession ne réside pas tant dans les mécanismes d'intégration obtenus que dans la capacité du grand nombre à remettre en question l'ordre « naturalisé » de la domination au nom d'un désir de liberté et d'égalité qui se vérifie (présentifie) au moment de la révolte, dévoilant alors la division originaire du social et instaurant ainsi un conflit autour de la définition d'une scène commune de confrontation et des « acteurs » qui y seront présents.

Le regard posé par Breaugh sur la notion de plèbe n'est donc pas relatif à une classe, à une identité ou à une situation historique donnée mais plutôt à un principe fondamental du politique, ignoré ou méprisé en fonction de son caractère conflictuel et évanescent, bien continuellement présent ou réactivé au cours de cette histoire *discontinue* de la liberté politique. La plèbe romaine, en effet, n'est pas une classe sociale dans la mesure où elle est composée tout autant de propriétaires terriens que de commerçants, de paysans, d'artisans ou de chômeurs. Elle se constitue en « plèbe » en fonction de son absence de statut politique (absence du droit à la parole publique et de libertés civiques) mais surtout en fonction de sa reconnaissance autour du principe « négatif » de sa marginalisation commune au nom duquel s'affirme le principe d'égalité (de tous devant la loi et devant la possibilité d'édicter des lois) rendant possible une pratique ou une expérience de liberté politique, au moment de la prise de parole des sans parole.



Ce statut ne peut aucunement être cherché au sein des relations sociales et politiques antérieures à sa constitution en tant que sujet politique de son auto-émancipation, puisque son existence dépend de la remise en question de cet ordre policé et hiérarchisé. L'histoire discontinue de la liberté politique entreprise par Breaugh cherche alors à montrer la présence d'une expérience et d'une pensée de la plèbe (c'est-à-dire des sujets indéterminés ou autodéterminés de la liberté et de l'égalité politique), à travers l'interprétation philosophique d'une série de soulèvements populaires allant des sécessions plébéiennes de la Rome antique à la commune de Paris, en passant par la révolte de Ciompi dans la Florence du XIV[e] siècle et les luttes des sans-culottes français ou des jacobins anglais au XVIII[e].

Bien que structurée autours d'exemples historiques plus ou moins lointains, cette abstraction philosophique de l'expérience plébéienne nous offre une perspective essentielle pour aborder de manière critique et émancipatoire les situations politiques contemporaines. En dégageant le principe plébéien, Breaugh nous permet de voir les démocraties libérales contemporaines comme des accommodements *patriciens* cherchant à préserver l'ordre policé contre le désordre et le conflit inhérent à la liberté. Il dégage ainsi une conception du politique où le conflit, l'action directe et l'absence d'inscription institutionnelle se dévoilent comme son essence et son principe moteur ayant le peuple (ou la plèbe) comme sujet autodéterminé de son institution.

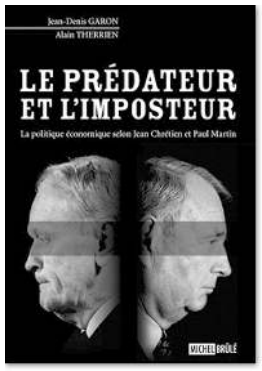
RICARDO PEÑAFIEL

Étrange mélange idéologique

Jean-Denis Garon et Alain Therrien,

Le prédateur et l'imposteur : La politique économique selon Jean Chrétien et Paul Martin, Éditions Michel Brulé, Montréal, 2007.

De prime abord le lecteur apprécie la critique détaillée que font les auteurs[1] de la réforme de l'assurance-chômage, qu'ils qualifient d'*odieuse*, et que Paul Martin a effectué aux frais des chômeurs. Très bon aussi est le résumé qu'ils font de l'histoire des relations fédérales et provinciales sur le plan fiscal et financier, qui a mené au déséquilibre fiscal actuel. Ils relatent assez bien les nombreux empiètements d'Ottawa dans les champs de compétence des provinces, son abus du pouvoir de dépenser, et les massives coupures dans les transferts aux gouvernements provinciaux à compter de 1995.



Ils reprochent à Chrétien et à Martin de se vanter d'avoir éliminé le déficit, sans en avoir parlé durant leur campagne électorale, et de l'avoir fait aux dépens des programmes sociaux, fédéraux et provinciaux. Ils concluent en faveur de la souveraineté du Québec comme moyen de sortir du marasme des finances publiques québécoises.

Si le reste des propos de Garon et Therrien cadraient mieux avec ce qui précède, l'évaluation de leur ouvrage serait moins négative. Mais, pour le reste les contradictions s'accumulent et elles ne seront pas sans étonner le lecteur qui s'attend à une certaine suite dans les idées. Car autant ils ne ménagent pas Martin et Chrétien, autant ils sont élogieux du gouvernement Mulroney, qui d'après les auteurs a eu le « courage » de mettre en place l'ALÉ, l'ALÉNA et la TPS. Mulroney et son ministre des Finances Wilson reçoivent aussi une bonne note pour n'avoir coupé dans les transferts aux provinces que lorsque Ottawa était en situation déficitaire.

Notons les autres bijoux « lucides » qu'on trouve dans *Le prédateur et l'imposteur* : Garon et Therrien donnent crédit à Chrétien pour avoir privatisé des sociétés d'État comme le Canadien National. Ils déplorent que la Loi fédérale sur le financement de l'assurance-maladie empêche les Québécoises de débattre des « options » (sous-entendu : de l'introduction du privé). Ils écrivent que la taille de la dette fédérale, qui selon eux est plus élevée que celle des provinces, empêche Ottawa de consacrer des dépenses aux priorités des Canadiennes et des Canadiens. À noter que ce n'est qu'en termes absolus qu'on peut affirmer que la dette fédérale est plus forte que celles des gouvernements provinciaux. Le ratio dette : PIB fédéral est le plus bas des pays de l'OCDE, ce qui n'est pas vrai de la dette du Québec, qui est dans la moyenne de ces pays industrialisés. De plus, il me semble évident que notre gouvernement fédéral – libéral ou conservateur – choisit délibérément de ne pas dépenser pour l'environnement et la santé publique. Les moyens financiers ne manquent pas. Encore cette année, Ottawa se dirige vers un surplus énorme (plus de 9 milliards les premiers six mois de 2007), malgré la hausse des dépenses militaires et le remboursement accéléré de la dette.

Enfin, si Garon et Therrien ont bien situé le sujet dans son contexte historique canadien, ils occultent la continuité patente entre les mesures néolibérales que Mulroney et Wilson ont mis en chantier durant les années 1980 et 1990, et le suivi logique et prévisible de Martin et Chrétien dans cette voie. La coïncidence entre la promulgation du Consensus de Washington en 1995 et le début de l'élimination du déficit fédéral par Martin passe aussi inaperçue. Un bref traitement de l'autre déséquilibre fiscal, celui entre les contribuables particuliers et les sociétés, et entre les détenteurs du capital et les salariéEs, graduellement inscrit dans nos lois fiscales, aurait été un ajout significatif.

RAYMOND FAVREAU

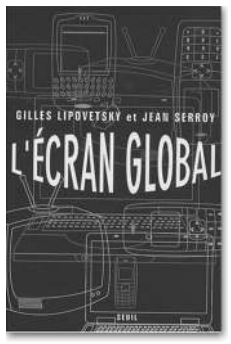
1. Ils sont tous deux économistes.

Jovialisme sur grand écran

Gilles Lipovetsky et **Jean Serroy,**
L'écran global. Culture-médias et cinéma à l'âge hypermoderne, Paris, Seuil, 2007, 365 p.

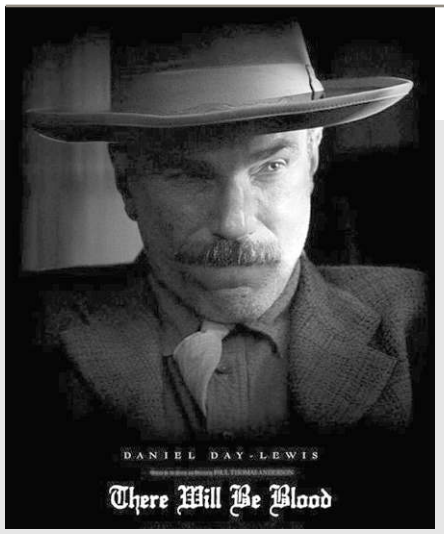
Gilles Lipovetsky est un optimiste. Dès ses premiers ouvrages (*L'ère du vide, L'empire de l'éphémère*), le sociologue français s'est, semble-t-il, donné le mandat de démontrer que notre époque n'est pas aussi sombre qu'on pourrait le penser. Nous sommes individualistes ? Tant mieux : c'est signe que notre marge de manœuvre individuelle est de plus en plus grande dans les sociétés contemporaines, à l'heure du *do-it-yourself* identitaire. La mode nous rend conformiste ? Bien au contraire : l'histoire séculaire de la mode nous montre qu'elle est de plus en plus différenciée, plus ouverte à la créativité individuelle et plus indifférente aux barrières de classes. Nous vivons à l'ère hypermoderne, où s'approfondissent les logiques émancipatrice et démocratique issues de l'époque moderne. Pas de doute possible : pour Gilles Lipovetsky, le verre est toujours à moitié plein.

C'est donc sans surprise que les habitués de la pensée lipovetskienne liront *L'écran global*, écrit avec Jean Serroy, critique de cinéma. Les auteurs y font la démonstration, somme toute assez convaincante, que le cinéma se porte mieux qu'on a l'habitude de le penser, que ce soit à Hollywood ou ailleurs dans le monde. La niche des films indépendants rend toujours plus floue la distinction entre cinéma hollywoodien et cinéma d'auteur; l'offre cinématographique est toujours plus diversifiée (pour qui sait aller plus loin que les *blockbusters* estivaux); le genre documentaire n'a jamais autant attiré les foules; le cinéma historique ne cesse de soulever les tabous... Les arguments sont nombreux et étayés par un impressionnant corpus de films à l'appui. On ne retrouvera pas en ces pages une « économie politique » du septième art du XXIe siècle, à l'heure de la concentration des médias, mais bien une analyse de contenu extrêmement fouillée du cinéma contemporain. Le dernier tiers de l'ouvrage, dans le même esprit mais de manière un peu plus brouillonne, cherche à montrer, par une étude de la prolifération des écrans (télévision, téléphone cellulaire, ordinateur, etc.), que le cinéma, loin d'être un art en déclin, étend au contraire sa logique à de nouveaux pans de notre existence.



On n'est pas devant une œuvre majeure de Lipovetsky : on remarque, au contraire, une tendance à appliquer un ensemble de concepts aux objets d'étude les plus divers (un peu comme a pu le faire Pierre Bourdieu dans quelques-uns de ses derniers ouvrages, mais sur un tout autre registre). Par contre, Lipovetsky et Serroy nous offrent un très bel état des lieux du cinéma mondial des dernières décennies. Le ou la cinéphile se régalera de voir ses coups de cœur placés dans un contexte artistique, sociologique et historique plus vaste.

PHILIPPE DE GROSBOIS



Cinéma

There will be blood
Aux racines du mal

Le conflit au Vietnam a amené son lot de films dans lesquels des cinéastes américains se sont questionnés sur les États-Unis, ses ambitions et ses délires. *Apocalypse Now* de Francis Ford Coppola est peut-être le plus brillant exemple de cette mouvance. Il semblerait que les États-Unis des années 2000, embourbés dans le néoconservatisme aussi bien qu'en Irak, entraîneront aussi une vague de films introspectifs, tels *Lord of War* (Andrew Niccol, 2005), *Jarhead* (Sam Mendes, 2005) et *In the Valley of Elah* (Paul Haggis, 2007). Mais on retiendra surtout, je l'espère, le magnifique *There will be blood* de Paul Thomas Anderson (*Boogie Nights, Magnolia*).

S'inspirant librement du livre *Oil !* d'Upton Sinclair, *There will be blood* raconte la démarche obstinée du prospecteur de pétrole Daniel Plainview (le trop rare Daniel Day-Lewis) pour contrôler le forage de pétrole du sud de la Californie, au début du vingtième siècle. Apprenant l'existence de sources de pétrole dans le petit village de Little Boston, Plainview se trouve rapidement confronté à l'Église de la Troisième Révélation et à son jeune prédicateur, Eli Sunday (Paul Dano).

Le cinquième film d'Anderson apparaît comme une véritable recherche des origines de la puissance, mais surtout de la crise actuelle de l'empire américain. Une recherche non pas scientifique ou documentaire, mais plutôt mythologique, comme si Anderson, à travers quelques grandes figures, avait tenté de cerner la nature profonde de l'Amérique états-unienne. Tout au long du film, le Capitaliste qu'est Plainview et le Prédicateur qu'est Sunday se voient plus ou moins forcés d'entrer dans une valse amère, l'un profitant de l'autre à tour de rôle pour asseoir son pouvoir, ce qui n'est pas sans rappeler la collusion actuelle entre politique et religion chez nos voisins du Sud. *There will be blood* s'avère un film à la fois dépouillé et riche, calme et angoissant, à l'image de la musique inconfortable et séduisante de Jonny Greenwood, guitariste du groupe britannique Radiohead. À voir et revoir, à quelques années d'intervalle.

PHILIPPE DE GROSBOIS

Livres reçus à la Rédaction

- BENSAÏD, Daniel, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres*, Montréal, Lux Éditeur, coll. « Instinct de liberté », 2008, 158 p.
- CAPELLETTI, Angel, *Prehistoria del anarquismo*, Buenos Aires, Libros de la Araucaria, coll. « La protesta », 2007, 214 p.
- CASTELLANOS, Laura, *México Armado. 1943-1981*, Mexico, Era, 383 p.
- Collectif, *Peut-on critiquer le capitalisme ?*, Paris, La Dispute, coll. « Comptoir de la politique », 2008, 192 p.
- CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies* [2e édition refondue], Paris, Armand Colin, coll. « Universitaire de poche », 2007, 127 p.
- CORTEN, André, *L'autre moitié de l'Amérique du Sud. Lettres à mon petit-fils*, Montréal, Mémoire d'encrier, coll. « En bref », 2008, 175 p.
- GLUCKNER, Fritz, *Memoria roja. Historia de la guerrilla en México. 1943-1968*, Mexico, Letra B, 2007, 260 p.
- HOULE-COURCELLES, Mathieu, *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal, Lux Éditeur, coll. « Instinct de liberté », 2008, 266 p.
- SUZUKY, David et Holly DRESSEL, *Enfin de bonne nouvelles*, Montréal, Boréal, 2007, 560 p.
- VICTOR, Gary, *Treize nouvelles vaudou*, Montréal, Mémoire d'encrier, 2007, 159 p.
- VINCENT, DIANE *et al.*, *La radio X. Les médias et les citoyens. Dénigrement et confrontation sociale*, Québec, Nota bene, coll « Interventions », 2008, 206 p.

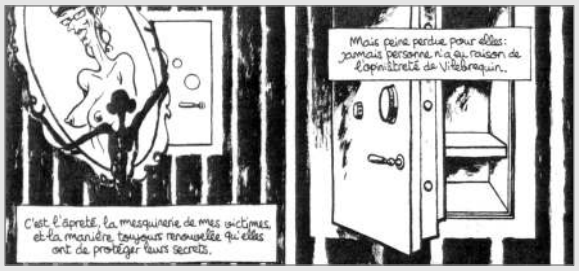
À tout prendre !

Bédé

Arnaud Le Gouëfflec & Obion

Villebrequin,
Casterman, coll. KSTR, 2007, 99 p.

« Les voleurs servent à ce qu'on réalise qu'on n'avait pas besoin de tout ça »… Un bout de chanson, *Le mal nécessaire*, de Jérémi Mourand qui introduit à merveille ce livre en noir et blanc, véritable ode et réflexion idoine. Par exemple : *« Bof… De banquier à cambrioleur, il n'y a qu'une question de point de vue… »*. Trompette de jazz et philosophie à la clef, on assiste à des pirouettes dignes d'un chat noir comme tout !



François Ayroles

Travail rapide et soigné,
L'Association, col. Ciboulette, 2007.

Cet auteur rare, tel un caméléon, s'avère capable de tout dans l'usage de styles graphiques multiples et il le démontre. Du polar *freaks show* au muet, de l'anticonformisme débridé à la Jules et Jim, aux récits vécus d'itinérants, Ayroles rassemble ici pas moins d'une trentaine de pièces percutantes parues dans des revues underground de 1994 à 2006. Le titre rend bien la qualité du travail de l'artisan !

Jaime Martin,

Ce que le vent apporte, Dupuis, 2007, 72 p.

Un étudiant en médecine ayant descendu un policier à cheval se voit obligé, alors que la révolution bat son plein dans cette Russie de 1916, de fuir en acceptant un poste de médecin aux tréfonds de l'Oural. Les morts grouilleront tout au long de ce livre oscillant entre roman noir et drame de mœurs, où la misère abîme les visages quand ce n'est pas la rétine de l'œil même.

Johanna,

Nos âmes sauvages, Futuropolis, 2007, 66 p.

À travers un parcours autobiographique qui la met en lien avec l'autre — le sauvage –, une jeune auteure voyageuse remet en question cette démarche bien pensante et blanche-neige qui prétend aider les pauvres indiens à s'en sortir. Les errances et les résonances avec le quotidien du monde « développé » font surgir de nouvelles données en stimulant nos sens engourdis. Outre sa peinture sensible, Johanna détaille sa démarche, sa militance et ajoute des références. Un élément ? *« Vous avez exterminé notre peuple et maintenant vous voulez nous aider ?! Mais c'est vous qui devriez être aidés ! Cela fait 2 000 ans que vous avez le christianisme, alors que nous, cela ne fait que 500 ans ! »*

Musique

Jason, *Le dernier Mousquetaire,* Carabas, 2007, 48 p.

Il ne faut pas se laisser tromper par le style animalier et dépouillé de Jason. Le Norvégien reste un des auteurs les plus fous à parvenir à télescoper des éléments temporels inouïs tout en introduisant, l'air de ne pas y toucher, des questions existentielles fondamentales. Dans ce livre, les trois mousquetaires réapparaissent aujourd'hui et vont même voyager dans l'espace pour une mission ultime… Sauver la Terre ! Une étoile filante de la bédé contemporaine…

Obom, Kaspar, *L'oie de Cravan,* 2007, 78 p.

Cette bédé québécoise est une adaptation libre, tout comme celle du cinéaste Werner Herzog, de l'énigme de Kaspar Hauser. Le graphisme quasi enfantin et délibérément *cartoon* ramène l'attention du lecteur sur des textes brefs mais cinglants. On se souviendra de cet enfant ayant vécu enfermé sans véritable contact humain jusqu'à l'âge de 17 ans. On assiste à un réapprentissage de tout en se questionnant au passage sur les processus cognitifs.

The Pack A.D.

Tintype, Mint Records, 2007

Le rock qui garde au cœur l'aspect direct et proche de la rue est trop rare… Qu'un duo féminin conjugue batterie rudimentaire et guitare paroxysmique (rarement un piano solo psychotique), ça aussi, c'est rare. Dotée d'une voix un chouia fatidique, Becky Black (sans blague !) et son tout rythmique, Maya Miller, également productrice, nous prennent littéralement d'assaut de leur blues rockailleux ! Leurs titres sont au ras du sol : *Got up, All damn long, This terror !!!*

Arseniq 33

Dansez, bande de caves !, Indica, 2007

Ce disque effectue le bilan de santé d'un groupe qui, indubitablement, ne manque ni de tonus musical ni d'une salive des plus corrosives à cracher des textes vitupérants. Que dis-je, un concentré de 15 années de punk hardcore relevé d'une paires de saxophones incandescents. Les pièces rares égrenées sur les compilations 2Tongues rejaillissent ici côte à côte comme des black blocs dans le lard d'une flicaille télécommandée qui, enfin, s'écroule. Une bande utopie dont on a immense besoin !

RAMON VITESSE
Sur les ondes de CKUT 90,3 FM, *Pirate & Libre !* les lundis de minuit à 1h.

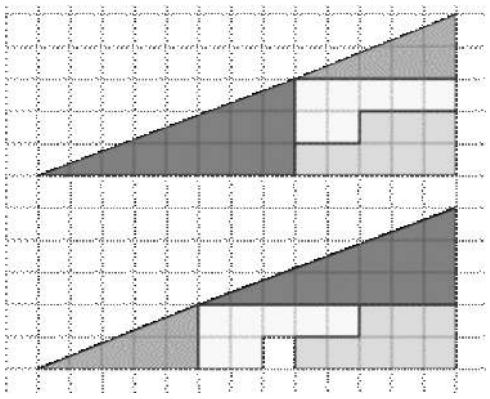
Remue-méninges

Jeux mathématiques

Le carré disparu

par Normand Baillargeon

Considérez les deux triangles suivants :



Celui du haut, on le voit, a été découpé en quatre figures : en haut, à droite, un petit triangle, mesurant 2 unités de haut et dont le côté mesure cinq unités; juste sous lui, un heptomino (une figure à 7 unités de surface); sous celle-ci, un octomino (une figure à 8 unités de surface); enfin, le grand triangle qui reste, qui a 3 unités de haut et dont le côté mesure 8 unités.

Le deuxième triangle a été composé en replaçant ces quatre morceaux. Or on peut le constater : réorganisés, ils laissent un trou d'une unité.

Problème. Il s'agit évidemment d'une illusion : mais comment fonctionne-t-elle ?

Solution :

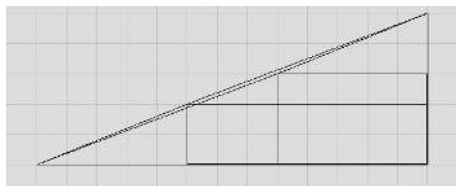
L'illusion est créée par le fait qu'aucun des deux triangles n'a exactement la même surface que les parties qui le composent.

Voyons cela. On s'en souvient : on mesure la surface d'un triangle en multipliant sa base par sa hauteur, puis en divisant le résultat par 2 : (b x h/ 2) – une formule que ces triangles sur fond quadrillé permettent d'ailleurs de bien visualiser.

Ici, on a donc : 13 x 5 / 2 = 32, 5.

Or, les carrés occupent, dans le premier triangle, comptez-les, 32 unités et dans le deuxième, 32 + 1, soit 33 unités. Comment est-ce possible ?

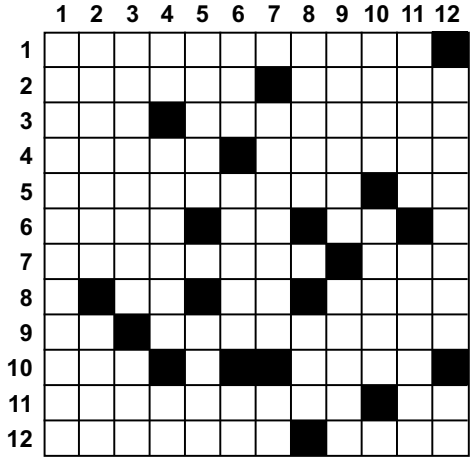
C'est simple. En raison de leurs proportions, le petit triangle que nous avons découpé en haut à droite (rapport de 5:2) et le deuxième, plus grand, découpé à gauche (rapport de 8:3) ont des hypoténuses qui ne forment pas une ligne droite. Cette courbure est minuscule (1/128 d'unité) et on ne la voit que très difficilement à l'œil nu. Pourtant, notez sur la première figure le lieu où se croisent les hypoténuses des deux triangles (le petit et le grand); puis observez le même point sur la figure du bas. Vous verrez clairement l'effet produit. Dans le premier cas, les hypoténuses se rejoignent légèrement plus bas que dans le deuxième et la ligne obtenue est courbée vers l'intérieur ou vers l'extérieur selon le cas. On voit mieux tout cela sur l'illustration suivante :



La surface que couvre l'espace entre ces deux courbes mesure exactement l'unité manquante.

Mots tissés

un peu tordus selon Monique Moisan



MM 24

HORIZONTAL

1. **Vous en faites un.**
2. **De bonne heure. – Série.**
3. **Choix. – Péchés.**
4. **Organisation palestinienne. – Nuisent.**
5. **Aussi. – Métal.**
6. **Pot. – Pronom. – Préposition.**
7. **Étude du corps. – Haut niveau.**
8. **Issu. – C'est-à-dire. – Deux quarts.**
9. **Idem. – Sans jugement.**
10. **Moitié de province. – Acre.**
11. **Éruption passagère – Possessif.**
12. **Jeu d'armes. – Normal au début.**

VERTICAL

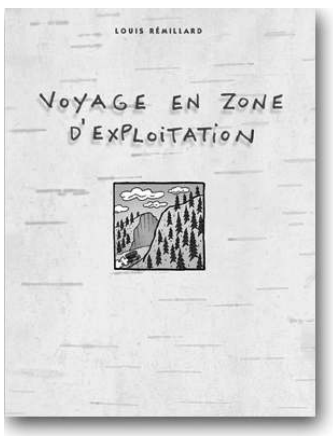
1. **Logique des nombres.**
2. **Vent violent. – Corsés.**
3. **Va au gré du vent. – À la fin d'une liste.**
4. **Orientation. – Couchée – Infinitif.**
5. **Effondrement des cours. – Démonstratif.**
6. **Unité de radiation. – Vieille Égyptienne. – Le matin.**
7. **Complet. – Id est.**
8. **Isolé. – Région de France.**
9. **Sommeil de jour. – Disloque.**
10. **De l'Estonie. – Monument funéraire.**
11. **Sténographe. – Loi silencieuse.**
12. **Éclopé. – Symbole.**

Solution du No 23

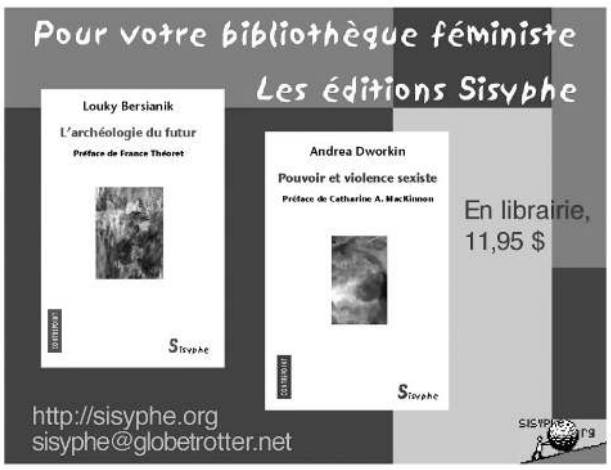
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	S	E	X	U	A	L	I	T	E	■	C	A
2	A	N	■	R	E	■	N	E	C	T	A	R
3	T	R	A	I	R	E	■	L	O	U	P	S
4	I	O	N	■	I	N	F	L	U	E	R	■
5	S	U	I	T	E	S	■	E	T	R	E	S
6	F	E	M	I	N	I	S	M	E	■	S	O
7	A	■	A	R	■	L	I	E	R	A	■	U
8	C	O	L	E	R	E	■	N	A	V	A	L
9	T	U	■	L	E	R	O	T	■	E	P	I
10	I	T	■	I	V	A	N	■	U	R	N	E
11	O	R	D	R	E	S	■	E	S	T	E	R
12	N	E	R	E	E	■	V	R	A	I	E	S

MM 23

Nouveautés en librairie



Bande dessinée de Louis Rémillard



À bâbord !

Coupon d'abonnement

- ❑ Je m'abonne à titre individuel à 5 numéros pour 35 $
- ❑ Notre organisme prend un abonnement institutionnel de 5 numéros pour 50 $
- ❑ Nous appuyons la revue en faisant un don de _____
- ❑ Tarif étudiant 5 numéros pour 25 $ (joindre photocopie carte étudiant)

Nom _____

Organisme/Institution _____

Adresse _____

Ville _____ Code postal _____

Tél. _____ Courriel _____

Débuter l'abonnement au numéro _____

Faites parvenir votre coupon et votre chèque libellé à l'ordre de La revue *À bâbord !*

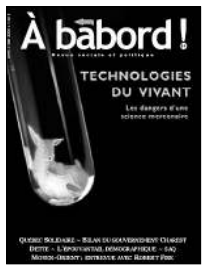
5819, De Lorimier, Montréal, QC, H2G 2N8
Pour nous joindre : info@ababord.org

$ 15.

Contactez info@quebecsolidaire.net • (514) 278-9014

À bâbord !

TARIF ÉTUDIANT
25 $



Abonnement annuel de 5 numéros

Valide avec photocopie de la carte étudiante 2007-08
(Remplir le coupon ci-haut)

ACHATS GROUPÉS

Tarif spécial pour
les groupes populaires et les syndicats.
Contactez-nous : info@ababord.org

Pour un monde égalitaire et solidaire

SCFP

Syndicat canadien de la fonction publique FTQ

Devenez membres :

25 $ pour que CKRL perdure de sa simple présence enrichissante

Information : (418) 640-2575

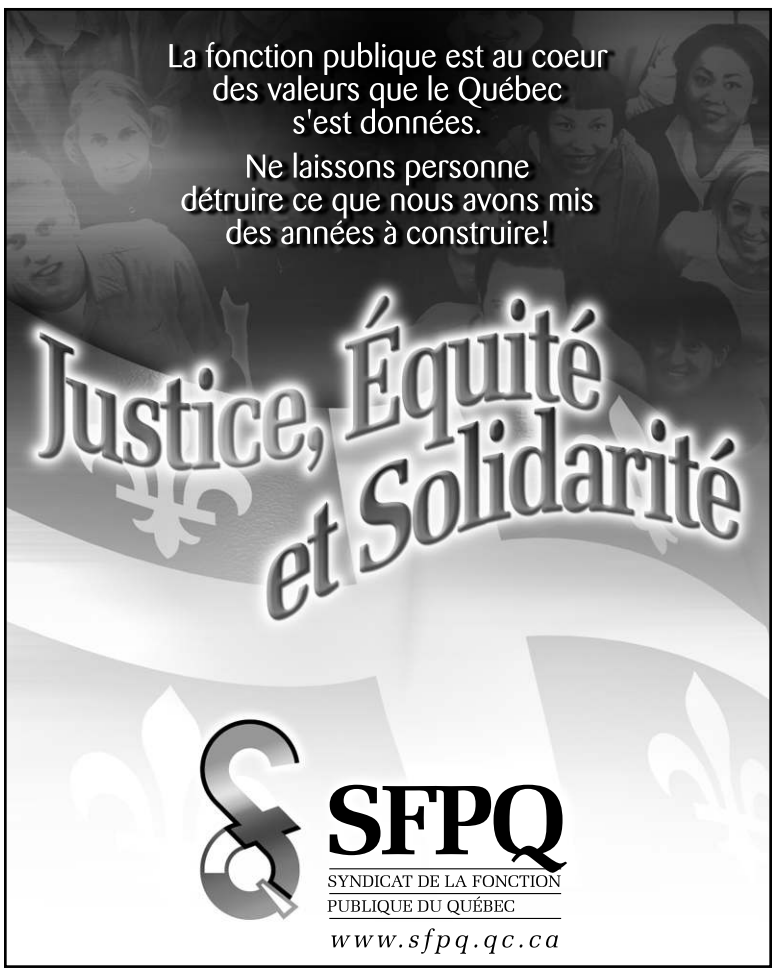
CKRL MF 89,1, radio indépendante

SUR LES LIGNES

blogue d'actualité syndicale
www.syndical.blogspot.com

UNIS POUR LA DÉMOCRATIE
Ensemble, nous pouvons accomplir de grandes choses

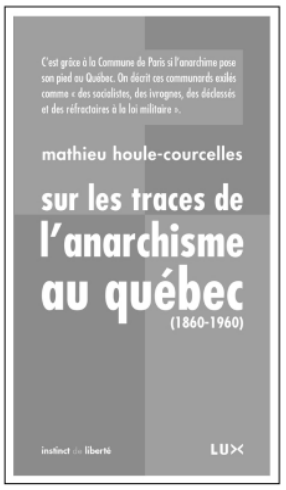
Conseil central DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN CSN



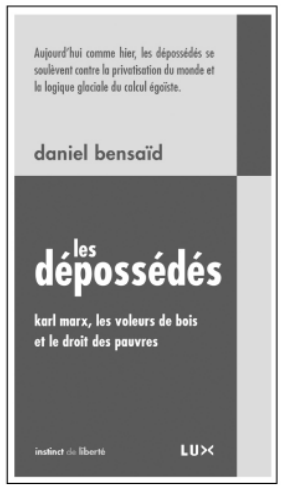
CHEZ LUX ÉDITEUR

Mathieu Houle-Courcelles

Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)



Fruit d'un long et minutieux travail de recherche, cet ouvrage présente une image vivante et généreuse de l'influence des idées anarchistes dans l'histoire québécoise, dévoilant ainsi l'existence de ce courant de pensée bien avant les tumultes culturels et politiques des années 1960. Des réfugiés de la Commune de Paris aux peintres et poètes issus de la mouvance automatiste, en passant par les militants anticléricaux de l'Université ouvrière et les révolutionnaires juifs du Yiddishland montréalais, Mathieu Houle-Courcelles redonne vie à différentes figures et expériences de l'anarchisme.



Daniel Bensaïd

Les dépossédés

Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres

En 1842, Karl Marx publie une série d'articles concernant les débats à la Diète rhénane à propos du vol de bois. Droit de propriété, liberté de la presse, rapport du délit à la peine : tels sont les enjeux de ces articles.

Plus d'un siècle et demi plus tard, les controverses en cours sur le brevetage du vivant, la propriété intellectuelle, le droit opposable au logement, etc., donnent aux questions théoriques et juridiques soulevées à l'époque une troublante actualité. À partir d'une lecture des articles de Marx, Daniel Bensaïd revient sur les sources philosophiques du débat pour en dégager les enjeux actuels.

www.luxediteur.com

écosociété

NOUVEAUTÉS

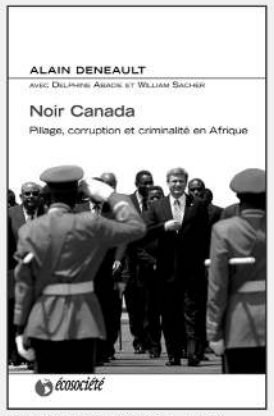
978-2-923165-41-7 304 p.

MICHEL FREITAG
Propos recueillis par Patrick Ernst

L'impasse de la globalisation

Histoire sociologique et philosophique du capitalisme

Collection *Théorie*



ALAIN DENEAULT
Avec D. Abadie et W. Sacher

Noir Canada

Pillage, corruption et criminalité en Afrique

978-2-923165-42-4 256 p.

www.ecosociete.org

Financer l'éducation avant de baisser les impôts

Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (CSN)
www.fneeq.qc.ca

fneeq CSN

Babord24_p39-60.qxd 25/03/08 07:45 Page 60

Lux Éditeur, la revue *À bâbord !* et la Cinémathèque québécoise présentent

(RE) VOIR MAI 68

JEUDI 8 MAI 2008

À LA CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE

Avec **Daniel Bensaïd**, philosophe et acteur de Mai 68

17 h au Café-bar

Lancement du livre de Daniel Bensaïd, en présence de l'auteur :
Les dépossédés
publié chez Lux Éditeur, coll. « Instinct de liberté ».

20 h Salle Claude-Jutra
Projection de films sur Mai 68 et discussion

La reprise du travail aux usines Wonder
Réal. : Jacques Willemont [Fr., 1968, 9 min]

Classe de lutte
Réal. : Groupe Medvedkine de Besançon [Fr., 1969, 37 min]

Le droit à la parole
Réal. : Michel Andrieu [Fr., 1978 [1968], 52 min]

La projection sera suivie d'une discussion avec Daniel Bensaïd et la salle

1 81774 00000 4

LUX À bâbord ! CINÉMATHÈQUE QUÉBÉCOISE

Information : presse@luxediteur.com / info@ababord.org